

TÉMOIGNAGE SUR LA PÉRIODE
DE RÉPRESSION EN ARGENTINEUn millier de détenus
ont été jetés d'hélicoptère
en haute mer

LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

4 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 DA ; Tunisie, 200 m. ; Arabie saoudite, 170 SR ; Australie, 17 s. ; Belgique, 28 b. ; Canada, 110 c. ; Danemark, 340 F CFA ; Espagne, 6,50 Ptas. ; France, 110 F ; Grèce, 340 F CFA ; Irlande, 1,50 Ir. ; Italie, 575 L. ; Japon, 3,800 Y. ; Liban, 1,500 L. ; Luxembourg, 20 F. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 f. ; Portugal, 20 esc. ; Royaume-Uni, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 2,00 S. ; Tchécoslovaquie, 130 Kčs. ; Turquie, 1,50 TL. ; Yougoslavie, 130 D.

Abonnements page 74
S. RUE DE LA VILLE
75002 PARIS CEDEX 02
Tél. : 4297 11 19 PARIS
Tél. : 248 72 23

Jérusalem va réduire sa présence dans le sud du Liban

Un aveu
d'impuissance

En lançant sur Baalbek le raid aérien le plus important et le plus meurtrier déclenché depuis l'invasion du Liban en juin 1982, Israël a démontré, mercredi 4 janvier, son impuissance à maîtriser sur le terrain la montée de la résistance libanaise, principalement chiite, dans sa zone d'occupation au Sud. C'est pour la même raison qu'il s'apprête à réduire les effectifs de ses forces dans cette région et à évacuer les villes de Saïda et de Tyr. Il faut savoir que, depuis la fin de la guerre proprement dite, deux cent sept soldats israéliens ont été tués et huit cents ont été blessés au Liban du Sud.

D'abord assez bien accueillie par des populations qui supportaient de plus en plus mal la présence palestinienne, l'armée israélienne est devenue l'ennemi à abattre, et elle se heurte à des attentats de plus en plus nombreux depuis quelques mois.

En bombardant pour la deuxième fois la région de Baalbek, Israël a pris soin de préciser qu'il s'attaquait à des « bases de terrorisme liées à l'Iran », mais il n'est pas sûr, loin de là, que ce distinguo soit accepté par la grande majorité de la population chiite modérée, qui retrouve après chaque agression ses réflexes communautaires. Déjà dépassé sur sa gauche par le mouvement Amal islamique, M. Nakhla Berrî, chef de la milice Amal, ne s'y est pas trompé qui a juré que ses hommes répliqueraient à ce raid en renforçant la résistance dans le sud du pays.

La communauté chiite ayant le culte du martyre, ce raid ne peut que contrarier le vœu israélien d'isoler le noyau dur des pro-iraniens de l'ensemble de la population chiite. Il ne peut, d'autre part, qu'accroître l'engrenage attentats-répression dans lequel se débat déjà l'armée israélienne au sud de l'Awali.

Mais, en intervenant aussi massivement, Israël n'a-t-il pas voulu démontrer encore une fois que, moment où un faible espoir de réconciliation intercommunautaire se dessine à Beyrouth — une réunion des ministres des affaires étrangères syrien, libanais et saoudien est prévue dimanche à Riyad — il n'y a pas de règlement possible au Liban sans son accord ? Un message d'autant plus utile que le président Assad vient de s'offrir le luxe d'un geste humanitaire en direction de Washington. L'éventuel repli de l'armée israélienne dans le sud du Liban ne concerne d'ailleurs que la région côtière, Jérusalem gardant ses positions dans la Bekaa, où stationne en masse l'armée syrienne.

La grave maladie du commandant Haddad risque enfin de compliquer encore la situation dans l'extrême sud du Liban. Il ne sera sans doute pas très difficile de trouver un officier compétent pour prendre le contrôle de la « brigade du Sud », forte d'environ un millier d'hommes, mais Israël a besoin de bien davantage : d'un homme ayant assez d'autorité et de prestige pour s'imposer à la tête d'une unité dont la fidélité est vitale pour la sécurité de sa frontière. Les clés de l'avenir du Liban sont certainement plus aujourd'hui à Damas et à Jérusalem qu'à Beyrouth. Il n'en reste pas moins que c'est aux Libanais, éternelles victimes d'une guerre que leurs divisions ont alimentée, de trouver les chemins d'une entente qui, seule, pourra aider à résoudre un conflit qu'Israël vient encore d'attiser.

Le raid israélien sur Baalbek a fait plus de cent tués

De notre correspondant

Le raid de l'aviation israélienne, le mercredi 4 janvier, sur Baalbek, a fait une centaine de morts et de nombreux blessés, notamment dans un camp de réfugiés palestiniens.

Jérusalem. — L'armée israélienne s'apprête à modifier très sensiblement la nature de sa présence au Liban du Sud. Elle envisage de réduire nettement ses effectifs et d'évacuer presque totalement les deux principales villes de la région, Saïda et Tyr, mais elle ne devrait pas dans l'immédiat se retirer spectaculairement très en deçà de ses positions actuelles.

Ces indications nous ont été fournies, mercredi 4 janvier, par des sources militaires à Jérusalem. Le même jour, M. Moshe Arens, ministre de la Défense, et le général Moshe Lévy, chef d'état-major, ont présenté leurs plans au premier ministre M. Shamir.

Les changements prévus par les responsables militaires résultent d'une double préoccupation. D'une part l'armée doit, comme le reste de la nation, se serrer la ceinture. Si son budget est, comme on le prévoit, rogné de 9 %, il lui faudra faire des économies au Liban, où sa présence coûte chaque jour environ 1 million de dollars à l'Etat. D'où son projet d'y diminuer le nombre de soldats.

Plus décisive est la deuxième raison, qui tient au coût humain de la présence israélienne. La recrudescence des attaques dont elle est victime depuis l'attentat du 4 novembre contre le gouvernorat de Tyr ne peut qu'inciter l'armée israélienne à accélérer son désengagement. D'autant que l'opinion est de plus en plus hostile à sa présence chez le voisin du Nord.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Lire la suite page 3.)

La négociation sur l'assurance-chômage

Le C.N.P.F. pourrait reprendre à son compte les propositions de Force ouvrière

(Lire page 20 l'article d'ALAIN LEBEAUBE)

L'affaire des « avions renifleurs »

Le rôle de M. Pesenti brasseur d'affaires lombard

(Lire page 7 l'article de PHILIPPE PONS)

Tunisie : une révolte en deux temps

Le chiffre officiel d'une trentaine de morts semble très en dessous de la réalité

Le calme régnait à Tunis le jeudi matin 5 janvier, mais la tension demeurait vive dans le pays, notamment dans le Sud.

Tunis. — Dès 17 h 30, une demi-heure avant le couvre-feu, des rafales de mitrailleuse crépitaient en plusieurs points de la capitale. La ville, qui avait, tout au long de la journée du mercredi 4 janvier, retrouvé son calme et repris ses activités, va-t-elle replonger dans l'émeute qui l'avait déchirée la veille ? L'alerte n'est que de courte durée et vite les policiers et militaires qui quadrillent tous les quartiers tirent en l'air. Une façon comme une autre d'inciter les derniers retardataires à rentrer chez eux avant l'heure fatidique. A 18 heures, c'est le désert absolu. La nuit est déjà tombée.

Même muni des autorisations et laissez-passer indispensables, circuler n'est pas une mince affaire. Les points de contrôle, souvent matérialisés par des chars, s'échelonnent dans le centre tous les 300 ou 400 mètres. Dès que l'on aborde les

De nos envoyés spéciaux

boulevards périphériques qui délimitent les cités populaires, on est arrêté tous les 100 mètres, mais l'attitude des gardes est relativement décontractée, voire débonnaire quand ils s'aperçoivent que leurs interlocuteurs sont journalistes : on est loin du comportement crispé et menaçant qui prévalait dans les mêmes circonstances au lendemain du 26 janvier 1978, lorsque les forces de l'ordre braquaient leurs fusils, balayette au canon, sur les passagers des véhicules.

Lorsque l'on sort de la capitale pour s'aventurer sur les routes de la banlieue nord, sous un crachin persistant, les barrières s'estompent. Ils sont même inexistantes autour du palais présidentiel de Carthage, mais bien présents devant les grilles de la résidence de l'ambassadeur de France à La Marsa. Dans les rues, pas un passant. Les seuls véhicules que l'on croise sont ceux de l'armée ou de la police. La vigilance est quand même de rigueur.

Dans l'après-midi, malgré l'état d'urgence, des bandes de violence se sont produites dans ces zones résidentielles. Au Kram, la police a dû tirer en l'air pour disperser des attroupements. A La Marsa, des jeunes gens, lycéens pour la plupart, n'ont pas hésité non plus à braver les interdictions et, selon des sources médicales, il y aurait eu trois morts. L'effervescence s'est aussi manifestée dans la ceinture ouvrière de Tunis, qui a été un moment bouclée sans que l'on sache exactement ce qui s'y est passé. Pas plus qu'on ne sait avec précision où en est la situation dans les régions « chaudes » du pays, toujours aussi difficiles d'accès.

Si les autorités affirmaient mercredi soir que la vie reprendrait son cours normal à Kabil, dans le Sud, et à Kasserine, dans le Centre-Ouest, la tension persistait à Gabès, à Gafsa et à Sfax. De même, des informations dignes de foi, des incidents auraient éclaté mardi soir dans quelques localités du Sahel, y compris à Monastir, ville natale du président Bourguiba, alors que celui-ci repartait pour la capitale après y avoir passé la journée.

On ignore toujours le bilan exact des victimes et celui des dégâts, lequel semble considérable. Pour les milieux gouvernementaux, le nombre des morts depuis le 29 décembre se situerait autour de la trentaine pour tout le pays, mais ce chiffre paraît être très en deçà de la réalité. Il y aurait plusieurs centaines de blessés et de très nombreuses arrestations. C'est vraisemblablement parce qu'il attend les résultats des enquêtes ouvertes que le gouvernement se cantonne toujours dans le mutisme. Toutefois, selon les informations fragmentaires dont on dispose, la révolte a connu deux phases bien distinctes.

Dans un premier temps, elle a éclaté dans des zones pauvres et dans des zones rurales particulièrement déshéritées où la population se nourrit essentiellement de pain, de pâtes et de semoule et consomme bien plus que la moyenne nationale, qui se situe autour de 200 kilos, de produits céréaliers par personne et par an.

PAUL BALTA
et MICHEL DEURÉ.

(Lire la suite page 4.)

Près de trois heures après avoir été appelés par la C.F.D.T. et la direction, et en dépit de l'opposition de la C.G.T., qui considérait qu'une nouvelle intervention des forces de l'ordre serait « une tragédie », une vingtaine de cars de C.R.S. sont arrivés à l'usine Talbot de Poissy à 10 h 50. Fièrement applaudies par les non-grévistes massés sur le parking de l'usine aux cris de « Nous voulons travailler » et aux accents d'une *Marseillaise*, les forces de l'ordre ont pris place devant les grilles de l'usine. Un commissaire s'est entretenu avec Jean-Pierre Noul et Nora Trehel.

« Faites évacuer d'abord les non-grévistes, nous sortirons ensuite », ont demandé les leaders syndicaux.

A 11 heures, les forces de police tentaient de faire refluer les non-grévistes massés depuis deux heures sur le parking de l'usine.

De son côté, la direction, « devant le danger que courent l'ensemble des travailleurs », appelait le personnel à ne pas se rendre à son poste de travail à compter du vendredi 6 janvier, et précisait que la société « ne voyait en conséquence aucune contrainte de cesser de la rémunérer ».

L'intervention de la police faisait suite à une série de graves heurts entre grévistes et non-grévistes au cours de la matinée.

La guerre, comme un orage, a déchiré le B 3 vers 7 h 15. En commando, une cinquantaine d'hommes en bleu, armés de boulets, se risquent jusqu'à une centaine de mètres du cœur de la grève, la salle de repos. Selon un journaliste, quelques grévistes avaient auparavant agacé un non-gréviste. « Un mec de chez nous a été blessé par un coup de couteau dans le ventre, venez voir, les journalistes », hurle un homme en bleu en refusant.

Qui a commencé ? A 7 h 20, la question n'a plus aucune importance.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

(Lire la suite page 20.)

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION

Concilier l'inconciliable

par François Simon

Si l'année 1983 a été particulièrement économe en France au réajustement des équilibres extérieurs, 1984 devrait l'être à la lutte contre l'inflation. En sacrifiant à ce thème une bonne partie du premier conseil des ministres de l'année, mercredi 4 janvier, le président de la République a en effet donné le sentiment.

Combattre la hausse des prix est un impératif pour la France si elle veut soutenir la concurrence internationale. « Alentour », les principaux paramètres ont obtenu, sur ce point, des résultats spectaculaires l'an dernier. Ils ont, dans l'ensemble, réduit de deux points leur taux d'inflation, déjà en baisse par rapport à l'année précédente. Cela n'a pas été le cas chez nous, où la hausse des prix a été sensiblement la même qu'en 1982.

S'il est convaincu que cet échec est dû en partie à des causes structurelles, le gouvernement estime aussi que les contrôles n'ont pas été assez rigoureux dans le secteur des services privés, où les prix ont plus augmenté que la moyenne générale au cours des onze premiers mois de l'année (12 % contre 9,8 %). En invitant fermement les commissaires de la République à intensifier la surveillance des prix, M. Pierre Mauroy fait comprendre qu'il y a eu trop de laxisme. Un reproche qu'il adresse également aux services du ministère de l'économie et des finances, qui, selon lui, n'auraient pas manifesté suffisamment de zèle dans l'application de ses recommandations sur le contrôle des prix.

Toutefois, la divergence qui peut exister au sein du gouvernement ne porte pas sur ce point. Il apparaît maintenant que deux écoles s'affrontent. L'une, dont le chef de file serait M. Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche, prône la libération des prix industriels.

La deuxième, qui se réclame de M. Jacques Delors, ne croit pas que l'on puisse faire une politique salariale restrictive en annonçant en même temps une libération des prix industriels.

De toute évidence, le président de la République tend à se ranger dans le premier camp avec, à la clé, un dégoût de l'économie de marché. Les bons élèves ayant été, en 1983, les industriels qui ont respecté les engagements de modulation (et c'est vrai que les produits manufacturés privés n'ont pas augmenté plus que la moyenne). Il conviendrait en somme de les récompenser et de leur faire confiance. Dès lors, on traiterait différemment le secteur abrité, celui des services et des entreprises non soumises à la concurrence, et le secteur ouvert. Les prix des produits industriels, déjà libérés dans la proportion de 35 %, pourraient l'être « de façon pragmatique », selon l'expression de M. Mauroy, dans une plus grande proportion encore au fil des mois.

Mais nul n'en connaît l'échéancier, de sorte que l'on est en droit de se demander si le gouvernement ne recherche pas un effet d'annonce plus qu'il ne prend qu'un véritable engagement. Pour aussi isolé qu'il paraisse, M. Delors n'en détient pas moins une vérité : on ne combat pas la hausse des prix si l'on ne contient pas d'abord la hausse des salaires. Cette assertion s'est vérifiée en 1983 pour des pays qui, comme les Etats-Unis ou l'Allemagne fédérale, ont ramené leur taux d'inflation respectivement de 5,1 % en 1982 à 2,9 % l'année suivante, et de 4,9 % à 2,6 %. Voilà ce qu'il faut savoir, rappelle-t-on Rue de Rivoli, avant de prendre le risque de réenclencher la spirale prix-salaires.

(Lire la suite page 22.)

NI ROUGES, NI MORTS,
LIBRES !

MONTAND
la vie continue

Jorge Semprun

DENOËL
JOSEPH CLIMS

LE « MAHLER » D'HENRY-LOUIS DE LA GRANGE

« L'âge d'or de Vienne »

« Le Börsen-Kurier (de Berlin), d'une manière concise et concluante, me refuse le moindre talent. Je ne saurais même pas capable d'orchestrer. Pour le moment, on n'est pas très tendre envers moi dans le monde. Je suis comme un glorieux traqué par les chiens. Dieu merci, je ne suis pas de ceux qui meurent au bord de la route et les coups que je reçois de toutes parts me font seulement l'effet d'un massage ! » Ainsi s'exprime Gustav Mahler dans une lettre à sa femme, en janvier 1907, au moment où s'interrompt le deuxième volume de la monumentale biographie écrite par Henry-Louis de La Grange.

Près de mille trois cents pages bien remplies pour sept années à peine (1900-1907), qui représentent l'apogée de sa direction à l'Opéra de Vienne, une grande période de création avec quatre symphonies (n° 5 à 8) et les *Kinderlieder*, un déve-

loppement considérable de sa renommée européenne : une maturité glorieuse, mais entourée d'une haine grandissante qui finira par le briser.

Le dernier volume s'ouvre sur trois événements tragiques, presque simultanés : le mort de sa fille, sa démission de l'Opéra de Vienne et la maladie cardiaque qui l'emportera quatre ans plus tard, dont on peut lire l'annonce prémonitrice dans les trois coups du destin qui s'achevaient la 8^e Symphonie.

L'exceptionnelle densité de ce deuxième tome s'explique par la richesse des événements. Henry-Louis de La Grange a consacré trente ans de sa vie à une quête opiniâtre de tous les documents concernant Mahler de près ou de loin.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 15.)

مكتبة الأصيل

Le Monde

LETTRES AU Monde

L'union dans la lutte

J'ai toujours trouvé incompréhensible que l'on ne se souvienne pas d'événements historiques qui « rassemblent », qui incitent à éliminer les idées de racisme et à honorer les hommes de race, de religion différentes qui, sous un même drapeau, combattent, jusqu'à la mort, ce racisme terrifiant.

Pourquoi avoir toujours mis en lumière, presque exclusivement, lorsqu'on se réfère à cette douloureuse période de la dernière guerre, la résistance et la déportation ? Loin de moi l'idée de la négliger, de les oublier, mais leur image ne pourra jamais avoir la limpidité des grandes batailles de la libération où le soldat français de la métropole, le Berbère, l'Arabe, l'Israélite, ont été unis sans aucune arrière-pensée politique, et nous étions pourtant, en dépit de nos vingt ans, socialistes, monarchistes, communistes, n'est-ce pas, mon ami Gonzales, tireur à bord du tank destroyer *Iguane*, secrétaire de la fédération des cheminots de Casablanca ?

H. LEOUZON.
Ancien combattant
du corps expéditionnaire
français en Italie
Amiens.

La lutte contre l'apartheid

Grâce aux reportages de votre correspondant en Afrique du Sud, les lecteurs du Monde sont bien informés sur les réalités de ce racisme d'Etat qui constitue l'apartheid. Parmi les droits en tout genre que les habitants « non blancs » de ce pays se voient refuser est celui de s'opposer au système. C'est ainsi que M. Nelson Mandela est en train de passer, pour la vingt et unième fois de suite, les fêtes de fin d'année en prison. En outre, sa femme, Winnie, est actuellement frappée d'un ordre d'interdiction. Malheureusement, la famille Mandela n'est pas unique. Il y a des centaines de prisonniers politiques namibiens et sud-africains.

J'invite alors vos lecteurs à exprimer leur soutien avec les opposants de l'apartheid en envoyant des messages de vœux aux interdicts et aux bannis, aux familles de prisonniers politiques et de ceux qui ont été exécutés ou qui sont morts en détention. De tels messages sont toujours accueillis avec joie et reconnaissance.

Pour avoir une liste de noms et adresses, il suffit d'envoyer une enveloppe timbrée au : Comité grenoblois anti-apartheid, boîte 309, Maison des associations, 2 bis, rue Berthe-de-Boissieux, 38000 Grenoble.

PETER FLETCHER.
(Grenoble.)

Sur la Prusse

A propos de la Prusse (le Monde daté 4-5 décembre, p. 8, et le Monde du 27 décembre, p. 2), je vous signale que le gouvernement à majorité de gauche avait déjà été démis par le pouvoir central le 20 juillet 1932, par ordre de von Papen, alors chancelier.

WALTER B. SIMON,
professeur de sociologie,
université de Vienne
(Autriche).

Vive Messiaen !

Lorsqu'une grande œuvre française, au lendemain d'une création considérée comme l'événement musical de l'année, bénéficie de la plus large diffusion, grâce aux efforts conjugués de l'Opéra de Paris, d'Antenne 2 et de France-Musique, chacun devrait se réjouir, me semble-t-il, d'une aussi exceptionnelle coordination, qui a valeur d'hommage rendu au plus prestigieux de nos musiciens.

Il est pourtant navrant de constater que par des réactions déplacées (lettre de M. Raphaël de Cuttoli dans le Monde du 22 décembre) — si rares qu'elles aient été — certains aient saisi cette occasion pour manifester leur hostilité à l'art d'Olivier Messiaen, à son univers poétique et spirituel, dont ils se révèlent incapables d'apprécier la signification, alors que pour tant d'autres, cette fin d'année 1983 aura été illuminée par son *Saint François d'Assise*.

HENRI DUTILLIEUX.
Compositeur.

Témoignage

Le rejet de l'autre

Je reviens en France après quatre ans d'absence, et je suis littéralement comblé par la dimension nouvelle qu'a pris le rejet de l'autre, par l'exacerbation du racisme.

Un peu partout, j'ai lu et entendu dire que ce phénomène, lié à la crise, serait dû, pour une part, au dépeuplement par l'immigration du « seul de tolérance » (?) et, d'autre part, à des pratiques culturelles et à une religion autres qui empêchent les immigrants de s'intégrer à la société dans laquelle ils vivent. C'est aussi, dit-on, la faute aux ghettos, c'est à cause de l'école, c'est parce qu'ils ont trop d'enfants, c'est parce que... c'est parce que...

Cette démarche est non seulement culpabilisante pour l'étranger (ah ! lui et ses mœurs !), mais surtout, et c'est ça le plus grave, et c'est là que je veux en venir, dénote un refus de voir la réalité, qui est qu'une partie de la société française (j'ose espérer que ce n'est qu'une minorité), aujourd'hui, sous couvert d'intolérance face aux différences, de réalité, raisonne en termes de « pureté de sang » ; et un spectre de triste souvenir se profile à l'horizon.

Affirmation hâtive me direz-vous, pour ne pas dire gratuite ; permettez alors, et ce n'est pas de gaieté de cœur, que je vous la démontre.

Je suis ce qu'on appelle une enfant mixte, de mère française et de père algérien. Ma langue de communication a d'abord été le français, de même que j'ai été instruite dans les universités françaises. Je suis, physiquement, banale, dans le sens où c'est le patrimoine génétique hérité de ma mère qui a le plus fait de moi ce que je suis (bien connu mon apparence extérieure (c'est dire que je trompe bien mon monde !)). Née en France, d'un père français, je joue dans ce pays de la citoyenneté

française d'origine (et non d'acquisition).

Alors ?
Auprès des agences immobilières, je me suis entendu dire, dès que mon nom était décliné : « Comprenez-vous, madame, ce n'est pas de notre faute, mais le propriétaire veut un vrai Français ».

— C'est-à-dire ?
— Heu, un Français pur sang... (!)

Difficilement, mais l'énormité est enfin dite.

On risquera de me rétorquer que le secteur privé de l'immobilier est particulier. Mais ailleurs ?

C'est la même chose ! Pour le travail : recrutés « fermement » sur apparence, dès qu'il est rempli la notice de renseignements où apparaît le non-pureté de sang, réaction identique, en plus lâche, puisque le recrutement se transforme en « on vous écrit » (évidemment).

Et mon expérience n'est pas unique. Tous les « impurs », c'est-à-dire les enfants issus de couples franco-maghrébins, l'ont vécu et la vivent encore : car, raciste tu n'es pas, tu n'es pas mille, tu es des millions, mon frère.

O France ! ose voir ce que tu nies. Ce ne sont pas les pratiques racistes qui te heurtent ; elles ne sont qu'alibi pour camoufler l'immonde que tu portes en toi. C'est à ton tour aujourd'hui de parler de pureté de sang ! Attends-tu, sans te l'avouer, le théoricien qui te confirmerait dans ta supériorité ?

A chaque époque ses délires : après l'étoile jaune, serait-ce le tour du croissant épinglé ?

SAIDA MARIE RAHAL.
(Paris.)

Réponse

à M. Jean-Pierre Soisson

Abonné au Monde depuis vingt ans, j'y ai rarement lu un sophisme aussi enfantin que celui que j'ai rencontré sous la plume de M. Jean-Pierre Soisson (le Monde du 24 décembre). « Il ne saurait de toute évidence y avoir un enseignement libre, écrit-il, avec des enseignants qui ne le seraient pas, puis-je tituler dans des corps de l'Etat et soumis au pouvoir hiérarchique du ministre de l'éducation nationale ».

Il y a d'abord un abus de langage que — je suis heureux de le constater — le Monde ne commet pas, car il parle de débat sur l'enseignement privé, alors que M. Soisson écrit « école libre » et « enseignement libre ». Lorsque j'ai créé le syndicat de l'enseignement privé de l'Yonne en 1968, personne n'aurait eu l'outrecuidance de remplacer

Un exemple de solidarité

J'ai réalisé un exemple de solidarité dans mon entreprise, dont je vous présente deux aspects seulement :

1) Le libre choix des salaires individuels vécu depuis 1979, dont je dirai qu'il est l'aboutissement logique de la liberté du travail accordée par ailleurs avec les horaires libres et l'enrichissement des tâches (la liberté dans la méthode). Ce libre choix est un retour à la dignité des salariés conditionnés dans le subalterne par des siècles de servitude. Cette même liberté implique la solidarité salariés-entreprise ; et quand on veut bien reconnaître que le salaire n'est pas que la « juste » rétribution de la compétence, on peut avoir l'idée de l'aligner sur ce que l'entreprise a besoin. Il y a là un potentiel d'argent que le gestionnaire sait intouchable. Il appartient à chacun d'en toucher moins ou de risquer de ne plus rien toucher. C'est affaire de choix, de liberté.

2) L'épargne salaire individuelle dont je dirai qu'elle est l'argent prêt de l'entreprise. La ponction systématique des salaires en début de mois est une hémorragie pour la trésorerie de l'entreprise ; une règle mensuelle consacrée par la traditionnelle condition de vie érigée du monde salarié. Dans notre entreprise, les salariés sont payés par autant de chèques de 2 000 F correspondant au montant de la rémunération. Ces chèques sont tirés individuellement au fur et à mesure des besoins dans le mois.

Actuellement, pratiquée dans notre entreprise depuis juin 1982, l'épargne salaire représente 308 % de la masse salariale. Cette innovation présente de l'intérêt d'une part pour la survie des entreprises en crise, d'autre part pour la lutte contre l'inflation. Imaginez de rapporter notre résultat — trois mois de salaires épargnés — à l'ensemble des salariés, et vous obtenez 300 milliards de francs lourds.

JACQUES LACAN,
ingénieur-consultant
(Chesay, Seine-et-Marne.)

[M.D.R. — Renseignements pris auprès de l'Intersud, cette entreprise a treize salariés, la fourchette des salaires va de un à quatre, les choix des salariés sont exprimés individuellement auprès de celui qui les établit, compte par vote à bulletin secret, et la formule est fondatrice qu'après deux ans d'application.]

La droite, propriétaire des dossiers de l'Etat ?

Dans ce qu'il est convenu d'appeler l'affaire des « avions reniflants », les anciens gouvernements ont eu une conduite antirépublicaine. Que n'aurait-on attendu si ces choix avaient été opérés par Mitterrand et Mauroy ? Que n'aurait-on attendu sur l'utilisation des 500 millions de francs pour un projet qui s'est avéré « bide » ? Ce rapport devait, dans tous les cas, rester au gouvernement. A cet égard, l'attitude de Giscard d'Estaing est inadmissible. Même des dossiers « top-secret » doivent rester la propriété du gouvernement. Cette affaire illustre parfaitement le refus de l'alternance par les anciens dirigeants de la France, qui ont fait preuve, dans ce domaine, d'un manque évident de civisme.

Les 500 millions de francs ont d'ailleurs été débouqués sur les fonds du Trésor, donc de l'argent des Français. Leur utilisation doit être connue, aussi bien du gouvernement que des Français. La politique secrète de la droite a montré son vrai visage : Giscard d'Estaing et Barre se croyaient seuls propriétaires de la France !

JEAN-PIERRE LESCOFF,
délégué national C.F.D.T.,
Créteil lyonnais.

Basta !

Pour l'amour du Ciel, ou, plus simplement, pour l'amour de la France, hommes politiques, arrêtez le massacre !

Souvenez-vous, tous autant que vous êtes, qu'au-dessus des partis, il y a la France, dont vous avez, dont vous avez eu, ou dont vous aurez la responsabilité.

De grâce, mettez fin à ces règlements de compte qui ne peuvent entraîner, vous le savez, que d'autres règlements de compte.

Souvenez-vous de tous ceux qui ont donné leur vie, non pas pour la gauche ou pour la droite, mais tout simplement pour la France. Souvenez-vous des tortures qui ont été subies et des larmes qui ont été versées, ni pour la droite ni pour la gauche, mais pour la France. Par la faute d'institutions qu'il va falloir réformer, mais aussi par notre faute à tous, la France est divisée, déchirée. Les plus grands, les plus dignes, ce ne sont pas ceux qui gagneront cette lutte fratricide, mais ceux qui y mettront fin.

LUCIEN SCHINDLER
Ancien premier secrétaire
de la Fédération de l'Yonne
du parti socialiste.

Le décalage entre la science et la vie

par MAURICE LE LANNOU

C'EST une des contradictions les plus chagrinantes de notre temps que l'action des hommes sur les choses, vertigineusement renforcée par les bonds de la science pure et de la technique, n'ait point comme corollaire un pouvoir accru sur les événements. On exprime cela en disant que les sciences de l'homme sont en retard sur celles de la nature. On enregistre le décalage s'accroît entre la science et la vie. Ou bien, plus simplement, que la science, condamnée à une sorte de fuite en avant par ses succès mêmes, est de plus en plus systématiquement, vouée à sa propre ruine, qui est la découverte, fin propre, qui est la découverte, tandis que le gouvernement des peuples exige avant tout que l'on tienne compte non de ce qui est, mais de ce qui pourrait être.

Toutes ces explications sont judicieuses, mais ne sont pas complètes. N'y a-t-il pas lieu de considérer aussi que les sciences dites humaines, ou sociales, qui sont celles du raccourci entre la nature et la politique, souffrent d'un mal profond, lequel est celui du siècle, à savoir une certaine insuffisance qui les rend orgueilleuses,

catégoriques, promptes à fournir l'argument décisif dont sont avides de s'emparer les idéologues ?

Je suivrai, pour m'en expliquer, les réflexions d'un savant agnoste, naturaliste de formation, qui s'occupe du problème de la faim dans le monde (1). Le livre est admirable de modestie et de précision, ce qui n'exclut pas une ironie douloureuse devant la manière dont la science est utilisée pour nourrir les philanthropies. Joseph Klatzmann — dont je ne dirai jamais assez combien l'ouvrage à la fois inquisiteur et réjouissant — montre avec quelle assistance devient preuve un chiffre statistique mis en avant par quelque « expert » et répété sans contrôle par toutes une légion d'auteurs : les cinquante millions de morts de faim par an, si l'on dit, par exemple, et qui ont même figuré sur l'affiche d'un candidat à l'élection présidentielle de mai 1981, alors que le nombre total des décès de l'année sur la planète — guerres, catastrophes, vieillesse normales et... indigestions comprises — a été inférieur de plusieurs millions d'unités à ce chiffre-argument !

L'exemple de la faim

On mesure à cet exemple le degré de bien-fondé des campagnes philanthropiques menées avec la foi de l'idéologue. Voilà donc la morale scientifique débordée par l'ardeur des nobles causes. Pour régler le problème de la faim dans le monde, il suffirait, assurent les justes, de partager avec équité une production surabondante. Erreur ! Chacun sait que l'aide alimentaire, dont le premier effet est de faire baisser le prix du produit déficitaire dans le pays aidé, risque de décourager la production locale, ce qui est le meilleur moyen de maintenir le bénéfice, pour longtemps encore, au nombre des affaires. Même dans le court terme, la philanthropie mathématique ne remédie pas toujours son objet : le sociologue de l'alimentation pourrait suggérer que l'on appuie, plus concrètement, les besoins, les sociétés humaines ayant des habitudes alimentaires singulièrement variées et grandement contraindantes, tant elles tiennent à l'histoire et à l'esprit.

J. Klatzmann rappelle avec humour l'immense espoir que beaucoup de « naturalistes » plaçaient, il y a quelques vingt ou vingt-cinq ans, dans la production des chlorures. Coûteux, de goût douteux, cet aliment-miracle n'était appelé à rien résoudre. Même les populations affamées ne sont guère prêtes à apprécier cette providence, ce à quoi ne pensent pas « les mangeurs de bifteck qui veulent faire consommer aux autres les protéines d'organismes unicellulaires ». Qu'à cela ne tienne : le concept de la faim

dans le monde n'embrasse les faits que dans une globalité assez simpliste pour présenter une grande force de persuasion et pouvoir ainsi obtenir une conviction idéologique sans reticences.

Il en est ainsi de tant d'autres problèmes qui mettent en cause les destinées de l'humanité tout entière : la perspective démographique, celle de la réflexion et des calculs des vrais démographes, dont le premier effet est de faire baisser le prix du produit déficitaire dans le pays aidé, risque de décourager la production locale, ce qui est le meilleur moyen de maintenir le bénéfice, pour longtemps encore, au nombre des affaires. Même dans le court terme, la philanthropie mathématique ne remédie pas toujours son objet : le sociologue de l'alimentation pourrait suggérer que l'on appuie, plus concrètement, les besoins, les sociétés humaines ayant des habitudes alimentaires singulièrement variées et grandement contraindantes, tant elles tiennent à l'histoire et à l'esprit.

La « planétarisation » des idées

C'est le point essentiel : le savant et le chercheur ne s'appartiennent plus. Les vœux, pour peu qu'ils se laissent faire, au service de causes assez grandes et assez justes, pour mériter d'être soutenues jusque par l'erreur. J'ai la faiblesse de tenir cette dénaturation pour un des aspects les plus fâcheux de ce qui est la marque principale de notre temps : la mondialisation — ou dirait mieux la planétarisation — des idées, des désirs, des vœux, et, de manière regrettable, des démarches spirituelles et intellectuelles d'une humanité qui, naguère encore, ne tenait pour vrai et pour désirable que ce qui était commandé ou suggéré par l'époque et par le lieu. Il faut aujourd'hui, pour convaincre les hommes, frapper vaine et fort. L'idée doit valoir pour le monde entier, et de plus en plus l'universel se confond avec l'univers. C'est dire la valeur des arguments de masse, tirés d'une statistique que la naissance de l'informatique n'a rendue ni plus exacte, ni plus souple.

De nombreux exemples illustrent ce décalage entre le monde et le milieu local. J. Klatzmann rappelle avec tristesse que l'opération du Kazakhstan, où des dizaines de millions d'hectares devaient être mis en valeur, s'est montrée bien décevante parce que les conditions climatiques de détail ont été délibérément ignorées par des moyennes qui servent de repères, et que tant d'autres particularités, humaines et naturelles, ont échappé à l'aménagement. Autre exemple : le barrage d'Assouan fut construit dans l'optimisme inspiré par de savants calculs de « coûts

bénéfices » qui étaient en réalité — le nombre des effets néfastes de cette réalisation si flatteuse l'a prouvé — que des « simplifications abusives ». Et que penser du Brésil, qui est un des pays du tiers-monde dont l'agriculture a, ces derniers dix ans, le plus progressé ? Mais c'est aussi l'un de ceux qui ont le plus failli : exemple remarquable « du danger qu'il peut y avoir à se contenter de statistiques globales sans chercher à analyser les choses de plus près ».

De plus près, c'est-à-dire de la façon dont procédait le géographe avant qu'il ne préfère lui aussi, à l'observation terre à terre, la fabrication de concepts et leur manipulation aux fins de l'aménagement du monde. Telle est en effet la nécessité paradoxale de sciences humaines qui se veulent utiles. Elles se condamnent à prévoir vite et juste, et d'ensemble, au moment où s'affaiblissent les armes qui leur permettaient : les chiffres soudains remplacent les lentes statistiques, l'espace abstrait se substitue aux réalités locales, l'ardeur zélée du chercheur lui fait oublier que temps désormais révolu où la science ne se compromettait avec aucune idéologie et où les sagesse collectives, plus menues, mais aussi plus vraies, universelles que les grandes philanthropies de l'heure, étaient commandées par la diversité des hommes et des lieux.

(1) Joseph Klatzmann, *Nourrir dix milliards d'hommes ?*, Presses universitaires de France (coll. « La géographie », dirigée par Pierre George), 296 pages, 2^e édition mise à jour, 1983.

Le Monde
dossiers et documents

LA
DÉCENTRALISATION
DANS CE NUMÉRO, UN SECOND DOSSIER
LA
BRETAGNE

NUMÉRO DE JANVIER 1984
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX, 5,50 F

مقداد من الإصملى

هنا من الامم

Le Monde

étranger

LA GUERRE AU LIBAN

APRÈS LA LIBÉRATION DU LIEUTENANT GOODMAN

M. Reagan se déclare disposé à rencontrer le président Assad

Washington. - Le triomphe de la libération du lieutenant Goodman, mercredi 4 janvier, du lieutenant Goodman et du pasteur Jackson, artisan de sa libération, a été accompagné d'un regain d'optimisme dans les milieux officiels sur les possibilités d'un dialogue avec la Syrie.

Tandis qu'on se félicitait officiellement, tant à la Maison Blanche qu'au département d'Etat, de l'« attitude positive » que Damas avait choisie d'adopter en remettant au candidat démocrate le jeune pilote fait prisonnier au Liban, le porte-parole de la présidence a déclaré qu'on pouvait « présumer » que le président Assad recevrait prochainement l'envoyé spécial de M. Reagan pour le Proche-Orient, M. Rumsfeld, reparti mardi soir de Washington.

La veille, le président, après avoir, dans un premier temps, fait dire que le geste « humanitaire » de Damas demandait à être suivi de gestes concrets, s'était décidé à écrire à M. Assad. La libération de Robert Goodman qu'il « apprécie », constituait, avait-il dit au chef de l'Etat syrien, le « moment opportun » pour « mettre toutes les questions sur la table » et « travailler avec les Etats-Unis » afin de rétablir la « stabilité du Liban » et de parvenir à « un retrait des troupes étrangères ».

Il est très possible que l'administration ne veuille, par cette attitude, que réaffirmer son entière disponibilité pour des négociations, à l'heure où l'armée lui reproche de préférer les canons à la diplomatie et d'avoir grandit la pression en faveur d'un rappel des marines de Beyrouth. On ne peut pourtant exclure qu'il s'agisse d'un signe d'une évolution plus réelle. Parallèlement à l'expression de ce regain d'optimisme à Washington, les choses paraissent, en effet, bouger au Liban. Un espoir, d'une part, semble se dessiner de voir conclure cette semaine les négociations entre l'opposition, allée à la Syrie, et le président Gemayel, en vue d'une extension de l'autorité du gouvernement légal. Israël, d'autre part, a entrepris d'étudier un repli de ses troupes d'occupation vers sa frontière nord.

De notre correspondant

Ni l'un ni l'autre de ces éléments ne sont acquis, mais il se trouve que la stratégie prônée par les Etats-Unis lors des visites, début décembre à Washington, de MM. Shamir et Gemayel, reposait précisément sur l'extension de l'autorité territoriale du gouvernement libanais et sur un repli progressif des troupes israéliennes ouvrant la voie à un retrait des forces syriennes. Il y a donc, dans l'ensemble de ces événements, l'esquisse d'un déblocage. On peut d'autant moins l'ignorer que le département d'Etat a, apparemment, réussi à convaincre certaines personnalités influentes du Congrès de l'existence d'un espoir de progrès au Proche-Orient, que l'ambassadeur israélien à Washington devait s'entretenir ce jeudi avec M. Shultz de l'évolution des négociations entre les factions libanaises, et qu'il y avait récemment eu, selon des sources israéliennes citées par le Washington Post, d'intensives discussions secrètes entre M. Gemayel et Jérusalem sur les modalités du repli israélien.

Un spectacle peu banal

La journée de jeudi a été jour de triomphe pour le pasteur Jackson, omniprésent à la une des journaux, sur les ondes et sur les écrans de télévision, et dont chacun souligne l'immense succès politique. A son arrivée à l'aube, sur une base militaire de la capitale, descendant d'un C-137 antérieur utilisé par M. Kissinger pour ses « navettes » proches-orientales, le candidat démocrate a été accueilli par une foule en liesse, essentiellement noire, folatante de fierté et de gratitude.

Abordant aussitôt l'un des thèmes qui dominera sa campagne, M. Jackson a dénoncé « la diplomatie de la canonnade, du gros bâton et de l'occupation », en affirmant qu'elle « ne marchera pas ». Les nations du tiers-monde, a-t-il dit, sont en transition. Nous devons leur accorder le temps de marcher vers la démocratie. (...) Nous-mêmes, Américains, avons commencé avec un général et le général George Washington est devenu le président George Washington.

Apparavant, il avait habilement remarqué, dans le même temps, que la stratégie prônée par les Etats-Unis lors des visites, début décembre à Washington, de MM. Shamir et Gemayel, reposait précisément sur l'extension de l'autorité territoriale du gouvernement libanais et sur un repli progressif des troupes israéliennes ouvrant la voie à un retrait des forces syriennes.

Il y a donc, dans l'ensemble de ces événements, l'esquisse d'un déblocage. On peut d'autant moins l'ignorer que le département d'Etat a, apparemment, réussi à convaincre certaines personnalités influentes du Congrès de l'existence d'un espoir de progrès au Proche-Orient, que l'ambassadeur israélien à Washington devait s'entretenir ce jeudi avec M. Shultz de l'évolution des négociations entre les factions libanaises, et qu'il y avait récemment eu, selon des sources israéliennes citées par le Washington Post, d'intensives discussions secrètes entre M. Gemayel et Jérusalem sur les modalités du repli israélien.

Epaule contre épaule, MM. Reagan et Jackson, qu'absolument tout oppose, ont parfaitement joué le jeu au milieu d'une forêt de caméras et de micros. Le premier a parlé de « la gratitude et l'admiration méritées » par le candidat à sa succession, a exhorté à une « détermination renouvelée à réaliser le retrait des forces étrangères du Liban » et répondu qu'il serait, « bien sûr », disposé à rencontrer M. Assad. Le second, parlant deux fois plus longtemps que le président, l'a appelé à « élargir la base des options de l'Amérique au Proche-Orient », c'est-à-dire à ne pas privilégier les relations avec Israël au détriment des rapports avec les Etats arabes.

Le président et le candidat ont ensuite eu un long tête-à-tête, au cours duquel, selon le porte-parole de la Maison Blanche, M. Reagan a assuré que les « Etats-Unis n'avaient pas d'hostilité à l'égard de la Syrie » et « tendaient à un enchaînement de pas positifs ».

On avait vu mardi, spectacle déjà peu banal, MM. Assad et Jackson se servir l'un de l'autre au mieux de leurs intérêts. On a vu, mercredi, ce qui eût été tout simplement inconcevable il y a deux jours encore : l'homme porté à la présidence par une vague conservatrice et le héros des laissés-pour-compte de l'Amérique traiter d'égal à égal devant toute la nation. Le président n'avait rien à perdre à démontrer qu'il n'est pas aussi hostile aux pauvres et aux Noirs qu'on le dit. M. Jackson avait tout à gagner dans cette promotion au rang d'interlocuteur digne d'éloge du président.

BERNARD GUETTA.

Jérusalem va réduire sa présence dans le Sud du Liban

(Suite de la première page.)

Les trois options offertes à l'armée et soumises à M. Shamir sont : un repli sur le cours d'eau Saynik, situé juste au sud de Saida; un retrait jusqu'à la rivière Zaharani, qui maintiendrait sous le contrôle israélien la ville de Nabatieh, peuplée en majorité de chiites; un recul jusqu'au Litani, au nord de Tyr. La décision appartient maintenant aux responsables politiques.

Quel que soit leur choix entre ces options à plus ou moins long

terme, l'armée souhaite en outre opérer à brève échéance des retraits tactiques ponctuels, qui ont pour but de réduire la cible qu'elle constitue pour des poseurs de bombes ou des commandos-suicidaires. Ce souci d'être moins vulnérable aux attaques ennemies est conforme à l'une des recommandations contenues dans le rapport de la commission d'enquête, créée après la catastrophe de Tyr, qui préconise de mettre fin aux larges concentrations d'effectifs, notamment dans les villes.

Ainsi l'armée a-t-elle abandonné le séail de Saida et transféré l'essentiel de son quartier général à Ksarfous, dans une ancienne caserne phalangiste située à 20 kilomètres au sud-est de la capitale du Sud. Elle envisage de faire de même à Tyr. La présence militaire israélienne serait donc dans les deux villes réduite au minimum. Elle consisterait pour l'essentiel en patrouilles mobiles plus efficaces et moins vulnérables. Celles-ci veilleraient à ce que ces villes ne deviennent pas des refuges pour des éléments hostiles à Israël. Pareille évolution devrait satisfaire les parachutistes israéliens qui n'apprécient guère d'être confinés à des tâches de police.

Un cercle vicieux

« Nous sommes, remarquait notre interlocuteur, dans la situation d'un automobiliste qui a contracté une prime d'assurance sous risques et qui, soudain, n'a plus assez d'argent pour payer. Il nous faut décider à quelles garanties renoncer en fonction des risques que nous courons. » L'armée, reconnaît-il, est prisonnière d'un cercle vicieux. La crainte d'attaques « terroristes » oblige à un renforcement des contrôles aux points sur l'Awali, voire à leur fermeture temporaire chaque fois que les services de renseignements annoncent des tentatives d'infiltration. Mais ces mesures indisposent de plus en plus la population, alimentent son hostilité envers Israël et créent des « ferment d'agitation et de désordre ».

La résistance à l'occupation, admet-on de même source, se ren-

force parmi la communauté chiite, majoritaire dans Sud (500 000 personnes environ). A cela s'ajoute, parfois, la colère des habitants, provoquée par l'ignorance des habitudes locales chez certains militaires israéliens, comme lorsque l'armée crut à des troubles le jour où la communauté chiite défila en procession à Nabatieh pour célébrer la fête religieuse de l'Achoura.

Le « soutien tacite » des chiites

Il n'est pas du tout sûr que le raid meurtrier lancé mercredi 4 janvier par l'aviation israélienne contre des positions chiites pro-iraniennes de Baalbek facilite ce rapprochement entre Jérusalem et les éléments « modérés » de cette communauté, qui pourrait au contraire céder à un réflexe de corps hostile à Israël. Aucune solution, reconnaît-on ici, ne peut réussir si elle ne bénéficie pas au moins du « soutien tacite » des chiites. « Même le jour où nous serons totalement retirés du Liban, ce qui reste notre objectif, souligne notre interlocuteur, il nous faudra cohabiter avec les chiites qui sont et resteront nos voisins. »

On pense dans l'armée israélienne que le président Gemayel devrait plus facilement s'entendre avec les chiites qu'avec les Druzes et qu'il aurait donc tout intérêt à conclure un accord équilibré avec M. Berri pour renforcer son assise parmi la population face aux éléments radicaux qui la travaillent. On gage donc attentivement ici les négociations de Beyrouth. De leurs éventuelles répercussions sur le terrain dépendrait la rapidité et l'ampleur du redéploiement israélien. L'armée israélienne reste attachée au principe de base qui consiste désormais à n'abandonner le terrain qu'à des forces capables de « combler le vide ». Cela n'empêche pas Israël d'avoir renoncé à son ancienne exigence d'un retrait simultané du Liban de « toutes les forces étrangères ».

J.-P. L.

Le bilan du raid israélien sur Baalbek est d'au moins cent morts et trois cents blessés

Un camp de réfugiés palestiniens a été atteint de plein fouet

Beyrouth. - Les bombardiers israéliens ont durement frappé Baalbek, devenue le fer de lance du chiisme militant le plus extrême, où l'Iran a envoyé ses Gardiens de la révolution et où l'on retrouve côte à côte des chiites libanais d'Amal islamique (1), des Iraniens, des dissidents palestiniens, le tout dans une zone sous contrôle syrien. Le bilan était, au lendemain de l'opération, de cent morts et trois cents blessés, mais le nombre des morts pourrait augmenter car les recherches continuent dans les décombres.

De notre correspondant

qui, à cette heure-là, étaient sur le chemin de l'école. Certains ont essayé de fuir la ville, provoquant embouteillages et cohue, alors que d'autres se dirigeaient vers les lieux pour porter secours aux victimes.

Seize appareils israéliens ont participé à l'opération : des Kfir, pour le bombardement proprement dit, et des F-16 pour la couverture. Ils n'ont pas essayé de tirer de fusées syriennes, mais seulement ceux de la D.C.A. classique.

Le raid a suscité la panique à Baalbek, les habitants se précipitant pour retrouver leurs enfants

liberté ni garantir la sécurité de la Galilée. Il a ajouté : « Seuls le retrait israélien du Liban et l'octroi de leurs droits aux peuples libanais et palestiniens peuvent mener à la paix. »

On note que Radio-Liban (station officielle) a adopté, ces jours-ci, un ton nettement nationaliste et anti-israélien.

Face à la pression des attentats quotidiens dont l'armée est l'objet, Israël envisage un nouveau retrait partiel au sud du Liban (voir l'article de J.-P. Langellier). Mais, à moins d'un accord préalable permettant à l'Etat libanais de combler le vide, soit par l'envoi de son armée, soit par un recours à la Force d'interposition des Nations unies (FINUL), déjà sur le terrain, des troubles sont à craindre et même à prévoir, tout comme après le retrait israélien du Chouf, en septembre 1983.

Le gouvernement libanais compte beaucoup sur le « plan sécurité » actuellement en gestation à Beyrouth pour remonter le courant et éviter une nouvelle dégradation de la situation. La Syrie paraît, ces jours-ci, se montrer coopérative pour stabiliser la situation au Liban, et l'on attribue sa modération à la volonté de créer les conditions permettant aux Etats-Unis de se retirer du Liban sans perdre la face, quitte à ce que les Syriens reviennent à la charge par la suite.

LUCIEN GEORGE.

(1) N.D.L.R. : Branche dissidente de l'organisation Amal, plus modérée, de M. Nabih Berri.

LE NUMÉRO SPÉCIAL DE

L'histoire de l'AMOUR ET LA SEXUALITÉ

LE NUMÉRO SPÉCIAL DE

• L'AMOUR N'EST PLUS CE QU'IL ÉTAIT
Par Georges Duby

• BABYLONE : L'AMOUR EN LIBERTÉ
Par Jean Bottéro

• SAPHO DE LESBOS
Par Claude Mossé

• LES DÉBUTS DE LA CONTRACEPTION
Par François Lebrun

• LE TRIOMPHE DE L'ADULTÈRE AU XIX^e
Par Alain Corbin

• LES NOCES DU COUPLE ROMAIN
Par Paul Veyne

• LE REFUS DU PLAISIR
Par Jacques Le Goff

• LA LONGUE MARCHÉ DU DIVORCE
Par Arlette Lebigre

• SADE ET IL EXISTE ?
Par Guy Chausinand-Nagard

• LE PROCÈS OSCAR WILDE
Par Maurice Lévy

• LA PETITE BIBLE DES JEUNES ÉPOUX
Par Alain Corbin

L'amour et la sexualité

Le sexe à Babylone. Le mariage médiéval. Le siècle de l'adultère. Sapho. Le couple romain. Sade. Le procès Wilde, etc...

EN VENTE PARTOUT AU MOIS DE JANVIER N° 63/26F.

PROCHE-ORIENT

A TUNIS

Une partie de la direction du Fath s'accommoderait d'un « éclatement » de l'O.L.P.

Le colonel dissident palestinien Abou Moussa a été exclu du Conseil militaire suprême de l'O.L.P. réuni à Tunis, a indiqué ce jeudi 5 janvier en milieu de journée l'agence de presse palestinienne Wafa. La plus haute instance militaire palestinienne, présidée par M. Yasser Arafat, chef de l'O.L.P., et par Abou Jihad, commandant adjoint des forces palestiniennes, a également exclu quatre autres officiers supérieurs : les colonels Mohamed Tarik et Mohamed Zahran, le lieutenant-colonel Mahmoud Hamdane, dit Abou Adoud, et le commandant Youssef El-Ajjouri, représentant du F.P.L.P. - Commandement général (organisation pro-lybienne dirigée par M. Ahmad Jibril).

Tunis. — Le Fath ayant rétabli en son sein (le Monde du 5 janvier) un semblant d'unité avec la publication, mercredi soir 4 janvier, d'une longue déclaration de son comité central, les dirigeants de la principale organisation de la résistance se sont aussitôt attelés à la tâche de sauver l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) de l'éclatement.

La centrale des fedayin n'a plus qu'une existence formelle. Six des huit mouvements qui la constituent ont suspendu leur participation aux organes dirigeants, en particulier au comité exécutif, et ont fait savoir qu'ils se retireraient définitivement si M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P., n'était pas destitué. Il ne resterait plus alors au sein du front palestinien que le Fath et un groupe d'obédience irakienne, le Front de libération arabe. Une seconde O.L.P., regroupant les six groupes dissidents, pourrait alors se constituer à Damas.

Tel est l'enjeu des négociations engagées, mercredi soir, entre le Fath et les représentants de trois mouvements contestataires qui

De notre envoyé spécial

étaient arrivés dans la journée à Tunis, venant de la capitale syrienne : MM. Abdelhalim Malkou, membre du bureau politique du Front populaire (de M. Georges Abacha), Yasser Abd Rabbo, secrétaire général adjoint du Front démocratique (de M. Hawatmeh), et M. Soliman Najab, membre du bureau politique du Parti communiste palestinien, devront déterminer si la visite de M. Arafat au président Mubarak, au Caire, le 22 décembre, constitue ou non un revirement politique équivalent à une « trahison ».

Les trois autres organisations absentes de Tunis, d'obédience syrienne ou libyenne — la Salika, le Front populaire — commandement général (de M. Ahmad Jibril) et le Front de la lutte (de M. Samir Ghoch), — ont vraisemblablement d'ores et déjà pris la décision de rompre. D'ailleurs, les dirigeants du Fath estiment qu'ils ne peuvent plus coexister avec des mouvements qui, fin 1983, ont combattu les armes à la main les loyalistes regroupés à Tripoli autour de M. Arafat. « Un bain de sang nous sépare », déclare Abou Jihad, le commandant en chef adjoint des fedayin, qui a dirigé la résistance aux assauts de l'armée syrienne et de ses alliés palestiniens. Et il ajoute : « Ils ont été pires que les Israéliens. Nous avons subi davantage de pertes à Tripoli que lors du siège de Beyrouth en 1982. Ils ont tué un millier de nos combattants et blessé deux mille autres. C'est la première fois dans notre histoire que des Palestiniens massacrèrent d'autres Palestiniens. »

La déclaration publiée mercredi 4 janvier par le comité central du Fath dénonce ces dissidents comme étant des « traitres » et des « agents stipendiés » de la Syrie et de la Libye ; celles-ci sont mises dans le même sac qu'Israël et les Etats-Unis, dont l'action convergente a abouti à chasser les fedayin lyonnais.

listes, d'abord de Beyrouth, ensuite de Tripoli.

Le divorce étant ainsi consommé avec les trois groupements d'obédience syrienne et libyenne, les dirigeants du Fath s'appliquent à récupérer les trois autres organisations qui n'ont pas participé aux combats de Tripoli. Leur retour au bercail de l'O.L.P. est d'autant plus souhaitable qu'elles entraînent dans leur sillage plus du quart des membres du Conseil national palestinien (le « parlement » de la résistance) et peut-être davantage si la contestation de M. Arafat devait se répandre parmi les sympathisants du Fath.

La déclaration du comité central de cette organisation a été conçue, semble-t-il, pour résorber le mécontentement qu'a suscité la rencontre Arafat-Mubarak au Caire. L'initiative personnelle du président de l'O.L.P. est jugée contraire aux règles de la « direction collective », et des mesures disciplinaires seront prises pour que de tels actes ne se reproduisent plus, indique le texte. Les dirigeants du Fath confieront sans doute à leurs interlocuteurs venus de Damas qu'un blâme et un sévère avertissement ont été adressés au chef de l'O.L.P.

L'aide du Caire

Ce dernier, expliquent-ils en privé, ne pourra plus agir à sa guise. Deux commissions ad hoc ont été constituées pour définir, avec précision, le contenu et les limites du double dialogue que la résistance a l'intention d'engager avec l'Egypte et la Jordanie. Les décisions prises par ces commissions devront obtenir la sanction d'abord du comité exécutif de l'O.L.P., — dans lequel les organisations dissidentes sont représentées, — ensuite du Conseil national palestinien. Ainsi, tout « dérapage » pourrait être évité. En guise de « garantie » supplémentaire, le comité central du Fath réitère solennellement son opposition aux accords de Camp David et au plan Reagan, et il précise que M. Arafat n'a consenti aucune concession politique au président Mubarak.

Pourquoi le président de l'O.L.P. s'est-il, dès lors, rendu au Caire ? Le chef palestinien a répondu qu'il ne pouvait pas faire autrement, compte tenu du soutien multiforme (on parle d'armements) que l'Egypte lui avait fourni pendant le siège de Tripoli, et surtout lors de son évacuation de la métropole septentrionale du Liban. Il a affirmé que des navires de guerre égyptiens avaient rejoint les bâtiments français pour escorter le bateau vers le canal de Suez. Mieux, le président Mubarak a obtenu du premier ministre israélien, M. Shamir, au cours d'une conversation téléphonique, l'assurance que l'Etat hébreu n'entraverait pas le déplacement du président de l'O.L.P. Représentant à son compte les explications de M. Arafat, le comité central du Fath salue l'attitude de l'Egypte, qui, souligne-t-il, est le seul pays arabe à avoir assuré, avec la France, la sécurité des fedayin et de leur chef.

Concernant le contenu de sa conversation avec le président Mubarak, M. Arafat assure qu'il n'a accepté de discuter que d'une éventuelle initiative diplomatique franco-égyptienne destinée à favoriser le règlement du conflit au Proche-Orient. Le président de l'O.L.P. souhaite que Paris et Le Caire remettent sur le tapis le projet de résolution que les deux capitales avaient présenté en août 1982 au Conseil de sécurité pour susciter des négociations entre Israël et la centrale des fedayin.

Cette version de la visite du Caire risque fort de ne pas satisfaire les représentants des organisations dissidentes, qui soupçonnent M. Arafat de vouloir s'intégrer dans un « processus de paix américaine » par rallié par l'Egypte et la Jordanie. Ils ont sans doute relevé dans le communiqué du comité central du Fath l'absence de toute référence au traité de paix signé entre Le Caire et Jérusalem. De toute évidence, le dialogue avec l'Egypte que le Fath appelle de ses vœux n'est pas conditionné par la dénonciation des accords de Camp David.

Si cette ambiguïté et d'autres encore ne sont pas dissipées au cours des présentes négociations, il est probable que l'éclatement de l'O.L.P. ne pourra pas être évité. Certains dirigeants du Fath disent, en privé, qu'une telle éventualité ne serait pas, malgré tout, catastrophique. « Nous serions alors libérés, nous confie l'un d'eux, des contraintes que nous imposent nos partenaires, et nous appliquerions, seuls, une stratégie réaliste que comprennent et approuvent au moins 75 % des Palestiniens. »

ERIC ROULEAU.

Israël

LE PROCÈS D'UN UNIVERSITAIRE FRANÇAIS ACCUSÉ D'ESPIONNAGE AU PROFIT DE L'O.L.P.

« C'est la faute à la presse ! »

De notre correspondant

Tel-Aviv. — La presse peut-elle influencer le jugement d'un adolescent au point de l'inciter à embrasser une cause — palestinienne en l'occurrence — servie par des méthodes violentes ? Quel rôle jouent les médias dans le modèle idéologique des jeunes corvées ? Ou s'agit-il du devoir d'informer ? Ou commence la mise en condition ?

Ces vieilles questions ont été débattues ont resurgi, mardi 3 janvier, dans une salle d'audience du tribunal de district de Tel-Aviv où comparait un enseignant alsacien de vingt-sept ans, Henri Eichholtz, accusé d'espionnage par l'Etat d'Israël.

Son avocat, M. Roland Roth, avait choisi, en guise de défense, d'instruire le procès de deux jours nouveaux français, Libération et le Monde, qui, selon lui, ont contribué à créer « l'ambiance idéologique » qui a poussé le jeune étudiant français des années 70 à et à cause de laquelle l'accusé a pu « sincèrement croire obéir à un impératif moral en se mettant au service des Palestiniens ». Pendant une matinée les experts cités par la défense ont cherché à étayer cette thèse.

Les faits, eux, ne sont pas contestés, l'accusé ayant passé des années complètes dès le soir de son arrestation, le 10 juillet 1983. Après avoir subi un entraînement militaire dans des camps palestiniens du Liban, il vint en Israël en mai 1978 pour une mission de photographie du marché en plein air de Tel-Aviv et la tour Shalom, un impressionnant bâtiment du centre-ville. Ces deux bâtiments devaient servir d'objectifs à des attentats programmés par l'O.L.P.

L'accusé reconnaît aussi avoir remis deux passeports, dont le sien, à des militants palestiniens. Accompagnant quelques mois plus tard son service militaire en Algérie, il transmet un rapport à son « contact », accompagné, assure-t-il, d'une lettre où il exprimait son désir de rompre avec l'O.L.P. « Je me posais, a-t-il dit, des questions sur l'usage qui serait fait des photos. Comme je répugnais à la violence, je me sentais mal à l'aise. »

En septembre 1982, l'armée israélienne met la main, à Beyrouth, sur les archives de l'O.L.P. Elles servent aux services secrets de Jérusalem à identifier tous les compagnons de route de la centrale palestinienne qui, de par le monde, lui ont, un jour ou l'autre, prêté main forte. Revenu en Israël comme touriste en juillet dernier, il est aussitôt arrêté, avoue et exprime des regrets. La première audience de son procès eut lieu début septembre. Un mois plus tard, il était sérieusement brulé lors d'une mutinerie provoquée par des prisonniers qui protestaient contre leurs conditions de détention, et il souffre encore aujourd'hui de ses blessures.

Mardi, à Tel-Aviv, M^{me} Annie Krieger, professeur à l'université de Paris et éditorialiste au Figaro, a déploré ex cathedra « les ravages intellectuels causés par les télévisages radicaux qui encouragent au fanatisme dans la mesure où elles empêchent le libre fonctionnement de l'intelligence ». Elle a fustigé le « radicalisme chrétien tiers-mondiste » qui a conduit à une « déjudaïsation du Christ présenté comme un Christ palestinien, vision particulièrement attrayante pour un jeune chrétien alsacien ».

Ouvrages et citations à l'appui, le professeur Hayim Hatzitz fit grief à Libération et au Monde « d'avoir, pendant des années, présenté une information biaisée et inexacte à leurs lecteurs que le gouvernement d'Israël s'inspirait des pratiques nazies, tandis que les Palestiniens étaient assimilés aux juifs victimes du nazisme ». Ni l'accusation ni les juges n'ont paru impressionnés par ces outrances. « Il est impossible, a lancé l'avocat général à l'adresse de la défense, que vous n'ayez pas lu dans ces mêmes journaux l'exposé d'attentats tels que celui survenu aux Jeux olympiques de Munich. » Le président du tribunal a souligné l'incohérence qu'il y a à faire le procès de la presse quand celle-ci n'est pas là pour se défendre.

J.-P. LANGELLIER.

AFRIQUE

LES ÉMEUTES EN TUNISIE

DANS TUNIS DÉVASTÉE

Les symboles de l'Occident...

Tunis. — « Quand ils sont arrivés, le leur si dit : « Prenez tout. Je pense qu'ils ne seraient rien. Regardez. » Les vieux bonnetiers du quartier du Passage montent sa boutique dévastée, en balayant le trottoir jonché de débris de sa vitrine. Ils étaient, mercredi 4 janvier, des centaines et des centaines à faire de même avenue de Paris, rue Charles-de-Gaulle, rue de Palestine et pratiquement dans toutes les artères de Tunis ravagées par les émeutes de la veille.

Le spectacle est désolant. Les dégâts, considérables, sont plus importants que lors de l'explosion sociale du 26 janvier 1978, qui avait déjà traumatisé le pays. Presque tous les magasins ont souffert, mais les émeutes se sont particulièrement acharnées contre quelques symboles de l'Occident, et plus généralement

De notre envoyé spécial

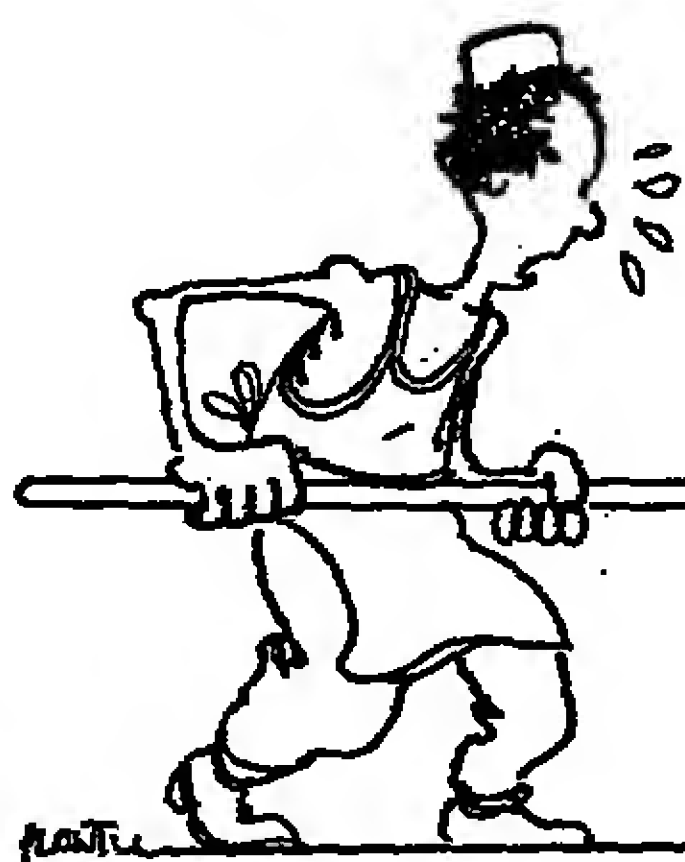
de la société de consommation : Air France, les agences de voyages, les banques, les parfumeries, une boutique à l'enseigne de la « Dolce Vita » et surtout les supermarchés. Ici ou là, il ne reste rien, strictement rien que les quatre murs noircis par des braisiers. « C'est un miracle si notre immeuble n'a pas brûlé. Le feu commençait déjà à se propager depuis le magasin », raconte un habitant de la rue du Caire. Ailleurs, comme à Ténès en 1978, on a amoncelé le matériel au milieu de la chaussée pour y mettre le feu.

Comment ne pas penser aussi à l'iran devant ces quelques deux cents autobus renversés, brisés, brisés, ces six trains ravagés, alors qu'ils venaient d'être importés d'Europe, ces machines de

châssis ultra-modernes rendues inutilisables, ces carcasses de voitures particulières calcinées ou les quatre roues en l'air ? Heureux étaient les automobilistes qui n'avaient qu'à remplacer leur pare-brise.

Mardi soir, la télévision a montré toutes ces images de dévastation. « des biens achetés avec l'argent du peuple », a souligné le présentateur. Et l'on parle de plus de 1 million de dinars (1) de pertes. L'indignation des Tunisiens n'en a été que plus grande, et ils se demandent « comment a-t-on pu en arriver là ? » Mais la question porte surtout sur le vandalisme en lui-même que sur les circonstances qui lui ont permis de se donner libre cours, quasiment en toute impunité, pendant plusieurs heures. — P. B.

(1) 1 dinar = 11,50 Francs.



Une révolte en deux temps

(Suite de la première page.)

La colère, apparemment spontanée, s'est traduite par de petites jacqueries auxquelles personne n'a même donné l'opposition d'un jeune barbu — le signe extérieur du militant islamique — lançant soudain à l'adresse d'un étudiant communiste : « C'est aux gens comme vous que nous réglerons leur compte les premiers quand nous en aurons le pouvoir ! »

Alors que les premiers, conscients de l'impact populaire des seconds, se montrent désireux de coopérer avec eux, ceux-ci résistent, leur soutien, un jeune barbu — le signe extérieur du militant islamique — lançant soudain à l'adresse d'un étudiant communiste : « C'est aux gens comme vous que nous réglerons leur compte les premiers quand nous en aurons le pouvoir ! »

Commentaire désabusé d'un universitaire tunisien en poste en France : « Nous sommes guetés par un islamisme botté (1) plus ou moins populiste, qui n'aura rien de plus pressé que de remettre en cause les changements opérés par Bourguiba. »

Alors que la Tunisie fait souvent figure, en Occident, de nation arabo-islamique sagement modernisée, dans le respect de son identité culturelle et religieuse, la réalité, à l'intérieur, est souvent différente. Au reste, le débat autour de l'adaptation de la société tunisienne à son temps ne date pas d'aujourd'hui.

Des réformes modernistes inachevées et contestées

La scène se passe au quartier Latin, à Paris, il y a quelques semaines. Pour un débat sur l'islam sont réunis des Tunisiens vivant à Paris, en grande majorité étudiants. Tous sont opposés au président Bourguiba. Certains croient encore que Marx peut « sauver » leur pays. D'autres pensent que seul Mahomet a ce pouvoir.

Alors que les premiers, conscients de l'impact populaire des seconds, se montrent désireux de coopérer avec eux, ceux-ci résistent, leur soutien, un jeune barbu — le signe extérieur du militant islamique — lançant soudain à l'adresse d'un étudiant communiste : « C'est aux gens comme vous que nous réglerons leur compte les premiers quand nous en aurons le pouvoir ! »

Commentaire désabusé d'un universitaire tunisien en poste en France : « Nous sommes guetés par un islamisme botté (1) plus ou moins populiste, qui n'aura rien de plus pressé que de remettre en cause les changements opérés par Bourguiba. »

Alors que la Tunisie fait souvent figure, en Occident, de nation arabo-islamique sagement modernisée, dans le respect de son identité culturelle et religieuse, la réalité, à l'intérieur, est souvent différente. Au reste, le débat autour de l'adaptation de la société tunisienne à son temps ne date pas d'aujourd'hui.

modifications qui nous paraissent aller de soi mais firent et font encore figure de « révolution », voire de « sacrilège », en Tunisie. La résistance passive fut telle que le vote vers l'égalité complète de l'homme et de la femme ne dépassa jamais le stade des vœux pieux : en Tunisie, encore aujourd'hui, l'homme hérite d'une part double de celle de la femme. De même, les efforts personnels du président Bourguiba pour démontrer le caractère à son avis « anti-économique » du jeûne de Ramadan tournèrent court, à tel point qu'on a pu voir, ces dernières années, à Sfax notamment, des jeûneurs s'en prendre publiquement à des non-jeûneurs.

Les partisans d'un retour à l'appellation à la lettre de la loi coranique, comme déjà dans une dizaine d'Etats, de la Mauritanie au Pakistan en passant par l'Iran, le Soudan ou les Emirats arabes unis, ne cachent plus aujourd'hui leur hostilité à une entreprise d'aggiornamento qui, à leurs yeux, n'est qu'« occidentalisation » et « contamination de l'islam par des méthodes chrétiennes ou abhorrées, étrangères à la vraie religion de Dieu », selon le prédateur tunisien d'une mosquée de la région palésienne.

J.-P. PÉRONCEL-RUGOZ.

(1) En août 1983, dix-neuf militaires tunisiens, dont un capitaine, ont été condamnés à des peines de six à huit ans de prison pour appartenance au parti clandestin de la Libération islamique (le Monde du 17 août).

La cabale du grand mufti

Dans l'entre-deux-guerres déjà, sous le protectorat français, alors que le réformiste Tahar Haddad écrivait : « Notre salut est au prix de l'éducation de la femme », le grand mufti de Tunis était l'un des éléments moteurs de la cabale qui, à travers le monde arabe, conduisit à la disqualification du cheikh non conformiste égyptien Ali Abderrazak, auteur de la théorie — au reste très défendable si on s'en tient au Coran — selon laquelle Mahomet n'a pas institué de symbiose entre l'islam et l'Etat.

Aujourd'hui, aux yeux de nombre de Tunisiens qui ne se réclament pas tous du mouvement islamiste, « Tahar Haddad ne va guère mieux qu'Ali Abderrazak », et, partant, sont « condamnables » des réformes bourguibistes comme le statut de la femme. Celui-ci fut promulgué dès août 1956 à la demande de M. Bourguiba par le bey Lamine, alors que l'indépendance venait à peine d'être restaurée. Les principales innovations de ce texte furent le remplacement de la réputation unilatérale à l'initiative de l'homme par le divorce judiciaire, l'interdiction de la polygamie et le droit de garde des enfants réservé à la mère.

Il fallut toute la poigne du Commandant suprême pour imposer des

(Publié)

économisez vos calories et vivez au calme !

Sur vos fenêtres nous posons en moins de 2 heures, sans aucune dégradation, la DUCO-ÉNERGIE, matériau un an Allemand. C'est la protection thermique et phonique la plus esthétique et la moins onéreuse. PRIVAD-5, rue Chéret 93320 - Pavillons-sous-Bois. Tél. : (1) 848.88.57 - Pose uniquement Paris et 100 km alentours.

مقتل من الاربعين

PREZ UNE IMMENSE...
INTERNATIONAL...
Joha
AUSTRIAN AI

قناة العالم

AMÉRIQUES

L'ENVOYÉ SPÉCIAL DE M. REAGAN
FAIT UNE TOURNÉE AU COSTA-RICA, AU SALVADOR ET AU NICARAGUA

Agitation diplomatique et affrontements armés

M. Richard Stone, envoyé spécial permanent du président Reagan pour l'Amérique centrale, a lancé, le mercredi 4 janvier, à San-José-de-Costa-Rica, un appel en faveur de la « démocratisation » de la région. « Il y a deux rôles : celui de la démocratie et celui du conflit », a déclaré M. Stone, avant de se rendre, ce jeudi, au Salvador et au Nicaragua, les deux pays les plus agités de l'isthme.

Généralisation des conflits ou perspectives de paix ? Au sein de 1984, la situation reste dangereuse en Amérique centrale. Les diplomates repréentent leurs valises et leurs dossiers ; mais, dans le même temps, les affrontements se multiplient au Salvador, au Guatemala et au Nicaragua.

M. Stone, envoyé spécial de M. Reagan, visite une nouvelle fois au pas de charge des capitales qui reflètent mal les tensions croissantes de l'intérieur. La commission Kissinger pour l'Amérique centrale, composée de douze membres appartenant aux deux partis, démocrate et républicain, doit remettre son rapport à la Maison Blanche le 10 janvier.

L'Assemblée européenne envoie dans la région, du 7 au 13 janvier, une délégation dirigée par M. Piet Denker. Enfin, les représentants des pays du groupe dit « de Contadora » (Mexique, Venezuela, Colombie, Panama) doivent se retrouver cette semaine pour faire le point sur une mission de bons offices, déjà bien difficile, qui a été sérieusement affai-

blie par la décision nicaraguayenne de saisir directement l'Assemblée générale des Nations unies des tensions en Amérique centrale. Une initiative jugée intempestive même par le gouvernement nicaraguayen qui reste pourtant le principal avocat des sandinistes.

Le nouveau départ de M. Stone pour l'Amérique centrale a été salué avec une chaleur particulière par M. Reagan, comme s'il voulait répondre publiquement aux critiques de plus en plus acerbes des « conservateurs » de la Maison Blanche à l'égard d'un homme qui a engagé un dialogue direct avec des représentants qualifiés de la guérilla salvadorienne. Comme s'il tenait aussi à réaffirmer que Washington n'exclut pas une « solution négociée » des crises d'Amérique centrale, tout en maintenant la pression militaire et économique sur le régime sandiniste et en réclamant au Congrès une augmentation de l'assistance militaire à une armée salvadorienne durablement touchée « au moral » par les derniers et spectaculaires succès de l'insurrection.

Selon le Wall Street Journal, la commission Kissinger va prochainement mettre l'accent dans son rapport sur la faiblesse « sécuritaire » et proposer de porter l'assistance militaire au Salvador à 180 millions de dollars. Elle recommanderait, d'autre part, d'exclure le Nicaragua d'une éventuelle aide économique américaine importante à la région. L'équipe - bien loin d'être homogène - dirigée par M. Kissinger est chargée de dépeindre des perspectives à long terme ; mais elle doit aussi préparer le terrain pour la rentrée parlementaire de fin janvier, où la politique de Reagan en Amérique centrale risque à nouveau d'être sur la sellette.

Cette relance diplomatique se déroule toujours sur fond de combats, d'assassinats politiques et d'enlèvements, au mépris des droits humains les plus élémentaires. La loi de la jungle reste prioritaire en Amérique centrale. Le Conseil pour les affaires de l'hémisphère (COHA - une organisation américaine privée et libérale) a placé le Guatemala et le Salvador en tête de sa liste des pays d'Amérique latine coupables des plus graves violations des droits de l'homme. Selon cette organisation, plus de dix mille non-combattants sont morts en 1983 dans ces deux pays de faits de violence politique. La majorité d'entre eux auraient été victimes des escadrons de la mort et des forces de sécurité.

Prêtres, professeurs et coopérants américains enlevés et assassinés : la remontée de la violence et de la terreur au Guatemala depuis l'arrivée au pouvoir du général Mejía, le 8 août 1983, a atteint de telles proportions que l'espérance de vie des nouveaux dirigeants d'une reprise de la coopération militaire avec les États-Unis s'est estompée. Pour tenter de redresser l'image de son pays à l'extérieur, le général Mejía a nommé de nouveaux ambassadeurs aux États-Unis et en Italie. « Même nos meilleurs amis nous abandonnent », a dit le général à un groupe d'hommes d'affaires. Conséquence : le Guatemala manifeste moins d'enthousiasme pour participer au projet américain de réactivation du Condeca (Conseil de défense de l'Amérique centrale), un organisme de coordination militaire créé dans les années 60 pour faire face à la menace cubaine, tombée en désuétude après la guerre entre le Salvador et le Honduras de 1969, et qui pourrait aujourd'hui être le cerveau d'une éventuelle opération militaire combinée contre le Nicaragua.

Tout va très vite en Amérique centrale. Un exemple : la Banque interaméricaine de développement venait à peine d'approuver un prêt de 6 millions de dollars au Salvador pour la reconstruction d'un pont détruit par la guérilla en 1982 sur le rio Lempa qu'un autre pont sautait... MARCEL NIEDERGAU.

Cette relance diplomatique se déroule toujours sur fond de combats, d'assassinats politiques et d'enlèvements, au mépris des droits humains les plus élémentaires. La loi de la jungle reste prioritaire en Amérique centrale. Le Conseil pour les affaires de l'hémisphère (COHA - une organisation américaine privée et libérale) a placé le Guatemala et le Salvador en tête de sa liste des pays d'Amérique latine coupables des plus graves violations des droits de l'homme. Selon cette organisation, plus de dix mille non-combattants sont morts en 1983 dans ces deux pays de faits de violence politique. La majorité d'entre eux auraient été victimes des escadrons de la mort et des forces de sécurité.

Cette relance diplomatique se déroule toujours sur fond de combats, d'assassinats politiques et d'enlèvements, au mépris des droits humains les plus élémentaires. La loi de la jungle reste prioritaire en Amérique centrale. Le Conseil pour les affaires de l'hémisphère (COHA - une organisation américaine privée et libérale) a placé le Guatemala et le Salvador en tête de sa liste des pays d'Amérique latine coupables des plus graves violations des droits de l'homme. Selon cette organisation, plus de dix mille non-combattants sont morts en 1983 dans ces deux pays de faits de violence politique. La majorité d'entre eux auraient été victimes des escadrons de la mort et des forces de sécurité.

El Salvador

DES OFFICIERS COMPLICES DES « ESCADRONS DE LA MORT » SONT MUTÉS À L'ÉTRANGER

Plusieurs officiers supérieurs salvadoriens ont été mutés à l'étranger sous la pression des États-Unis, après le mercredi 4 janvier, à San-Salvador, de sources militaires. Parmi eux figurent deux membres des services de renseignements accusés de complicité avec des membres des Escadrons de la mort d'extrême droite. Ces sanctions suivent de peu le passage, en décembre, du vice-président américain, M. George Bush, qui avait remis à ses interlocuteurs une liste de personnalités officielles, dont plusieurs membres des forces armées compromis dans ce genre d'activités. Il avait indiqué que leur mutation devait être acquiescée avant le 10 janvier 1984, faute de quoi l'aide militaire de Washington au Salvador serait réduite.

D'autre part, l'armée a reconnu, le 4 janvier, la mort de cent soldats et de plusieurs officiers lors de l'attaque, le 30 décembre, de la caserne d'El-Paisito (à 60 kilomètres au nord de la capitale) par un groupe de guérilleros. De même source, on indique que les rebelles auraient perdu deux cent cinquante hommes. Le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) assure, pour sa part, avoir capturé deux cents gouvernementaux.

Enfin, le ministre de la défense a donné, le 4 janvier, des instructions aux militaires afin qu'ils observent la plus stricte neutralité lors de la campagne pour l'élection présidentielle du 25 mars prochain. (A.F.P., A.P., Reuters.)

L'année de la paix honorable ?

M. Stone, lui, travaille dans le « court terme » et il s'efforce de rassembler les maigres indices d'espoir. Il attend beaucoup, semble-t-il, de la réunion, à la fin de cette semaine, à Panama, des représentants des pays du groupe de Contadora avec les ministres des affaires étrangères du Guatemala, du Salvador, du Honduras, du Nicaragua et du Costa-Rica. M. Paz Barrios, le Hondurien, se veut résolument optimiste.

Il est vrai qu'il a été militant des droits de l'homme dans son pays avant d'être au gouvernement et qu'il entretient des relations personnelles très amicales avec M. Miguel d'Escoto, son collègue nicaraguayen. Il estime aujourd'hui que le Nicaragua « a montré ces dernières semaines des signes de souplesse dans la recherche d'une solution pacifique » et il espère que « 1984 sera l'année d'une paix honorable assurée par les Centra-Américains eux-mêmes ».

Il reste que les contrôles de la mise en œuvre de cette « paix » ne sont ni faciles à imaginer ni aisés à appliquer. Et le Nicaragua, qui a multiplié les « gestes » de bonne volonté depuis deux mois sans convaincre vraiment ses adversaires de l'intérieur et de l'extérieur, se retrouve à la table de négociation en face d'un « bloc » de quatre pays (Guatemala, Salvador, Honduras, Costa-Rica) dont les propositions de règlement sont encore très éloignées des siennes.

Comment contrôler réellement le trafic d'armes et les frontières, per-

PLANS/CONTRECALQUES
COPIES GRAND ET TRES GRAND FORMAT - AGRANDISSEMENT REDUCTION
ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS-12^e - ☎ 347.21.32

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

OSP Pour cette rubrique s'adresser :
7, rue Ste-Anne - 75008 Paris Cedex 01 - 261.51.52

Vente Palais de Justice de Pontoise (95) - Jeudi 19 janvier 1984, à 14 heures
PROPRÉ À PARMAN (95) s/TERRAIN M. à Px 200 000 F
de 3841 M²
8 bis, R. DU VIEUX-CHEMIN-DU-POTAGER et R. Valentin-Bely - 8 Pces
cuisine - garage - Consign. 20 000 F - Renseignements à Pontoise (95)
SCP PETIT-MALAVOY Avocats. T. 032-20-77. 23, rue de la Bretonnerie

VENTE au Palais de Justice, NANTERRE - Mercredi 25 janvier 1984 à 14 h.
IMMEUBLE - BOIS-COLOMBES (92)
21, r. JEAN-JAURES 2 APPARTEMENT - 52 LOGEM. - Cont. 790 m²
M. à P. : 1.500.000 F S'ad. M^r BOISSEL, avocat Paris
14, rue Sainte-Anne, Tél. : 261-01-09

Vente au Palais de Justice de Meaux (77), le Jeudi 19 janvier 1984 à 10 h.
PROPRÉ À VAUDOY-EN-BRIE (77) Lieudit « Monzauban »
Superficie : 72,08 a
Mise à Prix : 300 000 F Rens. M^r NORET, avocat à Meaux (77)
19, place Henri-IV, Tél. : 434-00-27.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice d'Evry (Essonnes)
le MARDI 17 JANVIER 1984, à 14 heures
UN PAVILLON situé à IGNY (Essonnes)
31, allée du Québec. MISE A PRIX : 100 000 FRANCS
Consignation préalable indispensable pour concourir par chèque certifié ou en espèces. Renseignements : M^r TRUKILLO et AKOUN, avocats associés à EVRY (91), 4, bd de l'Europe. Tél. : 079-39-45.

VENTE par adjudication sur licit. en l'étude et par le ministère de M^r PETTIE, notaire à Ecouen (95), 52, rue du Maréchal-Leclerc, le JEUDI 12 JANVIER 1984 à 15 heures, en TREIZE LOTS :
à ECOUEN (95)
1) MAISON D'HABIT., libre à la vente - M. à P. 450.000 F
4, rue de la République - Contenance : 817 m²
2 à 13) DIVERSES TERRES DE CULTURE
18 a 20 ca : M. à P. 54.600 F ; 1 ha 11 a 19 ca : M. à P. 111.190 F ;
11 a 69 ca : M. à P. 35.070 F ; 1 ha 11 a 30 ca : M. à P. 55.650 F ;
1 ha 35 a 60 ca : M. à P. 135.600 F ; 3 ha 92 a 40 ca : M. à P. 392.400 F ;
10 a 70 ca : M. à P. 4.280 F ; 8 a 90 ca : M. à P. 3.560 F ;
97 a 10 ca : M. à P. 43.695 F ; 20 a : M. à P. 10.000 F ;
4 ha 97 a 50 ca : M. à P. 223.975 F ; 26 a : M. à P. 52.000 F ;
Rens. et vis. : M^r PETTIE, Notaire à Ecouen (95). Tél. : 990-04-01.

Devenez une lumière en anglais !
COURS TRIMESTRIELS le 7 janvier 1984 INSCRIPTION IMMÉDIATE
ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
20 passage Dauphine 75006 Paris - Tél. 325.41.37

Doha
Tous les jeudis, départ 20 h 50 d'Orly-Sud, arrivée 08 h 25 via Vienne.
Choisissez la qualité ! En Première classe comme en classe Touriste, Austrian Airlines vous offre un service de haut niveau. Et le confort de ses DC9.
AUSTRIAN AIRLINES
Austrian Airlines, Orly-Sud. Réservations : 266.34.66

BONNE ANNÉE 1984 !
JUSQU'AU 14 JANVIER 1984
DANS LES 9 BHV
CRÉDIT GRATUIT*
9 MOIS
* À PARTIR DE 2 000 F D'ACHATS, VERSEMENT 20 % COMPTANT APRÈS ACCEPTATION DU DOSSIER CRÉDIT CREDITO. INTÉRÊTS À LA CHARGE DU BHV.
tv électroménager HI-FI LITERIE MEUBLES SIEGES
Sauf points verts. Dans la mesure où le rayon correspondant existe. Offre valable du 21/11/83 au 14/1/84.
RIVOLI/PARLY 2/MONTHÉRY/GARGES/FLANDRE/BELLE EPINE/ROSNY 2/CRETEIL/VILLENEUVE-LA-GARENNE

AMÉRIQUES

Argentine

**Un millier de prisonniers
auraient été jetés d'hélicoptère en haute mer
durant la période de répression**

Les langues commencent à se délier en Argentine à propos de la période de répression des années 1976-1978 contre la gauche d'extrême gauche et ses proches, « complices », progressistes ou libéraux, marxistes ou chrétiens, intellectuels ou syndicalistes.

Le mercredi 4 janvier, l'hebdomadaire *la Semana* a publié un certain nombre de détails sur les méthodes utilisées durant ces années de la « sale guerre » à l'encontre des détenus. Ils sont donnés par un sous-officier, M. Raul Villarino, trente-cinq ans, ex-membre du Groupe de répression n° 3, créé dès 1975 sur l'ordre de l'amiral Emilio Massera à l'école de mécanique de la marine. M. Villarino dénonce, en particulier, les tortures ordonnées et pratiquées par le chef des études de l'école, le capitaine Arduino, ainsi que par le capitaine Astiz, et par le chef des services de renseignement, le capitaine de corvette Jorge Eduardo Acosta, et par un médecin présumé Alberto, surnommé « Mengela ».

Le terrain de sport de l'école, situé à quelques mètres du Rio de la Plata, servait de lieu de crémation des cadavres. D'autres détenus étaient lancés d'hélicop-

tères en mer, après avoir été mis dans un état comateux par des injections de drogue.

Un témoignage concordant, publié par l'hebdomadaire *Siete Días*, a été fourni par un officier participant sous couvert de l'anonymat. Selon cet homme, qui fait partie de la marine, « les zéro-zéro ou zéro-zéro étaient envoyés, torturés, puis anesthésiés. Dès qu'ils dormaient, ils étaient déshabillés, ficelés les uns aux autres et jetés hors des appareils », où ils avaient été embarqués. Plus d'un millier de personnes auraient subi ce sort, selon ce personnage. Au début, les militaires n'avaient pas étudié les points de chute des corps, de sorte que des cadavres réapparaissent sur la côte au sud de Buenos-Aires.

Le témoin confirme que des incinérations de cadavres ont eu lieu à l'école de mécanique de la marine à Buenos-Aires. Il indique, enfin, que l'une des disparues de nationalité étrangère, dont la presse internationale avait fait grand cas, la jeune Suédoise Dagmar Hagelin, a été exécutée d'une balle dans la tête par le capitaine Alfredo Astiz. — (A.F.P.)

Buenos-Aires s'efforce de hâter le règlement de plusieurs différends territoriaux

L'Argentine et le Chili vont trouver dans les quelques mois à venir une solution pacifique à leur différend territorial à propos des îles de Beagle, à l'extrême sud du continent américain, a déclaré, le mercredi 4 janvier, le ministre argentin des affaires étrangères, M. Dante Caputo.

Les deux pays en étaient arrivés au bord de la guerre, fin décembre 1978, à propos des îles Picton, Nueva et Lennox, revendiquées par l'Argentine. Le Saint-Siège avait alors offert sa médiation. Le cardinal Sarracín avait mis au point une proposition de règlement, aussitôt acceptée par le Chili, mais refusée par la partie argentine.

D'autre part, le gouvernement britannique s'est déclaré prêt à étudier le nouvel appel formulé la veille par le président argentin, M. Raul Alfonsín, en vue d'un règlement de la question des Malouines; mais il a également rappelé que la question de la souveraineté de l'archipel n'est pas négociable pour Londres.

La Grande-Bretagne, indique un communiqué du Foreign Office, souhaite renouer des relations normales avec l'Argentine, mais « en commençant par des domaines pratiques où un accord serait possible ». Londres a déjà fait des propositions en ce sens : reprise des relations commerciales et économiques normales; rapatriement sur le continent améri-

calin des morts argentins de la guerre de mai-juin 1982, et, enfin, reprise des relations diplomatiques.

La déclaration de M. Alfonsín, le 3 janvier, précisait que Buenos-Aires était disposée à garantir sérieusement les intérêts des quelque mille huit cents Kelpers (habitants des Malouines) en vue d'un transfert de la souveraineté. Aux « droits démocratiques garantis par la Constitution argentine s'ajouteraient des « droits spéciaux » en faveur des Kelpers, à négocier entre Londres et Buenos-Aires. — (A.F.P., A.P., Reuter.)

• **Départ de l'ambassadeur d'Argentine en France.** — Nommé ambassadeur d'Argentine en France, en août 1981, à un moment difficile des relations entre Paris et Buenos-Aires — en raison principalement du problème des « disparus » — M. Gerardo Schamis doit quitter la France à la mi-janvier pour les Etats-Unis, afin d'y diriger un institut de relations internationales. Il part en ayant réussi à instaurer d'excellentes relations avec les dirigeants français (il a, en particulier, contribué à la libération de neuf ressortissants franco-argentins, qui étaient détenus dans son pays) et il a su, en 1982, pendant la guerre des Malouines, obtenir le soutien de tous les diplomates latino-américains en poste à Paris.

Etats-Unis

**LES ENFANTS NOIRS
« PARTICULIÈREMENT »
BIEN NOURRIS...**

Washington (A.F.P.). — La faim n'est pas un problème majeur aux Etats-Unis, et les enfants noirs comptent parmi les mieux nourris de la population américaine, a affirmé, mercredi 28 décembre, le Dr George Graham, membre de la commission d'enquête sur la faim créée en août dernier par le président Reagan.

Le Dr Graham, qui est pédiatre et professeur à l'université Johns Hopkins de Baltimore, a reconnu que certains Américains étaient mal nourris, notamment des enfants et des vieillards. Mais, a-t-il dit, « ce n'est pas un problème national ». Il a ajouté que les enfants noirs « sont probablement le groupe de population le mieux nourri des Etats-Unis » et en a donné pour preuve le nombre important de Noirs parmi les athlètes américains.

La commission sur la faim, qui est composée de treize membres, doit se réunir le 9 janvier pour approuver un texte final qui indiquerait notamment que les rapports sur l'étendue du phénomène aux Etats-Unis sont « exagérés ».

La conférence des maires américains, plusieurs gouverneurs et associations humanitaires sont cependant d'un avis contraire. Ils ont manifesté leur préoccupation, affirmant que la malnutrition a été considérablement aggravée dans le pays par les économies budgétaires.

**DÉMISSION
DU SECRÉTAIRE ADJOINT
A LA DÉFENSE**

Washington (A.F.P., Reuter). — M. Paul Thayer, secrétaire adjoint à la défense, accusé d'infraction à la loi sur les transactions boursières, a remis mercredi 4 janvier sa démission au président Reagan. Ancien directeur général de plusieurs sociétés, dont la firme d'armement L.T.V., basée à Dallas, M. Thayer avait été nommé par M. Reagan au Pentagone en janvier 1983. Dans sa lettre de démission, il dénie « tout fondement » aux accusations formulées contre lui par l'agence gouvernementale chargée de surveiller les marchés boursiers.

Les faits qui sont reprochés à M. Thayer — la divulgation d'informations confidentielles, — et qui sont antérieurs à son entrée au Pentagone, auraient permis à certaines de ses relations d'affaires de réaliser d'importants profits.

**LA FRANCE
3^e SUPERPUISSANCE**

Les Anglo-Saxons, les Russes et nous. Influence de la France dans le monde : culturelle, linguistique, politique, financière et scientifique. Défense, sciences de pointe : les armes chimiques et nucléaires. Économie : 2^e domaine territorial mondial (zone maritime). DOM-TOM, l'Afrique et les 40 pays d'expression française. 356 pages, 70 F. Franco chez l'auteur : FRANKS DE FREUL CHATEAU DE FREUL 49560 NUEL-SUR-LAYON

DIPLOMATIE

**LA PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE
SUR LE DÉSARMEMENT EN EUROPE**

**L'Union soviétique n'avancera
aucune proposition nouvelle**
indique M. Gromyko

M. Andreï Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, a évoqué, mercredi 4 janvier, au cours d'un déjeuner offert à Moscou à son collègue allemand, M. Oskar Fischer, les conditions dans lesquelles s'ouvrira, le 17 janvier prochain à Stockholm, la Conférence sur le désarmement en Europe (C.D.E.). « Les Etats-Unis et les pays de l'OTAN, qui ont prêté leur territoire au déploiement des missiles américains, a-t-il déclaré, tentent maintenant de calmer les peuples d'Europe de l'Ouest. Ils essaient de donner l'impression que rien ne s'est produit, et appellent l'U.R.S.S. à reprendre les négociations de Genève. (...) Que personne n'espère que l'Union soviétique et les Etats socialistes feront le jeu de ceux qui recourent à la rhétorique pacifique en cherchant à camoufler des actions à caractère diamétralement opposé ».

« Poursuivre, les négociations après que les Etats-Unis ont commencé à déployer leurs missiles nucléaires, c'est-à-dire dans les conditions où elles serviraient à camoufler les projets de l'OTAN d'accumulation des armements, signifierait contribuer à tromper les peuples. (...) Si les pays de l'OTAN font montre d'une approche réaliste des questions de sécurité, s'ils prouvent qu'ils ont la volonté de revenir à la situation qui existait avant le déploiement des missiles, je le répète, avant leur déploiement, l'Union soviétique sera prête, de son côté, à le faire ».

M. Gromyko a indiqué que son pays avait la « ferme intention » d'ouvrir, à la conférence de Stockholm, à la conclusion d'« accords qui serviraient réellement le renforcement de la paix sur le continent ». Mais il a laissé entendre que

l'U.R.S.S. n'avancerait aucune proposition nouvelle à l'occasion de la C.D.E., et a rappelé que M. Andropov avait dressé, dans sa déclaration du 24 novembre dernier (par laquelle il justifiait notamment le retrait soviétique des pourparlers stratégiques de Genève et annonçait un accroissement important du potentiel nucléaire de l'U.R.S.S.), un véritable « programme d'action pour l'avenir », programme qui serait mis en œuvre « dans son intégralité ».

Le Kremlin et ses alliés vont en fait proposer aux Occidentaux, à Stockholm, à encore indiqué M. Gromyko, de « procéder à un examen pratique » des propositions soviétiques sur la conclusion d'un traité « de non-recours à la force et de sauvegarde des relations de paix » entre l'OTAN et le pacte de Varsovie. Mais, comme l'a fait remarquer la Pravda, le ministre soviétique a insisté sur le fait que les Occidentaux avaient tort de présenter la rencontre prévue dans la capitale suédoise par la C.S.C.E. de Madrid comme une sorte de reprise des négociations de Genève.

Sa rencontre avec M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain, est toujours fixée au 18 janvier. La veille de l'ouverture de la C.D.E., le 16, il doit s'entretenir en tête à tête à Stockholm avec M. Claude Cheysson et rencontrer son collègue britannique, Sir Geoffrey Howe. M. Shultz, de son côté, profitera de sa venue à Stockholm pour se rendre également à Oslo. Avant d'assister à l'ouverture de la conférence, le secrétaire d'Etat américain doit avoir, en outre, les 15 et 16 janvier, une série d'entretiens à Londres avec les responsables britanniques. — (A.F.P., A.P., Tass.)

ASIE

**Afghanistan
DES COMBATS
AURAIENT LIEU
QUOTIDIENNEMENT
A KANDAHAR**

Des affrontements ont lieu quasi quotidiennement depuis plusieurs semaines à Kandahar, seconde ville d'Afghanistan, dans le sud-ouest du pays. Selon des sources diplomatiques occidentales à Islamabad, les résistants qui occupent une position à proximité de l'agglomération ont bombardé au mortier et à la roquette, le 22 décembre, le quartier général de la seconde armée afghane, tout comme et un militaire, dont un certain nombre de Soviétiques. Les maquisards seraient perdus une douzaine d'hommes au cours de l'attaque.

Des avions et des hélicoptères ont riposté le jour de Noël par un raid sur la ville, dont on ignore s'il a fait des victimes et des dégâts. Les Soviétiques, soupçonnés certains officiers afghans de complicité avec la résistance, ont perquisitionné leurs logements, indique-t-on de mêmes sources.

Selon celles-ci, les gouvernements ne contrôlent pratiquement pas Kandahar la nuit. La plupart des écoles sont fermées, les résistants contraindraient le bazar à cesser ses activités chaque jour à midi et auraient installé un « tribunal islamique » non loin de la ville. Devant la fréquence des combats, de nombreux habitants auraient cherché refuge au Pakistan. — (A.P., A.F.P., U.P.I., Reuter.)

**MORT DE RICHARD HUGHES
doyen des correspondants
étrangers en Extrême-Orient**

Richard Hughes, considéré comme le doyen des correspondants de presse étrangers en Extrême-Orient, est décédé le 4 janvier à Hongkong. Il était âgé de soixante-deux ans.

Né à Melbourne en 1906, Richard Hughes avait commencé sa carrière de journaliste au début des années 30. En poste à Tokyo au commencement de la seconde guerre mondiale, il avait ensuite travaillé aux Etats-Unis et en Afrique du Nord, avant de rejoindre à nouveau le Japon. Il s'était plus tard installé à Hongkong pour y couvrir notamment les événements de Chine. Ancien collaborateur de multiples journaux australiens, britanniques et américains, il était encore au moment de sa mort correspondant du Times, ainsi que l'un des chroniqueurs les plus lus de la revue de Hongkong, *The Far Eastern Economic Review*.

A TRAVERS LE MONDE

Cambodge

• **ACCROCHAGES ENTRE LES FORCES VIETNAMO-CAMBODGIENNES ET KHMERS ROUGES.** — Des accrochages ont eu lieu, dimanche 1^{er} et lundi 2 janvier, entre forces vietnamo-cambodgiennes et éléments khmers rouges à proximité de la frontière thaïlandaise, dans le district de Polpet, a-t-on appris de source militaire à Bangkok. — (A.F.P., A.P.)

Guinée

• **APPELS EN FAVEUR DES VICTIMES DU SEISME.** — Le chef de l'Etat éthiopien, M. Mengistu, président en exercice de l'O.U.A. (Organisation de l'unité africaine), a lancé un appel, mardi 3 janvier, à tous les membres de l'Organisation, en faveur des victimes du tremblement de terre de Guinée. D'autre part, l'Association Solidarité guinéenne a également lancé un appel à tous les « Guinéens de l'étranger », ainsi que, plus généralement, à la solidarité internationale, pour venir en aide aux sinistrés.

• **Les dons en argent doivent être adressés au compte : C.E. 23419-39, Crédit industriel et commercial, 64, rue de la Chancellerie d'Antin, 75009 Paris (établissement des chèques à l'ordre de « Solidarité guinéenne »).** Les dons en nature doivent être adressés au Secours populaire français, 106, rue du Bac, 75007 Paris. (Préciser « Solidarité Guinée »).

Haute-Volta

• **DÉBUT DES PROCÈS POLITIQUES.** — Le général Sangoulé Lamizana, ancien président de la République voltaïque de 1966 à 1980, a été accusé, mardi 3 janvier, par un tribunal populaire de la révolution de Ouagadougou d'avoir « détourné ou dissipé » plus de 490 millions de francs C.F.A. (9,8 millions de francs français). Plusieurs anciens responsables politiques, parmi lesquels l'ancien président, le colonel Zaye Zerbo, qui gouverna de 1980 à 1982, doivent être jugés dans les prochains jours. — (A.F.P.)

Irak

• **REMANIEMENT MINISTÉRIEL.** — M. Karim Mahmoud Hussein, ministre irakien de la jeunesse, a été nommé directeur du bureau présidentiel et secrétaire général du Conseil du commandement de la révolution; M. Nouri Fayal Shalir, gouver-

EUROPE

U.R.S.S.

**Un projet de réforme scolaire
MARXISME-LÉNINISME
LANGUE RUSSE
ET FORMATION TECHNIQUE**

Moscou (A.F.P., Reuter). — Les petits Soviétiques vont bientôt à l'école à partir de l'âge de six ans, au lieu de sept ans, ils devront être mieux formés aux « conceptions marxistes-léninistes », se dit-on de leur « conduite politique », maîtriser la langue russe « quelle que soit leur nationalité d'origine » et acquérir plus tôt une formation technique : tels sont les principes de l'important projet de réforme scolaire, rendu public mercredi 4 janvier par la presse de Moscou.

Selon le projet de loi, l'école primaire et secondaire devra non seulement transmettre des « connaissances », mais aussi former des « constructeurs actifs du communisme », conformément aux recommandations formulées par M. Iouri Andropov au cours du plénum « idéologique » du comité central, en juin dernier. Le projet insiste aussi sur le « développement du patriotisme soviétique et de l'internationalisme prolétarien » et sur « l'augmentation de la vigilance envers l'impérialisme », rendue nécessaire par la trop grande « candeur politique » des jeunes.

D'autre part, la langue russe, « choisie volontairement comme moyen de communication entre les nationalités de l'U.R.S.S. », devra désormais être « maîtrisée » à l'issue des onze ans de scolarité — ce qui, visiblement, n'est pas le cas jusqu'à présent dans diverses Républiques « non russes ».

La réforme prévoit aussi que l'accent sera mis sur l'enseignement technique, pour pallier, semble-t-il, le manque de main-d'œuvre qualifiée. Enfin, les maîtres seront désormais formés en cinq ans au lieu de quatre, et les hommes seront encouragés à choisir cette profession, exercée actuellement essentiellement par des femmes.

Tchécoslovaquie

**TROIS NOUVEAUX
PORTE-PAROLE
POUR LA CHARTRE 77**

Prague (A.F.P.). — La Charte 77, principal mouvement dissident de Tchécoslovaquie, aura, vendredi 6 janvier, trois nouveaux porte-parole : M. Jans Starnov, M. Jiri Ruzi et Václav Benda. A-t-on appris mardi à Prague, ils remplacent M. Ruzi Krizkova et Anna Marvanova et M. Jan Kozlik, tandis que deux autres porte-parole de la Charte 77 sont emprisonnés : il s'agit de M. Radek Burek (depuis le 4 juin 1980) et Ladislav Lis (depuis le 5 janvier 1983).

M. Starnov, soixante-deux ans, femme de chambre, a été exclu du parti communiste en 1969 pour son opposition à l'intervention soviétique. Journaliste et vétéran militaire communiste, M. Ruzi, cinquante-huit ans, actuellement ouvrier, a été exclu du parti en 1969 pour les mêmes raisons. Il avait été arrêté en 1979 et détenu treize mois sans être jugé. Il avait déjà été exclu du P.C.T. en 1963 pour avoir critiqué la lenteur de la déstalinisation, mais il avait été réhabilité pendant le « printemps de Prague » (1968). M. Václav Benda, trente-sept ans, docteur en philosophie, diplômé de médecine et de droit, est un militant catholique exclu de tout emploi lié à ses compétences en raison de son militantisme à la Charte 77 et au VONS (comité de défense des personnes injustement poursuivies). Il a été chauffagiste d'hôtel avant d'être arrêté en 1979, et condamné à quatre ans de prison dans le VONS. Il a été libéré le 28 mai dernier.

Pologne

**LA MORT D'UN PROCUREUR
STALINISTE**

Stefan Kalinowski, procureur de la République populaire de Pologne de 1953 à 1956, et à ce titre grand figure des partis politiques de l'ère stalinienne, est mort à l'âge de soixante-seize ans, a-t-on annoncé mercredi 4 janvier à Varsovie. Titulaire des plus hautes distinctions du régime, Kalinowski avait notamment organisé une série de procès dirigés contre des centaines d'officiers de l'armée de l'insémination (l'organisation de la résistance polonaise pendant l'occupation allemande) et joué un rôle important dans la lutte contre l'Eglise catholique, et en particulier le cardinal Wyszyński, emprisonné de 1953 à 1956.

La veille de sa mort, survenue vendredi 30 décembre, l'ancien procureur général avait retrouvé plusieurs de ses anciens « partenaires » de l'époque, au cours d'une cérémonie de remise de médailles commémorant la création, quarante ans plus tôt, du premier ministère du régime communiste. Il y avait là, parmi les personnes honorées, Jakub Berman, ancien membre du bureau politique et patron de fait de la police secrète, et l'ancien ministre de l'Intérieur Stanislaw Radkiewicz. — deux hommes eux aussi considérés comme responsables des emprisonnements et des tortures que subirent, au début des années 50, plusieurs milliers d'opposants « anticomunistes », et aussi des peines de mort qui furent prononcées dans certains cas. — (U.P.I.)

C.E.E.

Mme Thatcher menace

La Grande-Bretagne « prendra des mesures pour sauvegarder sa position » si la Commission européenne ne lui verse pas 42 millions de livres (504 millions de francs) en 1984, a déclaré mercredi 4 janvier à Londres le premier ministre, Mme Margaret Thatcher.

Si ces argent n'est pas remboursé, et si quelque 450 millions de livres dus au titre du budget de 1983 ne le sont pas non plus comme prévu en mars, « Nous aurons à prendre des mesures pour sauvegarder notre position », a déclaré Mme Thatcher dans une interview à la télévision commerciale Channel Four.

Si ces argent n'est pas remboursé, et si quelque 450 millions de livres dus au titre du budget de 1983 ne le sont pas non plus comme prévu en mars, « Nous aurons à prendre des mesures pour sauvegarder notre position », a déclaré Mme Thatcher dans une interview à la télévision commerciale Channel Four.

Pays-Bas

• **MANIFESTATIONS DE MOULOUIS.** — Des affrontements violents ont opposé, mercredi 4 janvier, de jeunes Moutouls armés de barres de fer et de cocktails Molotov à une centaine de policiers dans la ville de Capelle Aan De IJssel, près de Rotterdam. Les jeunes gens s'opposaient à l'expulsion des locataires de sept maisons qui ne payaient plus leur loyer. — (A.F.P.)

Pérou

• **ATTENTATS DU SENTIER LUMINEUX A CHICLAYO.** — Deux bombes, posées sans doute par des guérilleros du Sentier lumineux, ont explosé dimanche 1^{er} janvier à Chiclayo, à 800 kilomètres, au nord de Lima, causant des dégâts évalués à 7.000 dollars environ. Par ailleurs, les autorités ont attribué à des attentats terroristes contre six pylônes à haute tension les « panes » d'électricité qui ont plongé dans l'obscurité quatre villes dont la capitale, dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier. — (A.F.P.)

Librairie DUCHÈNE

histoire contemporaine
spécialistes des
1^{er} et 2^e guerres mondiales
ACHATS et VENTES
Chiclayo sur demande
581-33-16
27, rue de la Bastille-Cailles
75013 PARIS

قضايا إسرائيلية

Le Monde

politique

L'affaire des « avions renifleurs »

Le président de la République fera connaître « en temps voulu » son opinion sur l'affaire des « avions renifleurs ». Il refuse pour le moment de faire une mise au point dans « ce tourbillon de politique ». C'est ce qu'a affirmé M. François Mitterrand, interrogé mercredi 4 janvier à l'Élysée lors de la traditionnelle présentation des vœux de la presse.

« A aucun moment, je n'ai été personnellement mêlé à cette affaire », a encore indiqué M. Mitterrand. « J'ai appris qu'il y avait un problème, une affaire, je ne saurais pas laquelle, il n'y avait pas de document ». « Je saurais quel ? » a encore demandé le président de la République. « Ils savent bien ce qu'ils m'ont fait transmettre. Ils ont vu qu'ils ont dit. Certains ont dit que je savais depuis dix-huit mois. A supposer que cela soit juste, les autres auraient depuis beaucoup plus longtemps ».

Pour M. Mitterrand, « le premier ministre s'est très bien exprimé la-dessus ». « Il faut aborder ce problème avec beaucoup de sagesse en évitant de se laisser entraîner par des passions louables », a-t-il ajouté. Sa seule conviction est finalement qu'« il vaut mieux laisser les papiers aux autres ».

L'affaire des « avions renifleurs » présente un « caractère exceptionnellement grave » et devrait conduire « certains responsables politiques » et notamment MM. Giscard d'Estaing, Barre et Chabanol à manifester moins d'arrogance », affirme d'autre part le bureau exécutif du parti socialiste, le mercredi 4 janvier.

Le parti socialiste, qui estime que, rendant le rapport public, « le

gouvernement répond à l'attente des Français », note que cette affaire « montre que la pratique du secret, le rejet de la méthode scientifique, la légèreté en matière de contrôle (...), sont un danger pour le bon fonctionnement des entreprises et de l'Etat, un dévoiement des règles de la République ». « Au mépris des conclusions du rapport, aucune poursuite n'a été alors engagée contre les auteurs étrangers de cette escroquerie, aucune sanction n'a été prise sur le plan intérieur ; au contraire, une tentative systématique d'étouffement a été mise en œuvre à l'initiative de ces mêmes autorités politiques », ajoute la déclaration du P.S.

M. André Chadenagor, premier président de la Cour des comptes, a reçu la lettre du premier ministre demandant à la Cour de déterminer la nature juridique des exemplaires du rapport Giquel remis par M. Bernard Beck. Cette lettre accompagnait l'exemplaire remis par un collaborateur de M. Barre à l'hôtel Matignon le 23 décembre 1983.

Selon un sondage réalisé par téléphone, les 3 et 4 janvier, par l'Institut Louis Harris et publié par le *Matin de Paris* du 5 janvier, 44 % des personnes interrogées estiment que le gouvernement a eu raison de publier le rapport rédigé par M. Giquel. Pour 23 %, il a eu tort. Le même sondage indique que 31 % des personnes interrogées voient la position de M. Valéry Giscard d'Estaing affaiblie par cette affaire (contre 8 % qui pensent qu'elle est renforcée, et 40 % qui l'estiment sans changement), 32 % font le même constat à propos de M. Raymond Barre (contre 5 % et 37 %) et 21 % à propos de M. Pierre Mauroy (contre 18 % et 35 %).

Le rôle de M. Pesenti, brasseur d'affaires lombard

De notre envoyé spécial

Milan. — La composante italienne de l'affaire des « avions renifleurs » se précise. Elle conduit au monde politico-financier catholique et le Vatican se profile à l'arrière-plan. Le premier élément nouveau est le rôle d'intermédiaire qu'a joué, à partir de 1976, une société financière de Zurich, la Ultrafin, dans la distribution des fonds reçus d'ELFERAP par la Fisalme, société des « inventeurs », aux différents créanciers italiens de celle-ci. Or, il s'avère que l'Ultrafin était une filiale du Banco Ambrosiano de Roberto Calvi, dont on connaît les liens avec l'Institut pour les œuvres de religion (I.O.R.), la banque du Vatican.

Le second élément, le plus important, est évidemment la présence dans l'opération de M. Carlo Pesenti, brasseur d'affaires lombard, le seul parmi les membres du consortium étranger parrainant l'affaire dont le nom est mentionné par le rapport de la Cour des comptes.

M. Carlo Pesenti, âgé de soixante-seize ans, qui vit quasiment retiré à proximité de la frontière franco-italienne, gérant de loin son empire, après avoir été victime de plusieurs infarctus, est l'un des grands personnages de la haute finance italienne. Au temps de sa toute-puissance, il ne cédait le pas qu'à Agnelli, qui lui avait racheté la firme automobile Lancia, en 1969. Aujourd'hui, son empire, qui allait du ciment à la banque en passant par la presse et les assurances, commence à vaciller.

Par sa société financière Italmobiliare, il contrôle certes encore la banque provinciale lombarde, le RAS (seconde société d'assurances italiennes), Italciment, qui détenait 50 % du marché italien, Francoteste (électromécanique), la Financière Bastogi et deux quotidiens, *Il Tempo* de Rome et *La Voce* de Milan. Seulement, il a, aussi, des dettes considérables. En outre, M. Pesenti est poursuivi pour trois affaires : un prêt mystérieux de l'I.O.R. et deux opérations révélées par le krach de la Banco Ambrosiano.

Lorsque, en 1946, M. Carlo Pesenti prit en main les rênes de l'affaire familiale, seule l'Italciment existait, société créée à la fin du siècle dernier par son oncle Antonio, ami personnel de Mussolini, qui fit sa fortune dans l'exportation de ciment en Abyssinie. Trop compromis avec le fascisme, celui-ci préféra passer la main à Carlo qui, bien que ses idées ne fussent pas très éloignées de celles de son oncle, s'était montré plus prudent. Celui qu'on a surnommé « Carletto pigliatutto » (« le petit Charles qui raffe tout ») ne tardera pas à se constituer un empire industriel et surtout financier.

Le grand atout de cet homme, qu'on dit être au galop et prudent, originaire de Bergame, une citadelle de l'Italie blanche, fut évidemment ses liens avec le monde politique et financier catholique. Ami de M. Giulio Andreotti, actuel ministre des affaires étrangères, et de M. Emilio Colombo, qui avait ce portefeuille dans les précédents gouvernements, il va contribuer au milieu des années 60 au sauvetage des six banques du sénateur démocrate-chrétien Terenzio Guglielmo, évitant ainsi à la D.C. le scandale de leur faillite pour créer, en les regroupant, l'Institut bancaire italien (IBI).

Ses liens avec le monde catholique ne s'arrêtent pas là. Avec Roberto Calvi, M. Pesenti a été l'un des grands banquiers alliés étroitement à l'Institut pour les œuvres de religion (I.O.R.), la banque du Vatican. D'abord comme coactionnaire dans la banque provinciale lombarde et dans Italciment, puis pour différentes opérations, dont l'une fut ce prêt de 50 milliards de lire consenti, en 1972, par la banque vaticane à l'Italciment, qui, indirectement, en France, allait se transformer en 1979 en un remboursement de 160 milliards de lire : une opération pour le moins mystérieuse et peu rentable pour un banquier comme M. Pesenti. A moins que cette opération n'ait été qu'une couverture à une sorte de 160 milliards de lire des caisses de l'Italciment, à laquelle se serait donc prêt Mgr Marcinkus, alors administrateur délégué de l'I.O.R., qui signa l'accord (dont, au demeurant, il n'y a plus trace).

Qui dit lien avec l'I.O.R. suppose bien, également, avec Roberto Calvi. Ce dernier, retrouvé mort en juin 1982 à Londres, était président du Banco Ambrosiano. Une bonne partie des actions des sociétés du groupe Pesenti avaient été déposées en garantie auprès du Banco Ambrosiano, afin d'obtenir des financements. En outre, en 1981, lorsque la famille Agnelli revendit les 10 % d'actions qu'elle possédait dans l'Italciment, c'est l'Ambrosiano qui les acheta pour les revendre aussitôt aux sociétés financières de Panama... couvertes par les fameuses lettres de parrainage de l'I.O.R., source de la controverse, aujourd'hui, sur la responsabilité ou

non de la banque vaticane dans la faillite de l'Ambrosiano. Enfin, M. Pesenti fut le principal actionnaire de la banque de Roberto Calvi détenant 4 % du capital (il a perdu dans ce krach quelque 100 milliards).

Tout est loin d'être limpide dans les relations Calvi-Pesenti. Ce dernier est en effet poursuivi par la justice, d'une part comme membre du conseil d'administration du Banco Ambrosiano, et également pour avoir, par le biais de l'une de ses sociétés financières, racheté en sous-main, pour le compte de Calvi, quelque 50 milliards d'actions de la banque de ce dernier.

Un dernier point concerne les rapports de M. Pesenti avec l'Union de banques suisses et, en particulier, avec M. Philippe de Weck. Au milieu des années 60, l'Italciment risqua de tomber dans les mains de Michele Sindona (vraisemblablement banquier de la Mafia très lié au Vatican, en prison aux Etats-Unis pour banqueroute frauduleuse). Sur une intervention de M. Colombo, alors ministre du Trésor, Sindona accepta de revendre à M. Pesenti les actions en sa possession (45 milliards de lire). C'est auprès des banques suisses, et notamment de l'U.B.S., qu'il trouva les fonds. Depuis 1969, il reste très lié aux milieux bancaires helvétiques (il possède une banque à Zurich).

Or, l'U.B.S. paraît très mêlée à des opérations accomplies par des personnalités de la vie italienne dont l'honorabilité s'est avérée quelque peu douteuse. L'U.B.S. fut notamment la banque de Sindona, celle de Licio Gelli, maître de la loge P2. Elle fut également utilisée par Roberto Calvi pour payer, avant sa fuite, 20 millions de dollars à Carboni, l'affairiste arrêté pour complicité dans sa disparition.

M. Pesenti était donc lié à des personnes mêlées directement ou indirectement à l'opération des « avions renifleurs ». Il reste que, dans les milieux financiers milanais, on est étonné qu'un homme aussi méfiant qui lui se soit laissé attirer dans cette affaire. La seule explication plausible est qu'il y ait été poussé par ses relations, notamment dans les milieux politico-financiers catholiques. La présence d'un cardinal parmi les « parrains » de l'opération semble attester, en tout cas, que ces milieux n'y étaient pas étrangers. On fait valoir en outre la présence, parmi les membres du consortium de parrainage, d'une banque espagnole. Certains, à Milan, se demandent s'il ne s'agirait pas du Banco occidentale de Madrid, mise en liquidation, qui a pour particularité une participation croisée avec l'I.O.R., et dans laquelle les intérêts de l'Opus Dei étaient largement représentés.

PHILIPPE PONS.

LA PRÉPARATION DE LA LOI SUR LA PRES

Le gouvernement et les députés socialistes maintiennent leur volonté de ne pas exclure les journaux des partis politiques de la réforme

La presse des partis politiques n'échappera pas aux règles sur la transparence et la concentration que le projet de loi gouvernemental veut imposer à l'ensemble des journaux français. L'affaire semble maintenant pratiquement réglée. Le premier ministre, en recevant le lundi 2 janvier les responsables socialistes de la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, puis les dirigeants communistes en charge du dossier, avait maintenu sa position de départ. Il n'a guère de difficultés à convaincre ses premiers interlocuteurs, ceux-ci étant depuis longtemps persuadés de l'impossibilité d'exclure les partis politiques du champ d'application de la loi ; tous les socialistes ne partageant pas, pour autant, cette position ; M. Jean-Pierre Michel (P.S., Haute-Saône), rapporteur pour avis de la commission des lois, a encore rappelé dans le *Quotidien de Paris* du 4 janvier sa préférence pour une décision différente. Mais, sur ce point il est minoritaire.

Les communistes ont, de leur côté, évolué : ils ne s'opposent plus formellement au choix de M. Pierre Mauroy, et donc au principe du maintien de l'article 2 du projet, qui définit les personnes physiques ou morales à qui il s'applique. Ils ont obtenu en compensation la limitation des pouvoirs de la commission pour la transparence et le pluralisme, puisqu'un amendement socialiste à l'article 20 devrait préciser que pourraient lui être opposés, dans sa recherche de renseignements, des limitations « résultant du libre exercice de l'activité des partis politiques » ; ainsi, par exemple, elle ne pourrait se faire communiquer le fichier des abonnés à un journal d'un parti qui, bien souvent, est aussi celui de ses adhérents. Le P.C., pour autant, n'est pas entièrement satisfait de la rédaction de l'article 20 et, en attendant un accord définitif, il maintient ses réserves sur l'article 2.

Mais, au cours de cette rencontre à l'hôtel Matignon, c'est la seule modification importante aux pouvoirs de la commission qui a été admise, avec, en plus, probablement, une nouvelle rédaction de l'article 21, qui énumère les agents de l'administration « habilités à procéder aux vérifications requises par la commission ». Ne serait-ce que pour tenir compte de la récente décision du Conseil constitutionnel qui a annulé l'article 89 de la loi de finances pour 1984 sur les pouvoirs d'investigation des agents du fisc. Il est aussi prévu de réduire le délai de trois mois — prévu par l'article 14 — pendant lequel la commission pour la transparence peut suspendre le rachat d'un titre.

Mais tous les élus socialistes ne partagent pas cette vision des choses ; ceux qui sont membres de la commission des lois sont plus sensibles que ceux de la commission des affaires culturelles et que l'entourage de M. Mauroy au risque d'inconstitutionnalité. Les députés socialistes, convoqués le mardi 10 janvier, devraient avoir à trancher entre les deux thèses, jusqu'ici le groupe en réunion plénière n'a pas discuté des points délicats de ce projet.

Pour le reste, le premier ministre a accepté les autres aménagements souhaités par les socialistes : exclusion des hebdomadaires des limitations à la concentration ; définition par la zone de diffusion et l'importance accordée aux informations nationales et internationales des quotidiens nationaux ; possibilité de détenir un quotidien national et un quotidien régional, à condition de ne

pas dépasser, dans chaque cas, du marché ; obligation pour l'édition nationale d'être composée de journalistes professionnels.

Dans ces conditions, la commission des affaires culturelles de l'Assemblée, convoquée par le gouvernement, s'est mise au travail mercredi 4 janvier à 15 heures. L'opposition — et particulièrement les députés U.D.F. — continue sa part ses manœuvres de retard : longue défense des amendements, dépit de s'amendements... Les tentatives de débats en s'appuyant sur le 1er amendement de l'Assemblée n'ont l'heure pas été couronnées de succès, le R.P.R., venant au secours de l'U.D.F. Aussi, mercredi soir, la commission n'avait-elle pas encore examiné l'article 2, mis en réserve lors des réunions du 26 décembre. Il est donc difficile de savoir quand elle pourra se prononcer sur ce texte, alors que M. Mauroy avait souhaité que ce soit le mercredi 11 janvier.

De cette partie de bras armée engagée entre l'opposition à majorité à la commission depuis la date de convocation du Parlement en session extraordinaire pour permettre de débattre de ce 1er de loi sur la presse.

THIERRY BRÈME

M. CHIRAC : l'essentiel est de rassembler notre ni

M. Chirac, en adressant ses vœux mercredi 4 janvier, à l'ensemble des conseillers de Paris appartenant à la majorité municipale, a aussi bien l'opposition, a mis l'accent sur le souhait de voir « l'unité des élus » renforcée en 1984 tant au local que national. Le maire de Paris a déclaré : « Ce qui est essentiel aujourd'hui est de rassembler notre nation. C'est la tâche d'appartenir à une même nation, un même peuple qui impose limites à la division ».

Parlant des relations entre l'opposition et la majorité, il a rappelé l'avis de Georges Pompidou disant : « Le gouvernement et l'opposition agissent », et a conclu : « Que les opposants aient des divergences sur les moyens de l'en œuvre, c'est la démocratie. L'important est de travailler un esprit constructif en évitant querelles et les procès d'intent qui dénaturent le jeu normal de la compétition entre la majorité et l'opposition ».

M. Chirac a émis le vœu que le redressement de la situation économique du pays puisse s'amorcer en 1984 et que « davantage d'initiatives et de responsabilité soient aux Français ».

Le maire de Paris a enfin souligné que « le gouvernement s'attache à faire un effort maximum en faveur d'une meilleure sécurité ». Aux autres Français servant au Liban, il a souhaité que « mission puisse être couronnée de succès et qu'il n'y ait pas d'autres victimes ».

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
**UNE SÉLECTIC
HEBDOMADAIRE**
spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger
Exemplaires spécimens sur demande

4 vols par semaine
à destination du Golfe. Départs
de Roissy à 22 heures.

Gulf Air. 4 vols par semaine sur Tristar. Un accueil chaleureux, un service de boissons et une possibilité de détente incomparables. Le choix d'une cuisine européenne et orientale dont la qualité est garantie par la Chaîne des Restaurants. Elue pour la deuxième fois la compagnie préférée des voyageurs vers le Moyen-Orient. C'est le bon choix des hommes d'affaires qui voyagent vers le Golfe.

طيران الخليج
GULF AIR

L'envergure.

Pour plus d'information appelez Gulf Air
9 BOULEVARD DE LA MAINE, 75008 PARIS. TÉLÉPHONE 261 61 20
APPELÉZ DE PROVINCE SANS FRAIS 16 05 42 61 30

هكذا من الاميل

... LE MONDE - Vendredi 6 janvier 1984 - Page

L'ANTI-RIDES



Doyle Dane Bernbach, V.A.G. France S.A. 02600 Villers-Cotterêts. Tél. 96.08.03.

Tout le monde cherche à réparer des ans l'irréparable outrage. Tout le monde souhaite voir l'objet aimé garder une triomphante jeunesse... Tout le monde devrait posséder une automobile Volkswagen.

Car les Volkswagen sont garanties. Très bien garanties. Pour une raison bien simple : Volkswagen est certain de leur qualité.


D'abord, il y a la garantie pièces et main-d'œuvre qui protège votre voiture pendant 1 an, sans limitation de kilométrage.

Ensuite, la garantie-peinture. Volkswagen est tellement sûr de la solidité de ses peintures qu'elles sont garanties pendant 3 ans.

Enfin, la garantie anti-corrosion. La plus précieuse, peut-être, car la rouille ne s'attaque

pas seulement à l'aspect de votre voiture, elle est aussi un danger pour sa santé.

C'est pour cela que la garantie anti-corrosion est la plus longue : 6 ans. Pour les voitures comme pour les gens, la jeunesse est le bien le plus précieux. Volkswagen le sait. Et voilà pourquoi votre voiture ne prendra pas une ride.

VOLKSWAGEN, C'EST TOUJOURS POUR LONGTEMPS 

DANS LA REVUE «ÉTUDES»

Le Père Verspieren accuse certains hôpitaux français d'accélérer la mort de malades qui souffrent

La revue *Études* publie, dans son numéro de janvier, un article du Père Patrick Verspieren, ancien directeur du centre Laennec (hôpital de la Pitié-Salpêtrière), qui dénonce le recours, par les médecins soignant des malades atteints de « cocktails lytiques », à des doses de perfusions si élevées qu'elles accélèrent la mort de certains malades.

autre réaction : « Si la médecine devient incapable de maintenir un état minimum de santé, il vaut mieux que l'homme meure (...). » « Telle est la conviction qui, à mon avis, se répand de plus en plus dans la société. »

Il s'agit en fait, ajoute l'article, de la peur « d'entrer en relation avec le mourant », un mur de silence (...). Anxiété et douleur s'amplifient mutuellement, et le malade est ainsi entraîné dans le cercle vicieux de la « souffrance totale » qui devient rapidement insupportable non seulement à l'intéressé, mais aussi à son entourage.

D'où le recours aux « cocktails lytiques » que dénonce le Père Verspieren : « De tels mélanges de drogues sont employés constamment, systématiquement même dans certains services hospitaliers. Ils y sont devenus la médication habituelle des derniers jours de la vie.

Même lorsque le malade ne le demande pas. Même quand il ne ressent pas de souffrances sévères ou de grandes angoisses. » « Et, ajoute l'auteur, que penser de ces injections adressées aux infirmiers qui règlent le débit des perfusions ? Je ne veux plus voir M. X... au retour du week-end ? »

« Notre société a perdu l'habitude de cotoyer la mort », ajoute le Père Verspieren. Elle doit s'attaquer résolument au problème du soulagement de la souffrance. Ainsi l'ont fait en Grande-Bretagne notamment certains professionnels de la santé qui savent trouver le temps, la disponibilité nécessaires et le courage d'affronter la relation avec celui qui meurt. « La création en France de quelques petites unités de soins où l'on manierait avec précision les thérapeutiques de la douleur de celui qui meurt est donc une nécessité impérieuse », conclut le Père Verspieren.

Incompétence ou archaïsme

Le Père Verspieren a joué depuis longtemps le rôle de pionnier sur que changent des attitudes d'il y a quelques années. Non, dit-il, il n'est pas redémocratie. Elle n'est que la frappe et la tresse.

Son message a été mal compris, parfois mal reçu et quasiment toujours mal appliqué. Les praticiens, angoissés, à part de très rares exceptions, ignorent tout en effet du traitement de la douleur, et ils ne reçoivent aucun enseignement à ce sujet, si ce n'est des infirmières. Les « centres de la douleur » créés en France avec un grand retard survent avec difficulté et n'ont pu mener la reconnaissance officielle

qui leur permettrait d'organiser un enseignement systématique. Le recours aux moyens extrêmes, tel le placement d'une perfusion plongeant le malade dans l'inconscience, reste extrêmement rare bien qu'il soit dans certains cas indispensable. Un tel acte n'est pas, en effet, monnaie courante dans les hôpitaux, ne serait-ce que parce qu'un malade inconscient pose des problèmes de prise en charge particulièrement difficiles, et parce que ceux qui savent manipuler ce type de cocktail lytique sont très peu nombreux.

Il appartient aux facultés de médecine et de pharmacie et aux écoles d'infirmières de remédier à ces carences, conduisant, et c'est sans doute cela qu'a voulu dénoncer avec quelque excès le Père Verspieren, à l'usage de moyens lourds ou inopérants là où des méthodes plus simples mais insuffisamment connues ont fait leurs preuves.

Aucune de ces méthodes n'exige la technologie complexe qui caractérise les grands hôpitaux. Il importe donc également de développer l'hospitalisation à domicile, inexistante en France, et les lieux d'accueil du type Saint-Christophe ou les Dames-du-Calvaire, à Paris, ce qui est, cette fois, du ressort des pouvoirs publics.

Loi de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incompétence, l'indifférence ou l'archaïsme.

D'ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

LES DISPOSITIONS DE LA RENTRÉE SCOLAIRE 1984

- Premier degré : chaque département répartira ses enseignants
- Collèges : la réforme est mal engagée
- Lycées : on pourra redoubler la première

Cinq circulaires préparant la rentrée scolaire 1984 ont été rendues publiques, jeudi 5 janvier, par les soins de M. Alain Savary. Adressées aux recteurs d'académie, elles sent, comme chaque année, à modifier l'administration pour la préparation de la prochaine rentrée scolaire et à tracer les grandes lignes de la politique ministérielle, tant sur le plan pédagogique qu'en matière de gestion des moyens budgétaires.

• **PREMIER DEGRÉ.** L'un des points soulignés est le renforcement de la « gestion globale des postes par département ». Cela signifie qu'il appartient à chaque département de répartir les postes instituteurs selon les besoins en effectifs, en élémentaires, en placements, sans faire appel aux ministères, ni, à plus forte raison, au ministère.

• **COLLÈGES.** La rentrée 1984 correspond à la première étape de mise en œuvre de la rénovation des collèges : dans 10 % à 15 % des établissements sur la base du volontariat. Les collèges retenus, qui bénéficient en 1983-1984 d'actions de rénovation spécifiques, devraient notamment « avoir une politique en matière d'orientation, de travail collectif des enseignants, d'utilisation du temps scolaire, de groupement des élèves, de relation avec l'environnement, d'utilisation des ressources documentaires, de travail en commun avec le niveau élémentaire et l'enseignement technique ». Les enseignants, dont les tâches ne seraient pas limitées à l'enseignement des matières, sont invités à travailler collectivement et à constituer une structure de réflexion et de conseils pédagogiques.

Le ministère se refuse à quantifier strictement « les heures que les enseignants consacrent à leur travail en commun et aux élèves en dehors des heures de classe ». Pour les professeurs d'enseignement général des collèges (P.E.G.C.) qui enseignent dans les établissements classés pour la rénovation bénéficieront d'une décharge ramenant leurs obligations de service à dix heures de cours (au lieu de vingt et une), plus trois heures consacrées à la constitution d'équipes pédagogiques. Cette mesure est justifiée par la volonté de ré-

server les disparités actuelles d'effectifs qui génèrent incontestablement le travail collectif. (Les professeurs certifiés doivent consacrer dix-huit heures de cours.)

• **LYCÉES ET LYCÉES D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL (LEP).** Pas de grandes nouveautés à prévoir pour la rentrée 1984, même si le texte annonce que les conclusions du rapport de M. Antoine Prost sur les lycées « seront prises en compte dans les prochaines semaines ». Le texte énumère des actions : développement des enseignements artistiques, introduction de la philosophie dans certaines sections technologiques, extension des classes-passerelles entre les LEP et les lycées... pour améliorer la réussite des élèves. A propos de l'orientation en classe de première, où la décision de redoubler est prise, depuis l'an dernier, par la famille ou l'élève, le directeur des lycées reconnaît que « certaines décisions n'ont pas été prises de façon responsable ». Malgré cet « échec relatif », le directeur recommande le dialogue qui permet aux élèves et aux familles de parvenir à un choix cohérent. Si ce dialogue n'a pas été possible et que le choix fait par la famille ou l'élève majeur est irréaliste, le conseil pourra proposer le redoublement en motivant sa décision.

• **Peu d'innovations.** Les circulaires 1984 marquent une continuité par rapport aux textes correspondant des années précédentes et présentent peu d'innovations. Les objectifs que M. Savary rappelle lui-même dans l'une des circulaires sont constants : lutter contre les inégalités, transformer l'école pour améliorer sa qualité et démontrer son fonctionnement. « On ne réforme pas le système éducatif, il doit se transformer », écrit le ministre dont l'une des idées-forces reste la concertation entre toutes les parties prenantes aux changements, parents d'élèves et élus locaux compris.

Le texte décharge les professeurs d'enseignement général de collèges (P.E.G.C.) d'établissements volontaires pour la rénovation de trois heures de cours par semaine (dix-huit heures au lieu de vingt et une) allouant leur obligation de service sur celle des professeurs certifiés pour permettre à tous les professeurs de travailler en équipe. Cette décharge horaire satisfait les adhérents du SNI-P.E.G.C. Mais elle ne s'accompagne d'aucune précision sur les obligations des autres catégories d'enseignants en matière de

concertation et de tutorat, pointés des propositions Legrand, alors que ces catégories d'enseignants par la voix de leurs syndicats n'ont jamais caché leur hostilité à la nouvelle définition de leur service. La volonté du ministère de « ne pas quantifier nationalement » les heures de concertation et de tutorat et l'unification des obligations de cours pourrait bien conduire des professeurs à refuser ces nouvelles tâches dont dépend pourtant la tentative de rénovation des collèges.

Ph. Ba.

Faits divers

La soucoupe dans le jardin

Toulon. — Le 8 janvier 1981 vers 17 heures, Renato Nicolai était occupé, dans son jardin, à la construction d'un abri. Soudain, il entend un léger sifflement. Bizarre. Sa maison est assez éloignée de Trans-en-Provence, un village de 3 200 habitants situé à 6 kilomètres au nord de Draguignan (Var). Il lève les yeux. Stupéfait. Il y avait un objet rond d'environ 3 mètres de diamètre et 1,60 mètre de hauteur, légèrement bombé et de couleur de plomb. A sa base, on voyait quatre hublots. L'engin était suspendu à 60 centimètres du sol, immobile. Au bout d'une minute, le me suis approché et il s'est alors envolé verticalement, très vite, sans bruit, sans poussière...

S'exprimant avec un fort accent toscan, M. Nicolai regrette cependant que sa femme ait été si bavard. « Elle en a parlé à un voisin, qui en a parlé à un autre... Alors j'ai été obligé de prévenir les gendarmes... »

Le lendemain, la brigade de gendarmerie de Draguignan était sur les lieux pour recueillir le témoignage de M. Nicolai et procéder à des prélèvements de terre et de végétaux à l'endroit où l'engin mystérieux avait laissé une empreinte circulaire de 3 mètres sur 4 centimètres de profondeur.

De cette aventure on parlera peu dans le village, où Renato Nicolai a la réputation d'un homme affable, mais secret. Cependant, les chercheurs de l'INRA chargés d'analyser les prélèvements iront de surprise en surprise. Outre le compositage anormal du sol à l'endroit présumé de l'atterris-

Les folles dépenses d'une maîtresse femme

Et si les carnets de Léonce Boissonnat, ces pièces maîtresses de l'accusation, n'étaient pas à tout coup écrits d'évangile ? La question a surgi, mercredi 4 janvier. Et Mme Jacqueline Fayard a fait montre, à soixante-trois ans, de la pugnacité d'une maîtresse femme, avec un je-ne-sais-quoi qui fait croire à l'affirmation d'un bon droit.

Mme Fayard fut avec son mari, une pionnière de l'industrie du plastique. A Sainte-Sigolène (Haute-Loire), ils employaient quatre cents salariés. A l'automne de leur vie, il se trouve que des groupes européens leur proposent d'acheter leurs usines et leurs biens. Après examen, ils donneront la préférence, en avril 1977, aux Hollandais d'Unilever.

Jusqu'à-là, ils ignoraient l'un et l'autre Paribas. Dans leur province, la B.N.P. locale et la Société lyonnaise leur suffisaient. Ce furent ces Hollandais qui demandèrent que l'opération se fit par le canal de Paribas. Il en fut donc ainsi et, pour 16 600 000 francs, les Fayard se donnèrent un droit de suite à la retraite. La somme fut versée pour un quart sur un compte bloqué pendant quatre ans, à titre de garantie. Le reste, plus de 12 millions, allant à un compte joint au nom de M. et Mme Fayard, libres d'en disposer immédiatement comme ils l'entendaient.

Or voici qu'en 1980, après la saisie par les Douanes des carnets

Boissonnat, on trouve sur une de leurs pages une mention « Mme Fayard » suivie de chiffres en francs suisses correspondant à une valeur de 2 300 000 francs. assortis d'indications de revenus correspondants disponibles. Ici, une observation s'impose. Pourquoi est-il fait mention, pour ce qui concerne Mme Fayard, de revenus pour l'année 1976 ? A cette époque, ni elle ni son mari, chacun l'admet, n'ont jamais mis les pieds à Paribas.

« On a moissonné ma vie »

Alors, si cette Mme Fayard des carnets n'était pas Mme Fayard de Sainte-Sigolène ? Elle le dit haut et fort. Mme Jacqueline Fayard. « Les Fayard ? Rien que chez nous, il y en a trente-quatre, et à Paribas, il y avait dix-sept Mme Fayard parmi les clients. »

Du reste, Mme Fayard de Sainte-Sigolène et son époux vécurent à grandes guides. Achat de tableaux de maître : Ingres, Sisley, Corot, etc. pour 4 230 000 francs, 1 000 000 de francs de travaux, 900 000 francs encore pour des voyages de rêve, comme celui de l'Orient-Express, des croisières, sans parler des 3 500 000 francs qu'il fallut payer au fisc et des 1 200 000 francs de bijoux. A cela, aucune honte :

« Moi, monsieur le président, quand je fais des dépenses, je les fais et je me dépêche aussitôt de les oublier. »

Alors, non, vraiment, pas de compte en Suisse et pas de pots pour le sol. Que reste-t-il ? Il reste que toutes les folles dépenses évoquées par Mme Fayard n'atteignent pas, malgré tout, les 16 600 000 francs de la vente de l'usine.

« On arrive à 14 millions, dit le président. Il en manque 2. »

— Heureusement, dit cette femme superbe, mais je vous garantis qu'ils ne sont pas en Suisse.

— Comment expliquez-vous pourtant ces détails des carnets de Boissonnat ?

— Qu'est-ce qui vous dit que c'est moi qui y suis nommée ? Tenez, on trouve à côté de mon nom cette mention vraiment curieuse : « pour son petit copain ». « Dites froidement que j'avais un gigolo ! Ce sont là des choses humiliantes pour moi. Par les temps qui courent, je fais peut-être vieux jeu, mais c'est comme ça. »

— Cela pourrait vouloir désigner votre mari.

— Mon mari, petit copain ? Mais quoi encore !

— Je vous propose une interprétation qui puisse ne pas vous blesser.

— Vous êtes vraiment trop aimable. Depuis cinq ans, on a moissonné ma vie dans tous les sens. On m'a prometté partout. Vous croyez que c'est agréable ?

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

L'usage de la cocaïne se répand aux Etats-Unis et en Europe

L'usage de la cocaïne est en augmentation aux Etats-Unis. Selon les estimations officielles, cinq millions de personnes environ consomment au moins une fois par mois de cette drogue et vingt millions d'Américains en auraient pris au moins une fois.

L'ampleur de l'usage a entraîné une saturation du marché et une baisse des prix. Les trafiquants ont de plus en plus de difficultés pour couvrir leur marchandise. Ils cherchent actuellement à ouvrir des marchés en Europe, où la consommation de cocaïne a également augmenté au cours de cette année. Pour la première fois en France, les saisies de cocaïne en 1983 ont dépassé les saisies d'héroïne (180 kilos d'héroïne et 200 kilos de cocaïne).

Une récente enquête établie à partir des réponses de milliers d'utilisateurs américains s'adressant à Cocaine Helpline, un service téléphonique d'aide aux toxicomanes, met l'accent sur les dangers d'une drogue qui passe pour ne pas entraîner d'accoutumance. Selon le New York

Times, de nombreux correspondants de Cocaine Helpline auraient fait état de troubles dépressifs, d'anxiété et de panique.

Ces indications sont confirmées dans un pré-rapport que publie le Traité d'union, une association d'aide aux toxicomanes sortant de prison, que dirige le docteur François Curiel. « Le bond en avant de la consommation de la cocaïne, indique-t-il, est fait marquant de l'évolution de la toxicomanie en France, en 1983. Elle représente cette année 15,2 % des drogues consommées par les consultants du Traité d'union (ce chiffre n'était que de 9,7 % en 1982). » Ce fait est extrêmement grave, souligne de responsable du Traité d'union, car il confirme que le mode des Etats-Unis est en train de s'implanter en France, malgré nos mises en garde répétées à l'encontre d'une drogue presque aussi « dure » que l'héroïne, contrairement à ce que voudraient laisser croire certains milieux de la jet society et du show-business.

EN BREF

«Iparretarak» revendiqué une fusillade contre des C.R.S.

Un correspondant anonyme se réclamant du mouvement clandestin basque «Iparretarak» a revendiqué, mercredi 4 janvier, par des appels téléphoniques, à Radio-Adour-Navarre et à l'Agence bayonnaise de Sud-Ouest, les coups de feu qui avaient été tirés, mardi, contre un casernement de C.R.S. à Anglet (Pyrénées-Atlantiques). « Le tir des armes automatiques a été intentionnellement dirigé, a expliqué ce correspondant, sur les véhicules et le casernement de manière à éviter le C.R.S. qui montait la garde. »

Des membres de l'organisation Iparretarak, mouvement composé de militants autonomistes français, avaient tué deux C.R.S. en mars 1982 à Saint-Etienne-de-Batgory (Pyrénées-Atlantiques) et un gendarme, en août dernier, dans un camping de Léon, dans les Landes.

Nouvelles alertes à la bombe dans des gares

Plusieurs fausses alertes à la bombe ont à nouveau provoqué des retards et des perturbations durant la journée de mercredi 4 janvier. Aime, un T.G.V. qui avait quitté la gare de Paris-Lyon à 12 heures 44 et qui s'était arrêté à Vauvray (Yonne), à une centaine de kilomètres de Paris et ses 300 passagers transférés à bord d'une autre rame spécialement amenée sur place. Un train a été retardé d'une dizaine de minutes en gare de Mulhouse (Haut-Rhin) ; en gare de Toulouse-Matabiau, pour la quatrième journée, consécutive, une fausse alerte a momentanément perturbé le trafic, ainsi qu'à Figeac (Lot), dont la gare avait déjà été l'objet, la veille, d'une alerte injustifiée.

D'autre part, la deuxième victime de l'explosion survenue le 31 décembre à la gare Saint-Charles de Marseille a pu être identifiée. Il s'agit d'un fonctionnaire polonais âgé de trente-huit ans, Marek Skwiry, qui était inspecteur régional à la jeunesse pour la province de Cracovie (Pologne).

La mutation du commandant Beau

Le commandant Jean-Michel Beau, ancien chef de la section de recherches de la gendarmerie à Paris, nommé en août 1983 de su-suspension de fonctions dans l'affaire des trois idéologues de Vincennes soupçonnés d'être des terroristes en 1982, occupe maintenant un poste de responsabilité à la direction de la protection et de la sécurité de la défense, l'ancienne sécurité militaire. Il fait ainsi partie de la dizaine d'officiers de gendarmerie affectés à ce service dirigé par un officier général de la gendarmerie nationale.

سلاسل

Le Monde

LIVRES

DEUX FEMMES DANS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Germaine de Staël, cette belle intelligence

Un témoin privilégié

ASIX ans de son désastre, centenaire de la Révolution française, l'histoire de la conscience nationale est-elle si subtile, cette rupture équivoque, ou se nouent encore quelques-unes de nos contradictions essentielles. Perplexe devant l'héritage, Tocqueville estime qu'elle continuait finalement l'Ancien Régime, quand Michelet crut qu'elle en sanctionnait la décadence. Plus récemment, la recherche iconoclaste de François Furet bouscula les interprétations marxistes d'Albert Soboul. Entre-temps, Jaurès avait aperçu dans l'incendie de 1789 les premières lueurs socialistes, et Taine répertoria sans faillir ses innombrables dégâts.

billet

Lire Diderot ?

APRÈS une année Stendhal à mon goût un peu trop follement et révérencieusement (comme si le vingtième siècle avait voulu le venger de la désinvolture avec laquelle l'a traité le dix-neuvième), voici l'année Diderot, celle du bicentenaire de sa mort (1784).

Elle sera plus modeste. D'abord parce que Diderot n'a pas, et de loin, le « public » de Stendhal. A preuve : tout le monde sait ce que sont des sentiments stendhaliens, le culte stendhalien de l'énergie, ou les stendhaliens eux-mêmes. Essayez donc pour Diderot : diderotiens ? diderotistes ? Ça ne marche pas. C'est le geste, le signe qui fait la part entre l'écriture-institution, et les autres ; et qui ne trompe pas.

Ensuite, parce qu'il n'y a, et même si cinquante ans seulement, séparant Jacques le Fataliste d'Amance, nous sentons (ou nous croyons sentir) que l'un appartient à notre histoire, l'autre à notre préhistoire.

Diderot, Diderot ? Antididiot ? Oui, en un sens : le combat d'Ancien Régime lui-même, ou au moins du dix-huitième siècle, dans sa façon de servir la société, les hommes, les femmes. Il n'a pas de trait assez dur pour les aristocrates et les « religieux » ; mais c'est un aristocrate de la plume, un religieux dans tout son théâtre. Un religieux laïque, bien sûr.

Et surtout, c'est un homme si divers ! Si multiple ! Si peu saisissable ! A poursuivre le parallèle entre Stendhal et lui, on tomberait dans le ridicule. Mais tout de même : on peut aimer tout Stendhal, qui « vient bien », d'un seul tenant. Le moyen avec ce touche-à-tout de Diderot ? Comment, aujourd'hui, s'intéresser à la fois à l'Encyclopédie et à la Religieuse ? Au Neveu de Rameau et aux Principes de politique des souverains ? Aux Salons et à Jacques le Fataliste ?

Il faudrait être partout, et cette prodigieuse activité courtoise-libérée de l'esprit, à laquelle Stendhal participe encore un peu (voici notre parallèle réformé), n'est plus du tout de notre temps ni de nous. Avouons-le pour ma petite part que, diderotisme sans nuances pour les trois œuvres « libres » (Jacques, le Neveu, la Religieuse), encore chaud pour le Rêve de d'Alembert ou l'Entretien avec la maréchale, l'ignore à peu près tout du reste de cette œuvre immense ?

C'est un peu là-dessus que butent les organisateurs de l'année Diderot. Les neuf séances de travail prévues au Centre international d'études pédiagogiques de Sévres, du 4 au 9 juillet, la dixième (Diderot et le théâtre) à la maison de la culture de Reims, le 9 juillet, permettront aux spécialistes de Diderot de faire le point.

La télévision se serait honorée en nous offrant à cette occasion un Jacques le Fataliste que nous croyons tout à fait réalisable (en un retransmission d'épisode de M^{me} de la Pommeraye), et passionnant. Ce ne sera certainement pas pour 1984. Quant à la grande édition nationale des Œuvres, prévue en trente-trois tomes, dont quatorze parus (chez Hermann), nous lui consacrerons un « dossier » en temps voulu.

JACQUES CELLARD.

(Lire en « Vie littéraire » le programme des manifestations.)

Gloquant, câblant, l'événement déconcerte, car, enfin, finalement, personne n'accompagne d'un cœur l'acte des innombrables victimes jusqu'à l'échafaud. Roi contre Assemblée, constitutionnels contre Jacobins, Montagne contre Gironde, Robespierre contre Danton, thermidorien contre terroristes, pour ne rien dire des libéraux, enragés ou autres babouvistes, cela fait quand même du monde à guillotiner. La Bastille prise au pas de charge, les privilèges abolis le 4 août, l'enthousiasme retombe. Impossible d'accomplir ensuite une hécatombe de cinquante mois.

Si la postérité s'interroge encore sur son sens exact, les contemporains hésitent davantage encore. Le nez sur l'événement, presque tous hésitent ou se trompent. Parmi les plus perspicaces, un Rivarol, un Mallet du Pan n'en retiennent qu'une vision fragmentaire.

Comme la peinture, l'histoire ne s'apprécie convenablement qu'à distance. Cependant, quel privilège de pouvoir dire : « J'étais là ! », quand Louis XVI prononça son premier discours devant les États généraux ; quand l'émeute parisienne ensanguina Versailles ; quand les masses, de septembre remplirent la place de Grève d'une multitude furieuse. Le témoignage acquiesce une force singulière quand il s'accompagne d'une intelligence politique aigüe, et d'un instinct journalistique du détail pittoresque. A vingt-trois ans, Germaine de Staël réunissait en 1789 les deux qualités sous ses boucles brunes.

Fille du Genevois Necker, chargée de rétablir les finances de la monarchie en déclin, elle approcha grâce à son cher père le monde clos de la cour. Bavarde, ambitieuse, galante sous les yeux d'un époux consentant, elle intrigua aussi avec les bourgeois d'affaires désireux de prendre le pouvoir à travers les changements constitutionnels. Elle se fit même l'égérie de quelques gentilshommes au lieu d'être dédaignée depuis le serment du Jeu de paume.

Les moutons de Panurge

Par ses conseils, sa frénésie d'exercer une influence, elle participa directement à l'agitation générale. Mais en étrange d'ascendance helvétique et prussienne, protégée par le passeport diplomatique de son mari suédois, toujours prête à rejoindre au plus vite son cher la Lénax si les choses tournaient mal à Paris. Ce confort lui donna envers les événements le recul intérieur indispensable pour bien les juger, mais si difficile à ses contemporains.

Dans une confidence à Metternich, Napoléon, qu'elle détestait et exaspérait, la traita de « machine à mouvement qui remue les salons ». A mi-chemin des Mémoires et de la réflexion philosophique, ses *Considérations sur la Révolution française* renouvellent bien des souvenirs, et beaucoup d'idées.

La plume vive et forte, assaisonnée d'un rien d'enjouement, elle raconte les drames, les épisodes célèbres survenus sous ses yeux, mais s'efforce d'en tirer simultanément une morale, parfois même une doctrine. Comme son compatriote Mallet du Pan, elle porte des jugements peu amènes sur l'excitation particulière aux Français dans les moments de crise, et leur trouve avec les fameux moutons de Panurge des ressemblances toujours d'actualité : « Dès qu'on a trouvé dans les temps de troubles une phrase un peu spéciale, les hommes de parti et surtout les Français trouvent un plaisir singulier à la répéter ; les arguments qu'on pourrait y opposer sont

tifs. Depuis les gradins de la Constituante, Germaine saisit parfaitement leurs combinaisons. Jusqu'à l'attaque des Tuileries, le roi dispose d'une popularité dangereuse pour ses adversaires. La fille de son ancien ministre estime qu'il devait, ce jour-là, « se mettre à la tête de ses troupes et combattre ses ennemis ». Mais il refuse « d'exposer la vie des Français pour sa défense personnelle ». Cette répugnance condamne sa famille et ses partisans à une complète extermination. Au lieu de monter à cheval, il utilise constitutionnellement son veto. Ce choix décide de sa perte, car « il n'y a rien de si violent en France que la colère qu'on a contre



* Illustration de JEAN-PIERRE CAGNAT.

sans effet sur leur esprit ; ce qu'il leur faut, c'est penser et parler comme les autres, afin d'être certains d'en être applaudis. » Dans la France contemporaine, ce conformisme se constate encore tous les jours.

Après la prise de la Bastille, Varennes, le 10 août 1792, Thermidor, les ralliements équivoques se répètent vingt fois. Toujours attentive aux travers du caractère national, notre observatrice estime, sans excès d'indulgence : « Le parti qui passe pour le plus fort devient vite tout-puissant, car tout le monde s'y rallie... Il est besoin d'exciter mutuellement par la communication de leurs idées : le silence profond, la résolution solitaire ne sont pas dans leur caractère. » Dès la transformation des États généraux en Assemblée nationale, l'intérêt personnel des principaux meneurs se greffe sur les débordements collec-

teurs qui s'avisent de résister sans être les plus forts ».

Apte aux grandes analyses intellectuelles, Germaine aborde aussi les événements avec une émotion de femme amoureuse. Loin de nuire, le mélange des genres l'amène à saisir, grâce à sa sensibilité, des rapports de forces complexes qu'elle condense alors en peu de mots. Présente dans la salle des Menus-Plaisirs quand Louis XVI y accueille les États généraux, elle note ainsi : « Le roi prononça son discours avec sa simplicité accoutumée ; mais les physiognomies des députés exprimaient plus d'énergie que celle du monarque, et ce contraste devait inquiéter dans des circonstances où rien n'était encore établi, il fallait de la force des deux côtés. »

GILBERT COMTE

(Lire la suite page 12.)

Marie-Antoinette, cette jolie naufrageuse de la monarchie

La reine vue par Stefan Zweig

LORSQU'ILS abordent la Révolution française, les historiens disséquent, examinent, tournent et retournent ses causes principales, sans les distinguer clairement des motifs secondaires. Louis XVI par sa faiblesse, la reine avec son orgueilleuse impopularité, aggravèrent-ils la crise jusqu'à la rendre irréparable, quand un peu d'énergie et d'adresse pouvait peut-être tout préserver ? Question angoissante pour les politiques, puisqu'elle subordonne leurs combinaisons aux imprévisibles du psychologique.

Né à Vienne l'année où Freud y obtenait son doctorat en médecine, Stefan Zweig s'intéressa aussi à la vie intérieure des êtres. Parvenu lui-même à la maturité, il se passionna vers 1930 pour une illustre compatriote, la petite archiduchesse Marie-Antoinette de Habsbourg, montée sur le trône de France dans l'euphorie de ses dix-neuf ans. Entre l'« Autrichienne » dépensière, arrogante, vilipendée par les Jacobins, et la pure, admirable victime de toute une tradition royaliste, il s'efforce honnêtement de découvrir le vrai personnage. Avec ses vertus, ses défauts, mais surtout l'évolution de

son caractère lentement mûri par le malheur.

Dans sa documentation, Stefan Zweig s'inspire trop des *Mémoires* de Mme Campan, ce cite pas ceux de Weber malgré leur intérêt, mais tire le meilleur parti des lettres échangées entre la jeune souveraine et sa mère, l'infinitement respectable Marie-Thérèse d'Autriche. Comme François Fejtó dans son récent *Joseph II*, l'auteur éprouve une tendresse maternelle d'admiration pour la vieille impératrice consciencieuse qu'éprouvaient les franges de sa fille. D'intelligence moyenne, plutôt bonne, très jolie mais versatile, frivole, superficielle, dépensière, égarée par un déplorable entourage, celle-ci n'en fait qu'à sa tête. Consciente du drame en préparation, sa mère l'accable en vain d'avertissements prémoniteurs : « Vous vous précipitez par votre faute dans les plus grands malheurs », écrit-elle, sans soupçonner qu'ils se termineront sur un échafaud après un procès d'une parfaite ignominie.

Sous la guillotine, Marie-Antoinette déploiera un courage admirable. Il ne la sauvera pas plus qu'il ne ressuscitera la monarchie. Dans le récit de sa longue déchéance, Stefan Zweig dresse un portrait conventionnel de Louis XVI mais exact. Minutieux chaque fois

qu'il décoiffe une âme, l'auteur aborde moins sérieusement l'histoire générale. Soutenir que, une demi-douzaine d'années avant la Révolution, « on ne voit en France que stagnation et ruines... les dettes s'accumulent et la flotte dépérit, les colonies se détachent du pays », défie simplement la raison.

Louis XVI n'en imposa pas plus à sa femme qu'aux révolutionnaires. Tocqueville en tête, la postérité reconnaît qu'il entama d'utiles réformes, équipa contre l'Angleterre la meilleure marine française jamais parue sur les océans, dots son armée d'une artillerie si moderne qu'elle servit sous toutes les guerres de la Révolution et de l'Empire, et gagna là bien des batailles. Loin de perdre des colonies, la faible souverain récupéra même le Sénégal, après son intervention victorieuse aux États-Unis, et s'intéressa même à l'Annam. Entre ces erreurs stupéfiantes, Stefan Zweig propose quelques explications souvent séduisantes de la tragédie royale.

G. C.

* MARIE-ANTOINETTE, de Stefan Zweig, traduit de l'allemand par Albin Hella, Grasset, 440 p., 98 F.

* LA PETITE DANGEREUSE (348 p., 46 F) et LE CHÂTEAU D'ENTRÉE (248 p., 36 F), un roman et un recueil de nouvelles de Stefan Zweig, sont également réédités dans la collection « Les cahiers rouges », chez Grasset.

le feuilleton

« HISTOIRES DE VERTIGE »,

de Julien Green

« LES JEUX DU TOUR DE VILLE »,

de Daniel Boulanger

Conteurs des contours

S'il existe un problème commun aux écrivains et aux artistes du visuel, peintres, photographes, cinéastes, c'est celui du cadre : quoi montrer et quoi laisser dans le noir, où faire passer la limite entre ce qui sera visible et ce qui ne sera que soupçonné, comment exercer cet arbitraire, comment décider ce que le créateur sait, croit savoir, cache, suggère, exclut...

La nouvelle, par sa nécessité d'aller vite en besogne, nous introduit dans cette confiance mieux que les textes longs. Ses frontières avec le néant sur lequel se découpe toute œuvre s'y voient davantage. Dans certains cas, on ne voit qu'elles. Ne seraient-elles pas les meilleurs cas ?

Julien Green est un écrivain des bordures, un de ces conteurs des contours. Contre les explications à tout crin, il a toujours revendiqué pour l'artiste le droit de scruter l'obscurité des âmes — ou leur feu, c'est pareil, — sans avoir à se justifier ni à les justifier. Si les freudiens et autres « censés savoir » lisent entre ses lignes des chocs du premier âge, c'est leur affaire. Devant les excès de toutes sortes, il n'y a de salut pour les auteurs qu'obscurantisme !

Les *short stories* de Green que le Seuil réunit sous le titre *Histoires de vertige* ont été écrites pour la plupart entre 1921 et 1932, soit avant les grands romans ou parallèlement à eux. Dès ses débuts, l'auteur de *Chaque homme dans sa nuit* écrit que pour cerner, sans les discerner, les troubles qui lui font prendre la

par Bertrand Poirot-Delpech

plume. Déjà s'annonce une curiosité horrifiée mais complice, et parfois fascinée, pour la folie la plus sombre (*l'Apprenti psychiatre*), pour le péché de beauté (*la Lapon*), pour une certaine austérité des choses (*Chambres à louer*), pour les violences ou les peurs infligées et subies, les corridors, les culpabilités, pour l'infini, ses délices et ses poisons (*Rêve de l'assassin*).

Le mystère par excellence, n'est-ce pas « l'autre », comme est titré un des grands romans de Green ? *Fabien* nous fait approcher cet inimaginable à travers le plaisir inquiet, fautif, qu'il y a à épier un être aimé qui se croit seul, à respirer ses vêtements à son insu. Green n'a pas son pareil pour faire sentir à quel point le désir et la démence ont partie liée : même attente contenue, en surplomb de ténèbres sans bord, impalpables, donc inimmuables. Mettre un nom sur la douceur vive qu'une femme vieillissante trouve à la visite régulière d'un gamin, ce serait comme d'exposer brusquement une momie à l'air libre !

Nous percevons d'autant mieux les zones d'ombre que les moyens de les présenter nous sont fournis comme par mégarde, au moment où on s'y attend le moins, où rien ne les impose. Ainsi de *la Révolte*. On ne comprendra tout à fait ses passions et ses indignations de pensionnaire que si on a surpris, au début, sa joie maniaque à regarder, de sa fenêtre d'enfant, piaffer les chevaux d'un omnibus, signes à peine marqués, mais éclatants, du désir fougueux qui le constitue.

Il y a beaucoup de vieilles filles dans ces nouvelles. C'est vrai de toute l'œuvre de Green. La réédition de *Mont-Cinère* le rappellerait s'il en était besoin. Dès ce premier roman, écrit à vingt-cinq ans (heureusement réhabilité dans le texte intégral que l'éditeur d'origine avait amputé de cinquante pages pour raisons « commerciales »), on sent l'art greenien du détail révélateur, qu'on dirait assurément inconscient à l'insouciance. La taille du cou de la grand-mère ou les points de couture inégaux de la petite-fille en disent plus long sur les secrets des deux personnages que bien des notions plus explicites : ces secrets qui font qu'une avare ne ressemble à aucune autre, ou que la folie incendiaire paraît la seule issue logique d'un tourment...

(Lire la suite page 14.)

Claude ROY

Permis de séjour

« A chaque instant plus Roy que jamais et comme nous l'aimons, avec ce talent qui fait descendre la vérité de la tête au cœur. » Angelo Rinaldi / L'Express

« Permis de séjour, poème et leçon, jardin et bataille, est l'honneur d'un écrivain. » François Nourissier / Le Point

GALLIMARD *nrf*

essais

Les dernières « annotations » de Lou Andreas-Salomé

Une dialectique permanente

DANS une de ses dernières grandes lettres à Freud, en 1929, Lou Andreas-Salomé lui faisait gloire d'avoir élaboré la psychanalyse en dépassant constamment « la contradiction entre l'orientation personnelle du désir et celle qui impose l'extérieur ». Elle était ainsi la première à définir la fin des données fondamentales du drame de Freud et à le poser comme le noyau même de la psychanalyse.

Ainsi les annotations de ces carnets paraissent-elles un peu dans le

vide. Ce sont des essais, presque des aphorismes développés, qui rappellent, « non pas des thèmes, mais des atmosphères », et dont « l'attention est centrée sur le cycle de l'Éros », note justement Jacques Le Rider, commentateur et traducteur de cette édition française. Lou en a-t-elle voulu le titre ? Les a-t-elle rassemblés elle-même ? L'ensemble est-il dû à Pfeiffer ? Deux chapitres en étaient déjà connus : l'un sur la dernière rencontre avec Freud en 1928, l'autre évoquant Rilke, déjà publiés dans *Ma vie*.

Les autres chapitres parlent de personnages jusqu'alors inconnus sous sa plume : Otto Weininger, Ludwig Klages et surtout Kleist. Ou bien elle brode sur des mots qui la ramènent toujours indirectement à la période de sa vie antérieure à la rencontre avec la psychanalyse. Il serait difficile d'en tirer un système de pensée. Les questions posées ne sont pas dans le souvenir mais dans une sorte d'éternel présent sont bien celles qui rendaient cette rencontre inéluctable : qu'est-ce que le « sujet » ? L'affrontement du « vrai » et du « réel » ? La conciliation de l'« objectivité » avec la « réalité » ? Les poids respectifs du « vrai historique » et du « vrai psychique » ? De quel prix le sujet paie-t-il le transmissibilité initiale qui résulte du processus initial de « différenciation » ?

Or c'est dans une dialectique permanente, voire dans un véritable déchirement, que Lou Andreas-Salomé s'interroge, n'hésitant pas à dire que « la psychanalyse freudienne » a été à la fois le lien où sa « pensée s'est trouvée convaincue au plus haut point d'être chez elle » et celui à l'intérieur duquel elle s'est éprouvée simultanément « comme détachée, absolument étrangère ».

Associant les contraires dans un même souffle, sinon dans les mêmes mots, cette formulation est très freudienne. Les pages suivantes expliquent les raisons de son adhésion à la thérapeutique ou à la méthode d'investigation de Freud. Ailleurs, des réflexions sur les concepts freudiens — en particulier sur le refoulement — induisent à conclure à de décisives méconnaissances de ces concepts si une lecture plus attentive n'y faisait déceler précisément l'incessant combat entre « l'orientation personnelle du désir et celle qui lui impose l'extérieur », ce combat même qui fonde le dialogue de Lou et de Freud.

Elle était portée au mysticisme, très sensible aux philosophies du « Lebenspathos », qu'évoque Jacques Le Rider dans sa préface très nourrie. Elle était toujours fascinée par les lectures nées de l'imagination, hantée par la quête de l'Unité, de l'incorporation au Tout, et prompt à basculer « chez les constructeurs de systèmes », Jung ou Adler », comme l'admettait Freud. Et ces annotations le montrent bien.

Les faits pourtant sont là : elle n'a pas basculé, a pertinemement rejeté les synthèses prématurées et par consé-

quents tout a fait stériles » de Jung, toutes les « naïves philosophies », et les « abris fabriqués avec des visions du monde ». Elle a constamment tenu « le fil conducteur de la notion de sexualité » mise en lumière par Freud, comme le relève Marie Moscovici dans sa préface au recueil *L'Amour du narcissisme* (Gallimard, 1980), dont ces carnets reprennent plusieurs thèmes. Et ses plus anciennes préoccupations concernant la métaphore du miroir, la place du scopique dans l'individu, jamais contestées par Freud, en ont fait une anticipatrice extrêmement actuelle.

Or, écartant une fidélité à Freud si largement attestée, la réduisant implicitement à une parenthèse à l'intérieur d'une autre fidélité possible, Jacques Le Rider estime que Lou Andreas-Salomé « aurait succombé à la tentation du jurgisme, si elle n'avait mieux connu ». Présupposée ou conclusion de son travail, cette interprétation oriente des équilibres de termes qui précèdent à dé-

bat. Introduire « l'âme », lorsqu'il s'agit de « psychisme », intuition lorsqu'il est question de « contemplation visuelle » (*Schauung*, terme repris à Klages comme le développe une note de l'édition allemande),

« confessions » lorsque Lou pose que toute découverte, toute reconnaissance (*Erkenntnis*), se fonde sur une étonnement, une profération langagière (*Bekennen*), cela apparaît indubitablement Lou à Jung, privilège le philosophique, en gommant tout ce qui relève du physique (la vue, la parole). Cela renvoie Lou à ces « visions du monde », dont elle a toujours éprouvé mais rejeté la tentation, en pronant la rigueur freudienne de l'observation des faits.

Le débat n'est pas nouveau. Les philosophes germanistes français, traducteurs de Freud, l'ont provoqué depuis longtemps. Il n'est pas clos car il engage, pour les psychanalystes, l'essence même de la théorisation freudienne. Si l'on se désolidarise n'est pas nier le prix du travail de Jacques Le Rider. Sa version des « carnets intimes » ou des « annotations » contraste pourtant avec ce que les traductions des œuvres antérieures et de la correspondance nous disent de Lou. Cette mise en perspective permet difficilement une récupération par le jurgisme.

JACQUES NOBECOURT.

* CARNETS INTIMES DES DERNIÈRES ANNÉES, de Lou Andreas-Salomé. Hachette, 214 p., 72 F.

Extraits

« On distingue parmi les humains ceux qui se sentent divisés en un passé et un avenir, et ceux qui vivent le présent avec toujours plus de densité, toujours plus de plénitude, — si bien que le sens du vieillissement change considérablement. Les Orientaux trouvent naturel d'insister moins sur la perfection de ce qui s'achève, comme approfondissement de la réalité. Nous au contraire, nous commençons à ne plus voir ce qui advient que sous l'aspect toujours plus sinistre de la mort — comme tout ce qu'on observe d'un regard extérieur, donc mortifère. La vieillesse de Goethe a réalisé un changement de perspective, en même temps que s'affirmait sa prédilection pour l'Orient. »

« Après avoir rédigé mes souvenirs dans *Ma vie*, j'ai compris qu'ils appelaient une correction fondamentale qui me classerait nettement dans la lignée des caractères de non-refoulement, peut-être même au-delà de la complète normalité. Toute ma vie, en fait, l'expérience que de fois ce qui me paraissait tout naturel et innocent s'est précisément révélé choquant, que de

fois la chose toute simple que j'avais en vue a tourné à la sensation publique ! J'avais beau essayer, sans esprit de défi, de me plier au jugement d'autrui, je ne tardais pas à l'oublier et je reprenais mon indépendance au point que, sans propos délibéré, mes oreilles devenaient sourdes aux louanges ou aux reproches. »

« Ma vie durant, tous les enjeux intellectuels ont pris pour moi l'ature de passions, tandis que toutes mes passions restaient soumises à un besoin de clarification. Je me souviens d'une discussion avec Freud sur ce sujet. Il y avait une forme de sensibilité non féminine, car elle ne conduisait pas à désirer particulièrement un emballlement amoureux réciproque. Comme je lui objectais que rien justement n'éveillait en moi plus ardent reconnaissance que le pouvoir d'un homme de me rendre amoureuse, Freud répondit avec son fin sourire : « Certes, » pour ce genre de personnes, « être rendu amoureux est même plus nécessaire que d'être aimé, et c'est ce qu'il y a en eux de non-féminin. » Car savez-vous ce que c'est en proie ? De la froideur. »

correspondance

A propos de la lecture à Clermont-Ferrand

A la suite de notre enquête sur la lecture à Clermont-Ferrand (« Le Monde des livres » du 2 décembre 1983), où nous déplorions notamment l'insuffisance des bibliothèques de cette ville, son maire, M. Roger Quilliot, ancien ministre, apporte les précisions suivantes :

La ville de Clermont-Ferrand consacre actuellement plus de 12 % de son budget global aux dépenses culturelles, ce qui la place à un rang excellent en pourcentage du budget total parmi les communes de France. (...) La ville s'est attachée tout à la fois à tenir compte de la nécessité de conforter les secteurs dits « traditionnels » de la culture et de promouvoir des actions innovantes.

Dans le domaine des bibliothèques, je note que les crédits qui leur sont attribués atteignent 12,5 % des dépenses culturelles de la ville.

Jusqu'en mars 1982, les bibliothèques de lecture publique disposaient de 1 042 mètres carrés ouverts au public, qui s'ajoutent aux 4 810 mètres carrés de la bibliothèque municipale et interuniversitaire, qu'il faut bien prendre en compte puisqu'elle est ouverte à tous les Clermontois.

En mars 1982, l'ouverture de la bibliothèque de Croix-de-Neyrat a augmenté ces surfaces de plus de 380 mètres carrés, auxquels s'ajoute une salle polyvalente de 250 mètres carrés. Il existe également deux bibliothèques de quartier et deux bibliobus.

Enfin, le personnel de cette bibliothèque correspond à la demande : une municipalité ne peut, sous prétexte de normes, attendre des coûts de fonctionnement hors de proportion avec la demande ; la culture

n'échappe pas aux règles d'une saine gestion.

En 1984, nous commencerons la construction et l'aménagement d'une médiathèque en centre-ville, de 1 370 mètres carrés, afin de moderniser et de rationaliser le service de lecture publique (...).

Vous avez par ailleurs commis deux erreurs : je n'ai jamais été « le secrétaire » de Camus. Universitaire, je lui ai consacré près de quinze ans de ma vie, éditant en particulier ses œuvres dans la « Pléiade ».

D'autre part, j'ai écrit cinq livres. Comment pouvez-vous dire que la lecture ne me paraît pas essentielle ? J'ai seulement dit et répété que, comme Camus et les Grecs, je respecte autant le sport que la culture intellectuelle.

De son côté, M. Claude Wolff,

maire de Chamalières, nous écrit : « La ville de Chamalières dispose depuis une quinzaine d'années d'une bibliothèque populaire dont l'importance s'accroît chaque année. (...) Elle compte, à l'heure actuelle, plus de 10 000 ouvrages, et 4 500 cartes de lecteurs ont été délivrées. (...) La participation de la ville de Chamalières au fonctionnement de la bibliothèque municipale de Clermont-Ferrand n'est pas conséquence d'un sous-développement de cette commune en la matière, mais s'inscrit dans le souci de la municipalité de permettre l'accès des habitants de cette commune à un équipement culturel beaucoup plus important, beaucoup plus étendu, résultant de l'importance même des moyens de la ville de Clermont-Ferrand et de son caractère de ville universitaire. »

Au bal masqué avec Schopenhauer

C'EST l'un des attraits de la philosophie, c'est qu'elle nous rende la vie plus légère, en nous en dévoilant la nature fictive et ludique, en nous renseignant sur son caractère facultatif et en nous aidant à nous désencombrer des idoles, des préjugés, des croyances, des illusions et des sentiments qui conspirent à notre asservissement. A la fin de son existence, le seul conseil moral que donnait Wittgenstein à ses étudiants était : « Apprenez à vous débarrasser de tout », faisaient ainsi écho à Socrate, qui, à la vue d'objets de luxe exposés pour la vente, se serait écrié : « Combien il y a de choses dont je n'ai pas besoin ! »

Arthur Schopenhauer, que l'on peut qualifier d'une vision plutôt réaliste de l'humanité lorsqu'il comparait cette dernière, d'un point de vue intellectuel, à un asile d'aliénés, d'un point de vue moral, à un repaire de brigands et d'un point de vue esthétique à une taverne d'ivrognes, a néanmoins jugé utile de publier, sous le titre : *Aphorismes sur la sagesse dans la vie*, un bref traité d'eudémonologie. Il s'en explique dans son introduction : « Je prends ici la notion de sagesse dans la vie dans son acception immanente, c'est-à-dire

que j'entends par là l'art de rendre la vie aussi agréable et heureuse que possible. »

Il faut se féliciter que l'oncle Arthur, après avoir fait passer dans nos esprits le souffle froid du néant, ait condescendu à nous offrir ce vaticane : il rendra d'éminents services aux jeunes gens et aux jeunes filles qui s'en imprégneront. Ils pourront juger de la valeur exacte de leur moi dans les très belles pages où Schopenhauer met en parallèle la supériorité intellectuelle et le goût de la solitude.

Ces aphorismes réjouiront également par leur style sarcastique et leur psychologie de vieux garçon misanthrope tous ceux qui, approchant du terme de leur existence, prennent enfin conscience que cette dernière n'était qu'un bal masqué ou une comédie « dont la représentation, commencée par des hommes vivants, s'achève par des automates revêtus des mêmes costumes. »

ROLAND JACCARD.
* APHORISMES SUR LA SAGESSE DANS LA VIE, d'Arthur Schopenhauer, traduit de l'allemand par J.-A. Cantautze. P.U.F., collection « Quadrige », 174 p., 36 F.

Des fragments inédits d'Otto Weininger

OTTO WEININGER, « juif viennois converti au protestantisme, antiféministe et antisémite avoué », est le grand oublié de la fièvre produite par la traduction de *Vienne fin de siècle* (1), de Carl E. Schorske. Admirateur de Karl Kraus, Adolf Loos, Alban Berg ou Ludwig Wittgenstein, l'auteur de *Sexe et Caractère* (2) nous est pourtant familier depuis l'étude remarquable de Jacques Le Rider, le *Cas Otto Weininger* (3).

Dans le dernier numéro de la revue *l'Infini*, Le Rider propose de « relire les principaux aphorismes de *Sexe et Caractère* comme autant de diagnostics de la « décadence » viennoise ». Le « cas » de Weininger est peut-être aussi isolé qu'on fait mine de le croire. Comme l'inquiétude de Nietzsche et de Baudelaire, sa « misogynie héroïque » n'est qu'une forme de l'attente et de l'horreur d'un monde nouveau.

A la suite de son essai, Le Rider propose des *Fragments et aphorismes* de Weininger, inédits en français. « L'imminence du suicide, écrit-il, dépouille ces lignes de toute gratuité. » Nous en donnons quelques-unes.

RAPHAËL SORIN.

« Le maître du chien est celui qui n'a rien de canin en soi. C'est pourquoi il a un chien. Il possède l'élément canin de l'extérieur. »

« Le chien est ce criminel qui tente sans cesse de contredire les autres afin de se justifier (aboyer !). Il ne le peut cependant qu'en devenant l'esclave d'un maître. »

« L'homme qui rate son suicide ? C'est le criminel parfait, car il veut la vie pour se venger. Tout mal est vengeance !. »

« Le saint sourit sans savoir pourquoi. Il ne rit pas librement. Le saint est l'homme le plus malheureux, bien qu'il ne cherche que le bonheur. »

« La femme serait le sphinx ? Pas d'impression ni de sottise plus lamentable. On veut à tout prix chercher quelque chose derrière la femme, parce qu'on s'attend à tout. »

excepté à ceci : il n'y a précisément rien. On en vient ainsi à l'idée de l'identifier au sphinx avec lequel elle n'a pourtant pas la moindre ressemblance. »

* OTTO WEININGER, FÉMINISME ET VIRILITÉ À VIENNE, de Jacques Le Rider, in : *l'Infini* 4, Éditions Denoël, 54 F.

(1) Seul (voir le Monde du 9 décembre 1983).
(2) L'Age d'Homme, 1975.
(3) P.U.F., 1982.

AIRCURIAL LIBRAIRIE
UNE VRAIE LIBRAIRIE D'ART CONTEMPORAIN
7000 titres français et étrangers disponibles.
Catalogues sur demande
9, avenue Matisse Paris 8, 75014 Paris, 359.29.81
mardi au samedi de 10 h 30 à 19 h 30

OUI LA PHILOSOPHIE

Revue trimestrielle de philosophie
n° 1 nov. 83. Thème : « Masculin/Féminin »

OUI
LA PHILOSOPHIE

« Revue jeune, chic, pertinente... »
Libération

« Pour renouer avec une certaine tradition de la modernité post-hegelienne, faite de souci moral et d'attention à l'art et à la littérature. »
La Quinzaine littéraire

«...Où la philosophie, la chose mérite d'être saluée. »
Les Nouvelles

Prix de l'abonnement (4 n°) France : 100 F - Étranger : 120 F. Diffusion : Éditions Classiques de Philosophie
Bulletin d'abonnement (à retourner avec un chèque à l'ordre des Éditions Bruno Huisman, 15/17, rue Campagne Première, 75014 Paris. Tel. (1) 327.69.70.)

Nom Prénom
Adresse
Ville Code postal
Pays

magazine littéraire
Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées
JANVIER
N° 203
Cendrars
Sa vie par Robert Jarry. Les témoignages de Robert Doisneau, Nina Frank, Pierre Seghers, Henri Hissin et Georges Chénou. Cendrars : autobiographie par Monique Chénou. Cendrars poète par Bernard Devalle. Cendrars romancier par Henry Miller.
Manuel Scorza par Claude Couffon et Bryce Echenique. Son dernier texte.
Entretien : Julio Cortázar
En vente chez votre marchand de journaux : 18 F

OFFRE SPECIALE

- 6 numéros : 80 F
Coches sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez
- Cette science humaine, la guerre.
 - Théories du terrorisme, de Hébert à Baader.
 - Maupassant.
 - Jacques Prévert.
 - La Beat Generation : Burroughs, Ginsberg, Kerouac.
 - James Joyce (+ dossier supplémentaire : Suisse romande).
 - Littérature italienne (1980-1980).
 - Mishima.
 - La littérature espagnole en liberté.
 - Les enjeux de la science.
 - Valéry Larbaud.
 - Jean Genet par lui-même.
 - Figures de Sartre.
 - Les romanciers anglo-saxons.
 - Gabriel García Márquez.
 - Julien Gracq.
 - Femmes, une autre écriture ?
 - Le réveil de l'islam.
 - Boris Vian.
 - L'intellectuel et le pouvoir.
 - Musil.
 - Les écrivains de Montmartre.
 - Écrivains du Brésil.
 - Raymond Aron.

magazine littéraire
40, rue des Saints-Pères
75007 Paris (France)

Une amitié stellaire

ÉTUDIANT à Zurich, Lou Salomé avait impressionné le professeur Alois Biedermann qui l'hébergeait. Ce dernier, subjugué par les dons exceptionnels de son élève, écrivait à la mère de Lou : « Made-moiselle votre fille est une femme très particulière : elle a le caractère pur d'un enfant et, en même temps, elle a un esprit qui n'a rien d'enfantin ni de féminin et une volonté autonome ; sur ces deux plans, elle est un diamant. »

Depuis la publication de leur correspondance (PUF), on sait quelle tourmente, quels espoirs insensés, quels minuits profonds éveilla en Nietzsche l'amitié stellaire de Lou. Il se projetait en elle au point d'écrire : « Je crois que la seule différence entre nous est celle de l'âge. Nous avons vécu et pensé de la même façon. » Mais, à la différence du professeur Biedermann, Nietzsche rêvait de posséder le diamant Lou, ce qui était la plus sûre manière de le perdre.

Anne Boudart analyse finement les relations entre ces deux êtres portés par un « égocentrisme sacré » dans une nouvelle revue trimestrielle : *Oui la philosophie*, dirigée par Jean-François Braunstein et éditée par Bruno Huisman. Ce premier numéro, consacré au masculin-féminin, comporte des études de Jean Attali, Claire Margat-Barbès, André Scailly, François Ribes, Eric Spitz, Bruno Huisman et Bertrand Ogilvie.

R. J.
* OUI LA PHILOSOPHIE, n° 1, Éditions Bruno Huisman (15, rue Campagne Première, 75014 Paris), 63 p., 35 F.

le feuilleton

Conteurs des contours

(Suite de la page 11.)

Le rebord où Green aime à se risquer, et à nous aventurer avec lui, c'est souvent un moment privilégié où se joue l'essentiel. De blanche et défendue par sa blancheur, la page menace de virer au noir sans stade intermédiaire lisible (le *Grand Œuvre* de Michel Hogier). Il existe, dans la vie, des dédies à partir desquels rien ne sera plus pareil. Ce sera le choc d'un tableau : rappelez-vous celui du Jeu de paume, dont il importe peu qu'il soit l'origine ou la trace d'un émoi ; il sera à jamais, dans l'histoire individuelle de Green, l'emblème de cet émoi.

Ce pourra être un miroir, cet autre tableau, cet accès au premier des « autres » que figure, pour lui-même, l'adolescent. On refait un monde, avec une glace mobile, on se l'approprie, on l'incline à volonté : voir les jeux de Harold dans l'Enfer. Autres bordures chères à Green : celles qui séparent du monde le cœur des jeunes gens, et le jour de la nuit.

Ah ! ce moment béni (ou cet endroit de rêve, on ne sait plus, tant l'espace et la durée sont nœuds, alors) où le couchant incendie un salon bien défendu par ses tulle et ses velours, effleure un cadre, jette des coups de cymbales dans le silence des tentures ! Dans *Portrait de femme*, l'escalier, la Réponse, Une vie ordinaire, dans à peu près toutes les nouvelles, cet instant-lieu ineffable surgit, tôt ou tard, venu de Virginie, de Passy ou des Invalides, riche de ces confins qui contiennent tous les autres, entre mélancolie et bonheur, entre détresse et espoir fou qu'un tel doré adoré, signe de finitude, ne finisse pas !

DANIEL BOULANGER, aussi, joue de ce qu'il ignore. Comme la bonne douzaine de recueils déjà publiés, les nouvelles réunies sous le titre *Jeux du tour de ville* mettent en mouvement tout un petit monde de secrets, de doubles vies, de songes.

Jusqu'ici, la vie collective telle qu'elle fleurissait au début du siècle dans les gros bourgs de province servait de lien et de figure implicite aux histoires imaginées par Boulanger. Cette fois, comme dans *Mémoires de la ville*, les hauts ou mauvais lieux de son décor de prédilection deviennent des personnages à part entière. On se souvient comme d'être vivants, aussi vivants que les êtres de chair qui s'y côtoient, de la gare, du café, de l'église, des ramparts, du jardin public, dont la véritable biographie nous est contée en italique entre deux nouvelles, comme en contrepoint, en contre-champ, pour parler le vocabulaire cinématographique que Boulanger, auteur de près de cent scénarios, connaît bien.

Ce n'est pas la première fois que les structures de la mémoire, de l'écriture, de l'imaginaire, des destins et du plaisir de lire (de se perdre dans la lecture) sont comparées aux querelles étranges d'une ville, du moins lorsque les habitants décident de leur cadre de vie. On passe d'une destinée à l'autre, en écrivant et en lisant, comme on passe d'un mur en démolition, avec ses papiers peints usés à la tête des lits, à une ruelle ou à une échappée inaperçue. Peu de lectures, autant que celle-ci, laissent l'impression d'une excursion dans une cité à la fois familière et jamais vue.

Le familier, c'est la mémoire collective de la France profonde, ses pavés polis par des générations de pieds nus courant après les charrois, paillote et rats du Moyen Âge, photographes cambrés de la Belle Époque, pâtisseries après l'office, nécessité des trajets, arrosés des pierres que la fontaine use, habitudes flottantes et solides comme des odeurs...

L'imprévu, c'est la fantaisie qui s'empare des endroits et des êtres les plus calmes : ce qui fait qu'une épouse modèle s'encroûte, qu'un conférencier divague, qu'un sage tuse. C'est le funet du pèché, le basculement brusque de faire sauter la baraque, de brader une honorabilité pesante comme une dalle. En un mot, la faim sauvage, dont la sexuelle, les belles fringales qui ne regardent pas aux conséquences.

Ses effractions allégres du bon plaisir se produisent de préférence dans un bon vieux temps mal daté mais situable « avant », c'est que la modernité a fait du vilain. Dans le béton et le moto, à pleins gaz, finies les bornes senteurs d'enfance. Boulanger n'aime pas les non-villes de maintenant et les pétarades en cuir. Il voudrait que le bourg garde le charme suranné des sorties de messe, et le rose la pâleur trop lavée des bas de toter. Il entend que les mots, tels les enfants, continuent de naître, et de faire leur chemin, par hasard et jeu.

Très important, le jeu ! C'est grâce à lui que le poète peut embellir le réel à coups de sonorités (cf. *Dragoir*, suite aux *Retouches*, qui paraît ces jours-ci, dire d'un cri de coq qu'il est « vert », et d'une avenue que le matin lui donne de la « moralité »).

Boulanger ou le droit pour tous de faire jouer les mots entre eux comme des odeurs, vous savez, ces odeurs qui, d'être aperçues, ressuscitent un monde, une envie, une présence, une minute de tranquillité profonde.

BERTRAND POIROT-DELPECH.

* HISTOIRES DE VERTIGE, de Julien Green. Seuil, 222 p., 75 F. Refaire L'AUTRE SOMMEIL, Gallimard, « L'Imaginaire », 140 p., 28 F. et MONTI CENÈRE, réédité dans sa version intégrale. Le Seuil, 279 p., 79 F.

* LES JEUX DU TOUR DE VILLE, de Daniel Boulanger. Gallimard, 318 p., 60 F.

* DRAGOIR, de Daniel Boulanger. Gallimard, 134 p., 60 F.

portrait

Le retour de Maurice Maeterlinck

• Une poésie lyrique sans ride

La gloire de Maurice Maeterlinck a été immense, démesurée et, dans les quarante dernières de ses quatre-vingt-sept années, trop lourde pour un homme abandonné de son génie. Incapable de se renouveler après la première guerre mondiale, il a connu le déclin et la désaffection, surtout que, délaissant la poésie et le théâtre, il s'est enfoncé, durant une quinzaine de volumes, dans une théosophie à la fois éthérée et imprécise, profonde et peu convaincante. Aussi son purgatoire se prolonge-t-il, et l'on ne revient de sa production que ce *Pelléas et Mélisande*, que Claude Debussy, Gabriel Fauré et Arnold Schönberg ont mis en musique, entre 1898 et 1902. Le temps est venu, avec l'heureuse réimpression de ses poèmes et de la *Princesse Maleine*, en format de poche, de le redécouvrir.

Passer pour un écrivain immortel dès l'âge de vingt-huit ans est une dure épreuve. « Supérieure en beauté à ce qu'il y a de plus beau dans Shakespeare », c'est ainsi qu'Octave Mirbeau salue, dans un article retentissant, la *Princesse Maleine*. Ecraie, Maurice Maeterlinck lui répond, non sans douleur : « Cela vient trop tôt, je suis trop jeune : cela n'est pas juste, et je crois que ces moments doivent se payer, peut-être terriblement. » Il n'empêche qu'il va de triomphe en triomphe, et que sa modestie s'efface rapidement. Prix Nobel à cinquante et un ans, internationalement célèbre grâce à l'*Oiseau bleu*, fait comte par le roi Albert, il amasse une colossale fortune. De surcroît, les surréalistes, dans leur premier manifeste, se souviennent des images oniriques des *Serres chaudes* et font de lui l'un des précurseurs de leur mouvement.

Il a un autre mérite, qui n'est pas mince, et que l'oubli a recouvert. Il est l'auteur du premier drame sur l'occupation allemande et sur le silence que peuvent opposer les occupés aux autorités ennemies : le *Bourgeois de Sildonand* inaugure un genre, en 1918, dont les exemples ne viendront qu'un quart de siècle plus tard, et qui n'attire guère l'attention. La *Princesse Maleine*, *Pelléas et Mélisande* sans la partition, *Monna Vanna*, entre autres pièces, sont-elles jouables aujourd'hui ? De même, on peut s'interroger sur l'actualité à relire deux essais lyriques, au tirage impressionnant jadis : la *Vie des abeilles* et l'*Intelligence des fleurs*. Malgré le charme du style et la minutie des recherches, il est évident que ces livres sont scientifiquement dépassés. Encore faudrait-il se demander si la valeur documentaire peut se comparer à une valeur esthétique incontestable.

Ce qui nous est offert ces jours-ci, c'est la poésie de Maurice Maeterlinck, telle qu'elle est contenue dans *Serres chaudes*, paru en 1889 à Paris - l'auteur a alors vingt-sept ans - et dans *Deux Chansons* (plus tard portées à quinze), paru également à Paris en 1896. Dès le premier poème, une atmosphère étrange se définit : un impressionnisme qui n'est pas celui de Mallarmé et qui respire de choses à moitié dites et d'attitudes humaines mal élucidées :

O serre au milieu des forêts !
Et vos portes à jamais closes !
Et tout ce qu'il y a sous votre
[coupoles]
Et sous mon âme en vos anales
[glac]

Les pensées d'une princesse qui a
[faim]
L'enfer d'un maselot dans le désert,
Une musique de cuivre aux fenêtres
[des incurables]

Chez Baudelaire, les symboles tendent à une sorte de capture du moi secret ; chez les compagnons de Mallarmé, ils s'accompagnent d'un souci esthétique où le langage même se perd, s'analyse, joue à n'être pas direct. Ici, le climat - il faudrait dire : la latitude et le méridien - est différent, comme si toute présence était à soi-même un malentendu. On entend des échos et on voit des ombres, sans explication, et on comprend vite que ces passages demeureront inexplicables. De surcroît, ce poème, comme les suivants, est habité de personnages qui, en somme, le traversent sans s'arrêter. Chez Mallarmé ou Rénier, les dieux grecs et latins, les faunes et les nymphes, font de fréquentes apparitions ; chez Maeterlinck, rien n'est méditerranéen, et l'on est plus près d'Ibsen que de Virgile.

Autant que dans un poème, nous sommes, à chaque page, dans un théâtre, à la fois muet et à peine explicite. On profère des sentences, on parle par allusions de faits anciens, et une certaine douleur s'exprime, qui ne tient pas à l'habitude romantique du moi exacerbé, mais à des bribes de drames au loin, soit dans des mémoires infidèles, soit dans des événements dont on n'a pas retenu l'essentiel. Des ombres se promènent, tentent de drames, d'espoirs ou de prières. Les horizons comme les cœurs sont hantés. La Flandre - un peu désincarnée - se profile, avec ses villes mortes, comme chez Georges Rodenbach, ou avec ses rythmes pesants, comme chez Emile Verhaeren, les deux compatriotes du poète. Mais ici, aucune insistance ne vient souligner les rapports étranges et les psychologies ne sont pas reprises : toutes vivent de leurs lacunes, de leurs manques, de leurs trous.

Lorsque le trouble atteint le moi, Maeterlinck ne tente pas de l'éclaircir. La tradition, depuis Baudelaire, veut que la plainte s'adresse au siècle à qui l'on dit son mépris, ou qu'on appelle à l'aide, en vain. Ici, le dérangement - ou l'insatisfaction - est accepté, sans l'idée d'un salut du cœur ni de la raison. Il ne s'agit pas de résignation, mais d'une curieuse connivence avec un monde irrationnel, dont on partage les approximations, mais qu'on ne veut pas dominer. La psychanalyse est proche, comme la nécessité d'échapper à la volonté déformante. L'irrationnel, par ailleurs, n'est pas considéré comme une réponse aux désarrois de l'esprit ou des sens : il a la même valeur que les données analytiques, de sorte que Maeterlinck refuse une hiérarchie quelconque dans le brassement des illuminations, des certitudes, des incertitudes.

J'apporte mon mauvais ouvrage
Analogue aux songes des morts,
Et la Lune éclaire l'orage
Sur la faune de mes regards :
Les serpents violets des rêves
Qui s'enlacent dans mon sommeil,
Mes désirs couronnés de glaives,
Des lions noyés au soleil...

Pour la première fois, dans la poésie de l'époque, il n'est pas fait de différence entre l'aspect solaire et l'aspect nocturne de l'homme. Les sentiments justifiables se mêlent aux sentiments qu'on ne peut justifier. Un amalgame se produit ainsi au niveau de l'affectivité. De même, alors que le mouvement littéraire se divise entre partisans du vers rimé et défenseurs du vers libre, Maeterlinck accepte, sans militantisme aucun, les deux formes ; elles lui sont également naturelles.

Quant aux métaphores, si elles sont explicables, elles font place souvent à des images complexes et imprévisibles, qu'on peut considérer comme gratuites ou extasiées, mais que les surréalistes tiendront pour l'expression parfaite du rêve et de l'irrationnel. Maeterlinck parle, entre cent autres, des « cloches vertes de l'espoir », de « l'herbe mauve des absences », des « faubourgs de mon âme », des « brébis de mes tentations », et il décrit ainsi sa mélancolie : « Je souffre une soif sans étolles ».

Il arrive que, quittant l'isolement et la moiteur de ses serres, Maeterlinck cède à un discours plus libre, proche de l'éloquence, mais en réalité comparable à ces litanies flamandes qu'il a su traduire avec amour ; c'est alors une bizarre communion qui s'installe entre des femmes furtives, des hommes sortis de la nuit des temps, au bord d'un canal ou de l'ombre de quelque mo-



Dessin de BÉRENCE CLEEVE.

nument gothique ; des légendes et des proverbes désormais perdus semblent les pousser vers un destin somnambulique. Déjà Milosz et Apollinaire, vingt et trente ans avant leur heure, semblent peupler ces poèmes :

O ces regards pauvres et las !
Et les vôtres et les miens !
Et ceux qui ne sont plus et ceux
[qui vont venir]
...Et ces regards insolites !
Il y en a sous la voûte desquels on
[assiste à l'exécution d'une vierge
dans une salle close,
Et ceux qui font songer à des
[tristesses ignorées]
A des paysans aux fenêtres de
[l'usine]
A un jardinier devenu tisserand,
A une après-midi d'été dans un
[musée de cires]
Aux idées d'une reine qui regarde
[une malade dans le jardin]
A une odeur de cempêtre dans la
[forêt]
A enfermer une princesse dans
[une tour, un jour de fête]
A naviguer toute une semaine sur
[un canal étroit]

Cette sorte hors de l'espace moite et rétrograde ne saurait durer. Les derniers poèmes du recueil représentent leurs miroitements d'interrogations perpétuelles, de gestes interrompus, d'évocations partielles où l'éloigne ne doit pas être résolue. Une manière d'attente se précise, à la fois d'être qui ne pourront pas venir et de gestes symboliques qui ne pour-

ront pas s'achever. Insatisfaction est ici synonyme de béatitude, comme mysticité est synonyme de fuite devant Dieu ; on ne l'invoque que pour s'assurer de son indifférence. Et la modernité est certaine, à chaque ligne : l'homme est, dans son âme comme dans sa conscience, un passager qui ne saurait reconnaître sa propre identité.

Les *Quatre Chansons* relèvent davantage du théâtre, voire du théâtre lyrique. Dévoilées, elles sont de ces monologues ou des dialogues, qui disent l'angoisse éternelle, l'absence, la quête de l'impossible ; elles dissimulent des drames. Elles ne retiennent pas les images de jadis et ne permettent pas de bouclements verbaux. Tout y est tendu, grave et d'une simplicité apparente. On devine déjà que Maeterlinck s'apprête à quitter la poésie, et que seule la scène et l'essai vont dénouer l'énigme. Ce qu'il a apporté à notre lyrisme, ou mieux de surcroît dix pages, entre Mallarmé et Claudel, c'est le mystère savamment justifié, le charme de l'impressionnisme, l'instabilité de rationaliser les états, la mémoire, les états seconds. Il y a mis une perfection qui va au-delà des règles et comme une innocence toute de grâce irrisolable. Aucun de ses quarante-huit poèmes n'a pris une ride.

ALAIN BOSQUET.
* SERRES CHAUDES, QUINZE CHANSONS, LA PRINCESSE MALEINE, de Maurice Maeterlinck. Poésie/Gallimard, 306 p., 28,50 F.

« Chanson »

Les trois sœurs aveugles
(Espérons encore !)
Ont leurs lampes d'or.
Montez à la tour,
(Elles, vous et nous)
Montez à la tour,
Attendez sept jours.
Ah ! dit la première,
(Espérons encore !)

Ah ! dit la première,
J'entends nos larmes.
Ah ! dit la seconde,
(Elles, vous et nous)
Ah ! dit la seconde,
C'est le roi qui monte.
Non, dit la plus saine,
(Espérons encore !)
Non, dit la plus saine,
Elles se sont éteintes.

« Ame »

Mon âme !
O mon âme vraiment trop
(à l'abri !)
Et ces troupeaux de mes désirs
[dans une serre]
Attendant une tempête
[sur les prairies]
Allez vers les plus malades :
Ils ont d'étranges exhalaisons.
Au milieu d'eux, je traverse
un champ de bataille avec
[ma mère].
On enterre un frère d'armes
[à midi].
Tandis que les sentinelles
[prennent leur repas].
Allez aussi vers les plus
[faibles] :
Ils ont d'étranges sueurs
Voici une fiancée malade,
Une trahison le dérangeant.
Et des petits enfants en prison.
(Et plus loin, à travers
[la vapeur])
Est-ce une méchante à la porte
[d'une cuisine] ?
Ou une sœur épluchant
des légumes au pied du lit
[d'un incurable] ?
Allez enfin vers les plus
[tristes] :
(En dernier lieu, car ils ont
[des poisons].)
Oh ! mes lèvres acceptent
[les baisers d'un blessé]

Toutes les chrétiennes sont
mortes de faim, cet été, dans
[les tours de mon âme] !
Voilà le petit jour qui entre
[dans la fête]
J'entends des bruits de long
[des quais].
Et il y a une voile aux fenêtres
[de l'hôpital].
Il y a un long chemin de mon
[cœur à mon âme] !
Et toutes les sentinelles sont
[mortes à leur poste] !
Il y eut un jour une pauvre
petite fête dans les faubourgs
[de mon âme] !
On y fauchait la ciguë
[un dimanche matin] ;
Et toutes les vierges du couvent
regardèrent passer
[un jour de jeline et de soleil].
Tandis que les cygnes
souffraient sous un pont
[véneux] ;
On émondait les arbres autour
[de la prison].
On apportait des remèdes une
[après-midi de juin].
Et des repas de malades
s'étendaient à tous
[les horizons] !
Mon âme !
Et la tristesse de tout cela,
mon âme ! et la tristesse de
[tout cela] !

JEAN-DANIEL JURGENSEN

ORWELL
ou
la route de
1984

"Un essai engagé sur Georges Orwell
qui fera grincer des dents à ceux qui ont
repoussé dans les poubelles de l'histoire."
David Rousset, Kravchenko ou même 1984"

NICOLE ZAND - Le Monde

ROBERT LAFFONT

Le Monde

Service des Abonnements
5 rue des Beaux
75427 PARIS CEDEX 23
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 495 F 559 F 1 080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F
(par mandats)

ÉTRANGER
(par mandats)
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 685 F 779 F 1 240 F
2 - SUISSE, TUNISIE
454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne
Tous les mandats doivent être
portés (trois volets) versont bien
joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou
provisoires (deux volets en plus) :
nos abonnés sont invités à formuler
leur demande sous un mois au moins
avant leur départ.

Joindre le dernier bande d'envoi à
toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de
rédiger tous les noms propres en
capitales d'imprimerie.

مكتبة من الامم

MUSIQUE

«ORLANDO» de Haendel

L'opéra baroque en tournée

Le grand poème épique de l'Aristote Orlando furioso fut, au dix-huitième siècle, l'une des sources les plus constantes d'inspiration pour les compositeurs lyriques. Composé en 1732 sur un livret auquel il semble que le compositeur lui-même ait participé, mais dont l'auteur demeure inconnu, l'opéra de Haendel culmine, musicalement et dramatiquement, dans les scènes où la folle du héros peut se donner libre cours aux deuxième et troisième actes. Pour faire contrepoids à cette démenée amoureuse, l'auteur du livret lui oppose ici le sage Zoroastro qui est la sagesse même, tandis qu'une jeune pastourelle, Dorinda, incarne le bon sens, notamment lorsqu'elle chante « l'amour est un vent qui tourne la tête ».

A côté de ces personnages contrastés, l'insaisissable Medoro, rival heureux d'Orlando, et la jeune Angelica, sa maîtresse, possèdent un peu : on a peine à croire que Dorinda soupire, elle aussi, pour Medoro, et qu'Angelica s'obstine à préférer au bon Orlando un amant aussi tûle, mais c'est là la condition même des péripéties de l'histoire.

En choisissant cet ouvrage tenu généralement pour l'un des chefs-d'œuvre de Haendel et en obtenant le soutien de la ville de Caen ainsi que du Centre d'action culturelle d'Orléans et du Lézard, le Centre d'art lyrique (ARCL) a fait preuve d'un bel esprit d'initiative. Celle-ci a commencé en juillet 1983 au château de Malherbes, grandement initié à la disposition des chanteurs qui ont pu ainsi atteindre, sous la direction d'Henri Ledroit (haute-contre et titulaire du rôle-titre en alternance avec Gérard Lesne), à cette unité de style et à cette qualité de l'interprétation qui restent sans doute le trait dominant de cette production itinérante créée à Orléans le 27 novembre et qui achèvera son tour de France à Versailles le 27 janvier au terme d'une vingtaine de représentations.

A mi-parcours, ce spectacle a fait halte à Paris fin décembre au théâtre de la Bastille dans des conditions qui obligent à une certaine prudence dans la critique puisque l'ensemble instrumental, dirigé par Diego Masson et composé de musi-

ciens habitués au répertoire baroque, se trouvait placé dans un coin de la salle et, à cause de la distance, accompagnait l'opéra plus qu'il n'y participait réellement. C'est d'ailleurs qu'on attribue certaines imprécisions de l'orchestre et une sorte de laisser-aller qui contrastaient avec la justesse d'intonation, l'exactitude de la diction et la finesse stylistique des chanteurs. Après une dizaine de représentations, on pouvait imaginer que la cohésion serait devenue plus intime.

Il y a, d'ailleurs, trois ans qu'on salue les qualités éminentes d'Henri Ledroit : la conviction de son interprétation vocale et dramatique du rôle d'Orlando confirmée ce qu'on attendait ; il n'y a donc pas lieu d'y revenir, sinon pour remarquer que ces qualités ne se trouvent pas au même degré chez Vincent Darras qui incarne le Medoro trop exceptionnellement passif. Angelica (Elizabeth Bouilly) n'a pas de peine à dominer cet amoureux transi ; pour Zoroastro, on pourrait rêver d'une stature vocale plus impressionnante que celle que lui confère Daniel Salas (un peu juste, mais ne vise nullement à la qualité martiale), en sorte que la révélation de cette distribution, d'une très haute tenue et d'une parfaite homogénéité, il faut le répéter, reste la Dorinda de Catherine Dime, qui possède toute la fraîcheur et la vivacité du personnage tout dans son comportement que dans sa façon de chanter.

Le décor et les costumes d'Anne Surgers, façon « dix-huitième siècle regardant le dix-huitième siècle », ont imaginé ce que pouvait être l'audience, on ne s'attendait pas à la « mise en scène » de Christian Gauthier, est d'une efficacité remarquable dans la réclame, témoignant d'un talent certain dans la direction d'acteurs, mais elle apparaît toujours un peu superficielle dans les arts du spectacle, une fois que l'on a dépassé l'effet d'étonnement en espace : cela donne donc presque toujours une impression de remplissage, mais reste toutefois dans des limites assez raisonnables.

Prochaines représentations les 6 et 7 janvier à Orléans, le 13 à Angoulême, le 13 à Tournon-sur-Rhône, le 17 à Caen, le 20 à La Rochelle, le 21 à Poitiers, le 24 à Aix-en-Provence, les 26 et 27 à Versailles.

Deux nominations

M. JEAN LEBRAT, DIRECTEUR DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU GRAND LOUVRE

M. Jean Lebrat, ingénieur des ponts et chaussées, est nommé directeur de l'établissement public du Grand Louvre, projet d'aménagement et de modernisation du domaine national du Louvre et de ses dépendances. Rappeler que M. Émile Biagini est le président de l'établissement public.

[Né en 1933, M. Jean Lebrat a acquis l'expérience des grands travaux publics par l'Etat. Il était, depuis 1979, directeur technique de la Société d'économie mixte chargée du service de l'aménagement des Halles (SEMAH). Chef du bureau d'études du canal du Nord, de 1959 à 1963, il avait été détaché à l'établissement public de la Défense, où il s'est notamment occupé de la réalisation de la station du RER, des voiries qui y sont imbriquées, puis de la coordination du boulevard circulaire.]

PRÉCISION. — L'auteur du catalogue raisonné de l'œuvre peint d'Emile Bernard a perdu son patronyme dans l'art, que nous avons consacré à cet artiste (le Monde du 3 janvier). Il s'agit du professeur Jean-Jacques Lathé.

M. MARC BLEUSE, DIRECTEUR DU CONSERVATOIRE NATIONAL SUPÉRIEUR DE PARIS

M. Marc Bleuse, compositeur, inspecteur général de la musique chargé de l'enseignement, est nommé, pour cinq ans, directeur du Conservatoire national supérieur de musique de Paris. Il succède à M. Raymond Gallois-Montbrun, qui occupait ce poste depuis 1962, et a été nommé à la tête de la direction du conservatoire, il a dirigé de 1970 à 1974 l'école nationale de musique de Perpignan. Il a été nommé, en 1975, inspecteur principal de la musique et, en 1982, inspecteur général.

Dans son communiqué, le ministère de la culture rend hommage à son « action en faveur d'une pédagogie adaptée à notre temps », et rappelle qu'une des tâches de M. Marc Bleuse sera de « préparer et d'organiser » l'installation du Conservatoire au sein de la future cité musicale de la Villette, en 1987.

Le «Mahler», d'Henry-Louis de La Grange

(Suite de la première page.)

Il a tout lu, tout traduit, exploré les archives, aux quatre coins du monde, et les articles de presse de l'époque dans chaque ville, rassemblée les sources à la limite du possible, établi les dates des moindres faits, et de ce travail fabuleux de chartiste est sorti cette biographie, qui suit presque chaque jour la vie de Mahler, objective et lucide, mais brûlante d'enthousiasme contenu.

L'auteur ne s'est pas contenté de déverser chronologiquement un tonneau de faits. Sans cesse, il reconstitue le milieu, l'atmosphère, il cerne les dispositions d'esprit, le labeur et les rêves du musicien, l'état de ses relations avec ceux qui l'entourent, le mouvement des idées, les sondages de force, en une sorte de « sondage » permanent, étayé par des synthèses extrêmement précieuses : telles la description de la Sécession viennoise, si importante pour l'environnement humain et l'imaginaire du compositeur (pp. 242-252), l'analyse des théories séculaires de Lignier-Poe, Reinhardt, Appia, Craig, abouissant aux grandes réalisations d'Alfred Roller, sonner du régime de Mahler à Vienne, une des clés de la dramaturgie moderne jusqu'à Wieland Wagner (pp. 300-320) ; tels surtout l'immense portrait physique et moral (pp. 915-941) et le tableau passionnant de la vie et de l'œuvre de Mahler à l'Opéra (pp. 811-862).

Une nouvelle raison de vivre et de créer

C'est en effet un aspect capital de son existence et qui révèle autant son caractère que la multiplicité de ses talents. Il cumule les fonctions de directeur, chef d'orchestre et metteur en scène, parce qu'il y voyait l'unique moyen de parvenir (avec le génie décoratif de Roller) à des représentations parfaites, mais au prix d'un labeur hercule : directeur « tyrannique », dans une tension incessante avec les musiciens et les chanteurs à qui il demande toujours plus, pourchassant l'indifférence et la négligence, remettant en cause à la dernière minute ses mises en scène, répétant, inlassablement jusqu'à ce que « l'intensité du sentiment musical incendie d'enthousiasme » tous les participants pour « plonger le public dans un état de transe », Mahler finira par brûler sa vie.

S'il fut peut-être le premier directeur d'opéra moderne, s'il a laissé le souvenir de spectacles sublimes, il lui faut reconnaître que « le théâtre d'opéra permanent (avec une troupe d'une lourdeur exceptionnelle) est une institution absolument contraire à nos principes artistiques », car les productions les plus exemplaires, conquises au prix d'efforts inouïs, ne peuvent être maintenues et se dégradent rapidement. C'est la première condamnation du théâtre de répétition et l'on sait que le débat est toujours actuel.

Ce deuxième tome est aussi celui de la rencontre et du mariage de Mahler avec Alma Schindler, et l'on sait l'influence que cette femme merveilleusement belle, complexe et versatile, a eu sur sa vie et son œuvre. Mariage romanesque, où le coup de foudre arrache littéralement Alma au sommet de sa passion pour le compositeur Alexandre von Zemlinsky, mariage entre deux êtres aussi mal assortis que le feu et l'eau, où Mahler s'impose aussi tyranniquement qu'à l'Opéra : « Tu dois te don-

ner à moi sans conditions, tu dois soumettre ta vie future, dans tous ses détails, à mes besoins et ne rien désirer que mon amour », lui écrit-elle leurs fiançailles ! Vaincue, frustrée, « la nature profonde d'Alma se révéla sans cesse contre l'emprise psychique et physique » de son époux, lui infligeant à la fin de sa vie les pires tourments ; après lui avoir donné les plus grands bonheurs, « une nouvelle raison de vivre et de combattre, et bien sûr de créer ».

Cependant, à travers ces sentiments et toutes ces activités, qui mettent en scène les mille aspects de la personnalité de Mahler, on s'attachera surtout à ce qui concerne la genèse de ses œuvres et l'éclairage qu'elles en reçoivent.

Ces années marquent un tournant après les symphonies imprégnées du Knaben Wunderhorn, d'un souffle lyrique transcendant. En 1901, au cours d'une grave maladie, il a frôlé la mort, et cette expérience lui a fait que les angoisses des premières années de vie commune avec Alma propagera longuement ses ondes dans les 5^e et 6^e Symphonies et les Kinderlieder, même dans une période de bonheur sans ombres comme l'est 1904 ; les 7^e et 8^e Symphonies sont une nouvelle avancée vers un monde poétique et hymnique, avant les chants désespérés de Lied von der Erde et des IX^e et X^e Symphonies.

Il est passionnant de voir Mahler aux prises avec son génie pendant les deux seuls mois d'été qu'il octroie chaque année à son œuvre dans sa demeure de Meiering, au bord du Wörthersee : la composition en quelques instants (et presque « inconsciente ») du Tamboursg'sell ; les terreurs de la stérilité qui l'accablent fréquemment à son arrivée ; « l'émotion mystique » que le soleil au pied des Tre Croci, dans les Dolomites, et va lui permettre d'achever d'un seul jet la V^e Symphonie ; et plus encore cette invasion du « spiritus creator » qui, le premier jour des vacances de 1906, « le secoue et le fouette pendant huit semaines, lui dicte (la mortuorale) l'ultime jusqu'à ce que le plus gros soit achevé ».

Mahler dépendant est avéré de détail sur son travail et l'on sait gré à Henry-Louis de La Grange d'avoir relevé tous les indices qui peuvent nous renseigner à travers les textes et les exégèses de ses amis, qui nourrissent aussi ses grandes analyses synthétiques en fin de volume.

Un combat pathétique contre l'incompréhension

Mais il est une autre face du compositeur qui apparaît en pleine lumière : c'est le combat épuisant qu'il a mené pour faire connaître ses œuvres, dont il a dirigé les premières auditions presque partout, en Autriche, en Allemagne et à l'étranger.

Combat pathétique d'un immense créateur contre l'incompréhension la plus bornée. Pour quelques triomphes, que d'échecs et de rebuffades sous les sarcasmes d'une presse, à Vienne surtout, d'une violence incroyable. Henry-Louis de La Grange a dépouillé toutes les critiques qu'il cite abondamment pour chaque concert (et chaque représentation de l'Opéra de Vienne), à l'excès sans doute, car nombre de ces diatribes ne méritent pas tant d'honneur. On ne sera pas aussi pessimiste que l'auteur sur le rôle néfaste des journalistes, car, malgré leurs outrances, ils ont fortement contribué, par leur violence même, à la célébrité de Mahler (comme ce sera le cas de nos jours, pour Pierre Boulez). Et quant au discernement critique, le compositeur, souvent très clairvoyant (par exemple sur la Salomé de Strauss), ne s'en est pas moins lourdement trompé sur les symphonies de Dvorak (p. 65), Tchaïkovsky (p. 71), Brahms (p. 450) ou la Neuvième de Bruckner (le le comble de l'absurdité », p. 907). Mais il est de fait que lui-même a été particulièrement maltraité, non sans trouver aussi quelques brillants défenseurs.

On n'épouse pas un tel ouvrage en un compte rendu. Bien d'autres points mériteraient d'être signalés ; ainsi les rapports de Mahler avec les artistes et les personnalités les plus divers, toujours précisément situés et dépeints, et surtout les nombreux témoignages sur le talent fabuleux du chef d'orchestre, dont il ne reste, hélas, aucun document sonore. On peut du moins prédire au lecteur de multiples joies à travers cet imposant ouvrage qui se lit comme un roman vrai de Balzac ou de Tolstoï, respectant une personnalité exceptionnelle et une époque non moins fascinante.

JACQUES LONCHAMPT.

* Henry-Louis de La Grange, Gustav Mahler, tome II : l'Age d'or de l'œuvre, 1284 p., relié, avec 71 illustrations en noir, 350 F. Le troisième et dernier volume paraîtra en septembre 1984.

DANSE

Rencontre

Carlotta Ikeda, la star du Buto

Pantalon de cuir, ample chandail rehaussé de fils d'or, Carlotta Ikeda se laisse envahir par un sourire qui rehausse ses pommettes. Le temps d'un regard, on retrouve le sphinx, la bête mythique, la sorcière rouge apte à toutes les métamorphoses.

Révisée à Paris en 1978 dans un spectacle apocalyptique, le Dernier Eden, directrice du seul groupe buto féminin, Ariadone, elle est devenue malgré elle une star de la danse dont on subit la présence magnétique. « Non, je ne suis pas une vedette », affirme Carlotta Ikeda, je suis une danseuse d'une classe inférieure et je veux le rester. » Ce qui ne signifie pas qu'elle manque d'ambition. « A l'origine, dit-elle, je faisais partie du groupe du Dairakudan, mais peu à peu les hommes se sont raréfiés. C'est la raison pour laquelle je me suis retrouvée à la tête d'une compagnie de femmes. Ce n'était pas un choix politique. Mais il m'a paru intéressant d'exposer sur scène la spécificité du corps féminin et de jouer en particulier de sa fragilité ».

Le buto ou plutôt l'ankoku-buto, « danse des ténébreux », est né vers 1980 sous l'impulsion d'Hijikata, qui reste encore aujourd'hui le maître à penser. C'était alors, en réaction contre un Japon américanisé, un mouvement contestataire qui cherchait à frapper par des images choc. Dans les années 70, il a connu un déclin : « Pour la nouvelle génération, explique Carlotta Ikeda, la « danse des ténébreux » ne signifie plus rien. Pour ma part, j'ai pensé que puisque la société changeait, il fallait la suivre dans son évolution. Pour permettre au buto d'évoluer, il fallait donner la priorité à la technique de la danse ».

Au début, le buto était l'affaire de gens de théâtre, de musiciens, d'intellectuels. N'importe qui pouvait le pratiquer. Aujourd'hui, il est devenu une forme moderne de la danse japonaise. Moins conceptuel, il recherche un certain dépouillement, une simplicité, comme le no. Il y a moins d'effets, moins d'images, et le corps a plus d'importance. Mais la technique n'est pas une fin, ce n'est qu'un moyen pour aller au-delà de soi-même. L'important, c'est le désir de danser, un désir mêlé de peur, d'angoisse, et qui peut être douloureux ».

Ainsi Carlotta Ikeda refuse de considérer le buto comme une danse à caractère sacré, même si la symbolique reste attachée au bushidôisme : « Il s'agit tout au plus d'une coutume qui imprègne la vie quotidienne. L'essentiel pour moi est de transmettre une

émotion, de communiquer avec le spectateur, de le faire rêver. Et tant pis si les symboles lui échappent ».

Lorsqu'on demande à Carlotta si elle aime son corps, qu'elle a tendance parfois à enlaidir sur scène, elle éclate de rire : « Certainement, je l'aime, énormément ! C'est un instrument prodigieux. Il faut des années pour le connaître. Il y a en moi des choses encore inexprimées que je dois faire mûrir. Mon corps est comme une fleur que je dois épauler sur la scène, et pour cela je dois danser tous les jours et jusqu'à ma mort j'espère ».

Au Théâtre de Paris, Carlotta Ikeda danse un solo de soixante minutes composé en collaboration avec son chorégraphe attitré, Ko Musubushi. Tous deux paraissent antithétiques : la belle et la bête, la lumière et les ténébreux, le blanc et le noir, elle est transcendée par une pluie de sel, lui, momie couverte de déjections.

« Finalement, dit Carlotta Ikeda, nous sommes complémentaires. Moi, je procède par intuition ; lui travaille sur le concept. L'improvisation des mouvements, il choisit parmi ces mouvements, ordonne le spectacle, décide des lumières, de la musique. Mon solo, U.T.T., est un voyage, l'itinéraire d'une femme japonaise de la vie à la mort, ou peut-être de la mort à la naissance. Il est tout blanc parce que le blanc chez nous est la couleur du mariage mais aussi de la mort. Le blanc intervient également sous forme d'une pluie de sel, c'est un rituel purificateur qui renvoie à l'innocence. La signification du titre ? Si on demandait à Ko, il donnerait sûrement plusieurs interprétations. Pour moi, c'est simplement un cri, une onomatopée, comme si on recevait un coup brutal dans le ventre : UTT ! »

MARCELLE MICHEL

* Théâtre de Paris.

Images

Un album de photographies vient de paraître, réalisé par le journaliste japonais Hanaga, qui suit l'évolution du buto depuis vingt ans. Il en présente les grands maîtres, comme Hijikata et Kazuo Ohno, les différentes lignées, et les comportements. A travers cette suite d'images sulfureuses, on peut comprendre un des objectifs principaux du buto : « Montrer la beauté au sein du grotesque ».

* The Butoh (Distribution : Flammarion), 80 pages, 160 francs.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

Dans un monde de magie... Ils vivent pour l'amour et meurent pour l'honneur.



LE CHOIX DES SEIGNEURS

Avec (par ordre d'apparition) : ED DE SERA - BARBARA DE BOSS - RICH TOLAN - ROY ROSS - MARY-LOUISE MCKEY - LANA ROBERTS - GIOVANNI VENTURI - ROY TOLAN

et LEONARDO DI CAPIRO dans le rôle de "Giovanni". Présenté par "MONA CARLINO". Écrit et réalisé par CARLO DI PAULI.

Une production 1983 de LEONARDO CARLINO et NICOLA CARLINO

Distribué par "LE CHOIX DES SEIGNEURS" - 1983 - 160 pages, 160 francs.

510.000 spectateurs ont déjà vu

UN HOMME

NOMME **Jésus**

avec **RIL**

en raison du succès exceptionnel

prolongation jusqu'au 19 février 84

mise en scène **ROBERT HOSSEIN**

Location au Palais des Sports tous les jours de 12 h 30 à 19 h - FNAC et toutes agences

Par téléphone : 828.40.90 de 12 h 30 à 19 h tous les jours sauf le dimanche - Renseignements : 828.40.48

ALAI DES SPORTS

COMMUNICATION

Jeudi 5 janvier

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Téléfilm : Deux Filles sur un banc. De A. Le Page et C. Watton, réal. A. Ferrari. Avec E. Wiener, S. Haudepin. *Georgette et Marie, livrées à un mariage, reçoivent deux hommes libres, amables, gais et se laissent prendre au mirage de l'amour.*

22 h 10 Téléthèque : Armand Desjardins ou l'Orient en 16 mm. *Le portrait d'un orientaliste à travers les extraits les plus significatifs de ses œuvres télévisées.*

23 h 10 Journal.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Série : Marco Polo. De D. Butler et G. Montaldo. *Quatrième épisode des aventures du grand voyageur. Très lent.*

21 h 40 Résistances. Magazine des droits de l'homme, de B. Langlois. *Brefit : mort de fait : Pologne : parole de clandestin ; Débat à l'occasion du 35^e anniversaire de la déclaration des Droits de l'homme.*

22 h 55 Journal.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

20 h 40 Cinéma sans visa : Le jeu de la pomme. Film télévisé de V. Chytilová (1976), avec D. Riešova, J. Mrazek, B. Stojanová (v.o. sous-titré). *Une jeune sage-femme venue de la campagne travaille dans un maternité de Prague où les médecins s'interdisent un peu trop aux infirmières. Elle entreprend de donner une leçon à l'un d'eux, Don Juan impénitent. Réduite au silence après la fin du « printemps de Prague », la réalisatrice a retrouvé ici le ton fustigant, insolent, des Petites marguerites et fait passer dans la comédie une certaine critique sociale.*

Vendredi 6 janvier

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

11 h 30 Vision plus ; 12 h : Le rendez-vous d'Amik ; 12 h 30 : Atout cœur.

13 h Journal.

18 h Série : Le nouveau d'Amérique.

18 h 15 Le village dans les nuages.

18 h 40 Variétés.

18 h 55 7 heures moins cinq.

19 h Météo.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Jeu : Les petits drôles.

20 h Journal.

20 h 35 Variétés : Porte-bonheur, de P. Sabatier et R. Grumbach, avec, entre autres, Jane Birkin, Francis Huster.

21 h 55 Feuilletton : La chambre des dames. D'après J. Bourin. *Troisième épisode d'un feuilleton coquin, une fresque médiévale signée Yvonne André, assistée de Jacques Bourin. Avec Marina Vlady en mère comblée mais en femme insoumise et Henri Virlogeux, romanesque et pudique.*

22 h 50 Bravos. Magazine du spectacle de J. Artur et C. Garbin. *Magazine du spectacle de J. Artur et C. Garbin. Théâtre contemporain : le nouvel Opéra de la Bastille ; le Roi Victor, en T.R.E. ; Pleurer de rire au Théâtre Antoine, P. Desproges au Théâtre Fontaine, etc.*

23 h 35 Journal.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

10 h 30 ANTOINE. 12 h 45 Journal (à 12 h 45).

12 h 50 Journal : L'Académie des neuf.

13 h 35 Feuilletton : Les amours romantiques.

13 h 50 Aujourd'hui la vie.

14 h 55 Série : Drôles de dames.

15 h 45 Reprise : L'Histoire en question. Le dernier jour de Pompei (diff. le 15 déc.).

17 h 15 trépassés. « Ghetto Blaster », la rencontre de deux cultures et de deux musiques : celles de l'Occident et de l'Afrique.

17 h 40 Récré A2.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Des chiffres et des lettres.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Le théâtre de Boulevard.

20 h Journal.

20 h 35 Feuilletton : Fabien de la Drôme. De J. Combes et S. Lorenz, réal. M. Wyn. *Suite du grand feuilleton-vestraire. Chouchou, le héros de la série, est en France du Directeur. Une action simple, efficace, une morale manichéenne. Bref un vrai western mais une lecture politique vivante d'une des époques les plus troubles de l'histoire.*

21 h 35 Apostrophes. Magazine littéraire de P. Privat. Sur le thème : « Les intellectuels et la vérité », sont invités : Jean-Denis Brodin (l'Affaire), Jean-Marie Domenach (Lettre à mes ennemis de classe), notre collaborateur Roland Jaccard (L'âme est un vaste pays), Hélène Parnell (la Désobéissance), Claude Roy (Permis de rêver).

22 h 50 Journal.

23 h Ciné-club (cycle France années 40) : Paradis perdu. Film français d'A. Gance (1939), avec F. Gravey, M. Preste, E. Popesco, R. Le Vigan, Alerme, G. Landry. *Un jeune couple s'éprend d'une cousine et l'épouse après être devenu modèle de haute couture. La guerre de 1914 éclate. La jeune femme meurt en mettant une filleule au monde, tandis que son mari est au front. Drôle humain d'un amour brisé et de la vie d'un homme marqué par le souvenir. Grande intensité lyrique, sentimentale, émotionnelle. On appréciera particulièrement le jeu de Fernand Gravey et de Micheline Presle, celle-ci dans deux rôles.*

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

17 h Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.

18 h 50 Dessin animé : l'inspecteur Gadget.

19 h Les Jeux.

20 h 35 Vendredi : Que sont mes camarades devenus ? Magazine d'A. Campans. *Les réalisateurs Serge Audebert et Jacques Kébedian poursuivent leur travail de mise en mémoire de la*

22 h 10 Témoignages. Avec A. Liehn, écrivain tchèque engagé en France ; L. Persoud, écrivain ; E. Boudy, comédienne, et S. Toublan, rédacteur en chef des Cahiers du cinéma.

22 h 40 Journal.

23 h Prélude à la nuit. Sonate pour flûte, alto et harpe de C. Debussy.

FR3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Dessin animé : Du plomb dans la neige.

17 h 10 Maïs, qu'est-ce qui fait courir la marquette ?

17 h 23 Monsieur l'ordinateur.

17 h 35 Magazine du rock : Rocking chair.

18 h 5 Comptes sur table.

18 h 30 Paul Iribne le magicien.

18 h 45 - François le fidèle (François Mourriasier).

18 h 55 Dessin animé : les Misérables.

19 h Informations.

19 h 15 Info régionales.

19 h 35 Elle sauve les naufragés : Argos.

FRANCE-CULTURE

20 h Nouveaux répertoires dramatiques : Des chiens en lice, de P. Bouchet. Avec D. Mammel, J.-P. Claffio, R. Varte, L. Elul.

22 h 30 Nuits magiques : Le Mozambique.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées à Paris) : Lieder, de R. Strauss ; Symphonie n° 4, de Mahler, par le Nouvel-Orchestre philharmonique, dir. M. Janowski, sol. A. Auger, soprano.

22 h 30 Fréquence de nuit : Feuilletton Haendel-Hindemith ; 23 h 10, Ouverture sur le Grand Nord.

parole arménienne, à travers les exils du vingtième siècle, un voyage en Arménie soviétique, une photo de classe, vingt ans plus tard, un Arménien désormais français montre son pays d'origine.

21 h 30 Journal.

21 h 50 Ben Zimet ou la ballade du petit juif qui a trouvé une demi-lune dans un champ de maïs. Zimet chante des mélodies hébraïques, d'inspiration liturgique, d'une voix d'atonisme, sort d'un goster d'où s'échappent des milliers de mots. Un voyage aux confins de l'Europe, dans les maisons obscures des ghettos de Pologne. La réalisation, signée Jean-François Sarrat, est un mélange de décor réel (le Tori) et artificiel (superbes) et s'offre parfois quelques folies surréalistes.

22 h 45 Prélude à la nuit. Quatuor n° 14, de Mozart, par le Quatuor Rosamonde.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Dessin animé : du Plomb dans la neige.

17 h 10 Un regard d'arrête. (Les techniques de l'essai.)

17 h 35 Le monde à Paris. (Culture africaine.)

17 h 50 Les Six de Bourgogne chez M. Lorrain.

18 h 5 Au-delà de l'ombre : Evaristo.

18 h 30 Le monde des médecines différentes. (Les médecines.)

19 h 55 Dessin animé : les Misérables.

19 h Informations.

19 h 15 Infos régionales.

19 h 35 Les Indiens dans le monde contemporain.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Mathématiques.

8 h, Les chemins de la connaissance : Martin Buber ; 8 h 32, les métamorphoses de l'espace.

8 h 50, Eclat sur l'humain.

9 h 7, La maîtrise des arts du spectacle.

10 h 45, Le texte et la musique, avec Jean-Luc Lattès.

11 h 2, Musique : concert à Ville-d'Avray (à 13 h 30 et à 16 h).

12 h 5, Agnès.

12 h 45, Panorama.

14 h, Sans.

14 h 5, Un livre, des voix : Isabelle d'Égypte et autres récits, d'A. von Arnim.

14 h 47, Les après-midi de France-Culture : les inconnus de l'histoire (un prince syrien du XII^e siècle au temps des croisades).

18 h 30, Feuilletton : Le grand déchet.

19 h, Actualités magazine.

19 h 30, Les grandes avancées de la science moderne : la paléontologie.

20 h, Documentaire : L'Amérique de Reagan, par E. Laurent.

21 h 30, Musique : black and blue (le Carabac).

22 h 30, Nuits magiques : Arrêts fréquents.

FRANCE-MUSIQUE

6 h, Fréquence de nuit : 1 h, œuvres de Mozart, Schubert, Bach ; 3 h, Rachmaninov, Beethoven ; 4 h 10, œuvres de Brahms, Viotti.

6 h 2, Musique de chambre.

7 h 10, œuvres de Haydn, Elgar.

7 h 45, Le journal de musique.

8 h 12, Magazine.

9 h 2, D'une oreille l'autre : Haydn, Bartok, Weber, Dvorak.

12 h, Actualité lyrique.

12 h 35, Jazz n°1 vous plaît.

13 h, Avis de recherche : Ravel, Berberian, Sveridoff.

13 h 30, James scott : E. Elia, piano.

14 h 4, Équivalences : Langlois.

14 h 30, Les enfants d'Orphée.

15 h, L'après-midi des musiciens, ducs sur partitions : Chopin, Thomas, Spohr, Schubert.

17 h 5, Répertoire contemporain : Debout, Harel, Gratton.

18 h, L'après-midi.

19 h 5, Concert : Festival estival de Paris : œuvres de Muffat, Stadlmayer, Eberlin, Hofbauer, Houven, Biber, par la Maîtrise et l'Ensemble instrumental de la cathédrale de Salzbourg.

20 h, Jazz : Le clavier bien tempéré.

20 h 30, Concert, donné au Théâtre des Champs-Élysées en novembre 1983 : le Bal masqué, de Verdi, par l'Orchestre national de France et les chœurs d'hommes de Radio-France, dir. G. Gelpetti, chef des chœurs, M. Lasserre de Rozel, chef de chant, M. Paubon.

23 h, Fréquence de nuit : Ouverture sur le Grand Nord.

L'anniversaire de « Résistances » Deux millions de fidèles

Le magazine Résistances a un an ce mois-ci. Né en janvier dernier, ce magazine à haut risque a connu le succès de la télévision. Il a été créé avant d'être confié à la présentation et à la préparation à Bernard Langlois, fait partie aujourd'hui du paysage de la télévision. Fruit du travail de toute une équipe, journalistes de la rédaction ou collaborateurs occasionnels, il bénéficie même d'une image de marque ayant su frayer trois succès majeurs : le parti pris idéologique, la mise en spectacle de l'horreur et le ton de la lamentation. Mais après un an, il a démontré les diverses attitudes aux droits de l'homme dans le monde, de l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud. Un an : une occasion de poser à Bernard Langlois quelques questions, de dresser un bref bilan.

Résistances fait partie des émissions de prestige qu'on envoie à l'étranger dans les grandes rencontres internationales de télévision, dit Bernard Langlois. Le Québec les Pays-Bas sont en discussion avec nous pour en reprendre l'idée en l'adaptant.

— Et le public ?
— Les chiffres d'audience tournent autour de deux millions à deux millions et demi de téléspectateurs. Le courrier révèle des gens très concernés, qui ne manqueraient pour rien au monde à une émission, et extrêmement réactifs. Les militants considèrent qu'il s'agit de leur émission. Chacun des groupes d'Amnesty International, par exemple, souhaiterait que l'on traite du prisonnier politique dont il a la charge. Le magazine crée des liens particuliers avec le public.

— Vous pensez qu'il est bon de personnaliser une émission qui traite des droits de l'homme ?
— Ce n'est pas bon : c'est incontournable. Comme les présentateurs des journaux télévisés, je n'ai jamais partagé l'idée « soixante huitarde » que tout le monde peut présenter une émission.

— Peut-on évaluer l'impact des sujets dans les pays concernés ? L'effet de Résistances ?
— Très difficile ! Il y a juste un an, c'était en janvier dernier, on a réalisé à Prague, l'interview de Olga Havel, la femme de l'écrivain alors emprisonné. Il a été libéré trois mois plus tard. Je me garderais bien de prétendre que c'est grâce à l'émission. Est-ce que cela a hâté les choses ? Comment mesurer ? On se rend parfois compte plus tard de l'effet d'un reportage. Antenne 2, par exemple, n'a pu envoyer de cameraman en Pologne au moment du voyage du pape : on n'a pas eu de visa parce qu'on avait tourné clandestinement un reportage, pour Résistances justement.

— Vous vous attendiez à des pressions, vous en avez eu beaucoup en un an ?
— Non. Des coups de fil anonymes parfois, comme après le reportage sur les crimes d'homme concernant les femmes au Moyen-Orient. Pas de pressions officielles, sauf une lettre de protestation de l'ambassade d'Israël.

— Parmi tous les reportages réalisés jusqu'à présent pour Résistances, lequel vous semble le plus intéressant ?
— Presque tout ce qu'on fait dans les pays de l'Est est clandestin. En Amérique latine, où les dictatures sont plus dangereuses mais moins organisées, on trouve toujours un moyen de passer. Quant à l'Afrique, on ne s'est pas encore donné suffisamment les moyens d'y travailler.

— Michel Thoulouze parlait d'un magazine « à haut risque », pour l'équipe mais aussi financièrement. Avec des sujets qui ne reviennent pas.
— Le pourcentage d'échec n'est pas très grand, que je sache. Pour l'équipe, oui, les risques sont beaucoup plus importants. Il ne faut pas les sous-estimer ni les sur-estimer non plus. Dans les pays de l'Est, où il est très difficile de tourner, on est généralement pris en charge par des gens organisés — qui, eux, prennent de hauts risques. En Amérique latine, c'est à la fois plus facile et plus dangereux, parce que plus incontrôlé. Une équipe de télévision étrangère s'est faite massacrer au Pérou. En Asie, le mélange de bureaucratie, de castes pourries et de grand laisser-aller général permet de s'arranger. Il y a des ghettos où il n'est pas drôle d'aller...

Propos recueillis par CATHERINE HUMBLLOT.
★ Résistances, Antenne 2, jeudi 5 janvier, 21 h 40.

UNE EXPOSITION DANS LE XIII^e ARRONDISSEMENT

La préfiguration du câble parisien

Il flottait un je-ne-sais-quoi de mystère, mardi 3 janvier, dans la mairie du treizième arrondissement de Paris. Avec comme un léger parfum de défi, M. Jacques Chirac et son adjoint, M. Jacques Toubon, inauguraient l'exposition que la municipalité consacre jusqu'au 12 janvier à « La télévision par câble à Paris » (1), avec le concours du ministère des P.T.T.

Comment faire pour simuler les neuf chaînes que prévoit le projet parisien (le Monde du 11 novembre 1983) ? Il y a, bien entendu, les trois du service public. Et après ?

La Ville de Paris et les P.T.T. ont tout simplement puisé chez nos voisins. Ainsi peut-on voir sur les écrans des stands R.T.L.-Télévision, Télé Monte-Carlo (T.M.C.), Sky-Channel la chaîne anglaise par satellite qui reçoit déjà l'hôtel Méridien à titre expérimental — T.V. 5 — le groupement des télévisions européennes francophones qui diffuse également par satellite, C.T.E. ou Canal Tour Eiffel, une maquette de la chaîne municipale que voudrait promouvoir l'entourage de M. Chirac, et Télévidéothèque, autre maquette représentant ce que la vidéothèque de Paris pourrait offrir comme service.

L'ensemble « à la guéule » si l'on peut dire. Il reste que cette répétition générale, pour avoir lieu à quelque peu enfreindre ou anticiper les règles du jeu. Comme pour prendre date...

Passons sur le Marginal que C.T.E. propose aux visiteurs alors

(1) « La télévision par câble à Paris », 7, rue Philippe-de-Champaigne, 75013 Paris. De 12 h à 20 heures (soirées jusqu'à 22 heures samedi 7 janvier).

Le magnat Rupert Murdoch tente de prendre le contrôle du groupe américain Warner

Le magnat australien de la presse, M. Rupert Murdoch, vient d'annoncer son intention de prendre le contrôle du groupe américain Warner Communications. M. Murdoch, qui avait déjà porté sa participation dans le capital de Warner de 1 % à 6,7 % en octobre 1982, essaye aujourd'hui de racheter 49,9 % du géant américain. Warner avait tenté de s'opposer à cette prise de contrôle en annonçant, la semaine dernière, un accord d'association avec la société Chris-Craft.

Célèbre comme « major compagnie » hollywoodienne, le groupe Warner est aussi un des principaux propriétaires de réseaux câblés aux États-Unis par l'intermédiaire de sa filiale commune avec American Express (Warner Amex) et un des leaders du jeu vidéo, grâce à sa filiale Atari. Les pertes récentes de

cette dernière société ont entraîné pour Warner un déficit de 425 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 1983.

Le groupe de M. Murdoch possède de nombreux intérêts dans la presse américaine : le Chicago Sun Time, le Boston Herald, le New York Post, le New York Magazine et le Village Voice lui appartiennent. Mais le milliardaire américain s'est récemment diversifié dans l'audiovisuel. Il a pris le contrôle de la société britannique Satellite Television, qui diffuse par l'intermédiaire du satellite européen E.C.S. 1 un programme de télévision privée à destination des réseaux câblés européens. M. Murdoch a acheté également aux États-Unis, la firme Skyband, qui s'apprête à lancer un service de télévision directe par satellite.

LA SOCIALE (Fr.) : Lumière, 9 (246-45-07).

A TELLEMENT DE PAYS POUR ALLER (Fr.) : Maxis, 4 (278-47-46).

MARGAMES (A. v.o.) : Forum Orient Japon, 15 (233-42-26) ; Ciné Beaubourg, 5 (271-52-36) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (720-76-23) ; Mariposa, 3 (359-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 15 (379-90-81) ; Parisienne, 14 (329-83-11) ; Kinepanorama, 15 (306-50-50) ; 4V.L. Impérial, 2 (742-72-52) ; Richesse, 2 (233-56-70) ; Bertiz, 2 (742-533) ; Breizh, 6 (222-57-97) ; Fauze, 13 (331-60-74) ; Mistrail, 14 (39-52-43) ; Public City, 18 (222-01) ; Gannon Cambre, 20 (536-96).

(A.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-33) ; Épis de Bois, 3 (337-57-47).

Grandes reprises

OR (Fr.) : Temples (H. sp.), 24-56.

(A. v.o.) : Paramount, 18 (606-34-25).

NESE NOW (A. v.o.) : Action, 5 (354-51-60).

STOCROCATS (A. v.o.), Napo, 17 (380-41-46).

BAS FORD (Fr.) : St-

des-Ars, 6 (336-40-25).

DE RUNNER (A. v.o.) : Rivoli

bourg, 4 (272-63-32) ; (v.l.) :

de Nigé, 2 (306-02-56).

NOUVEAU ET LES SEPT

ANS (A. v.o.) : Grand Rex, 2 (236-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-57) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-91-88) ;

Royale, 8 (256-92-66) ; U.G.C. Es-

pag, 8 (359-15-71) ; U.G.C. Gobe-

lin, 13 (336-23-44) ; Mistrail, 14 (539-10) ; U.G.C. Carpentier, 15 (39-20-64) ; Mistrail, 16 (531-98-75) ;

polino, 16 (536-63-42) ; Public Ci-

ty, 18 (222-46-01).

CLASH QU'ON DIT CHARNEL

(A. v.o.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).

AINS L'AMOUR CHAUD (A. v.o.) : Studio Bertrand, 7 (75-64-66).

ET LA PEAU (A. v.o.) : Saint-

Yn, 5 (354-50-91).

NO MILLE DOIGTS DU DOCTEUR

12 (A. v.o.) : Action Christine

18 (222-46-01).

DE VERRE (A.) : Olympia

bourg, 6 (633-97-77).

ES DE LA FOLIE ORDINAIRE

(A. v.o.) : Temples (H. sp.), 3 (272-63-32).

ONTES DES MILLE ET UNE

NS (H. v.o.) : Champso, 5 (51-60).

VIDE (A. v.o.) : Studio G

5 (354-72-71) ; Bote à Film, 17 (44-21).

ANUELLE (Fr.) : Paramount

18 (222-46-01).

PIRE DES SENS (Jap. v.o.) : (**)

aphies (H. sp.), 3 (272-64-56) ;

Inter, 14 (321-41-01) ; Grand Pavois,

(554-46-45).

ENFANTS DU PARADIS (Fr.) :

inlugh, 16 (285-64-44).

SEARHEAD (A. v.o.) : (**)

scorial sp.), 13 (707-28-04).

TABLOÏDE EXHIBÉ DE DO

LD ET DES CASTORS JUNIORS

(v.l.) : Napo, 17 (755-63-42).

AN LA TULIPE (Fr.) : Acadia,

(H. sp.) (164-83-83) ; Rialto

83, 19 (607-67-61).

IV ET ALEXANDRE (Sud. v.o.) :

slagh, 16 (285-64-44).

RUD (Dan. v.o.) : Maxis, 4 (278-47-46).

DE SHELTER (A. v.o.) : Vidéo-

6 (325-60-34).

SEMENTS PROGRESSIFS DU

ASTRE (H. sp.) (Fr.) : (**)

Denfert, 3 (321-41-01).

MIETT (A. v.o.) : Studio Bertrand,

17 (544-46-45).

L'AFFAIRE (A. v.o.) : Rauslugh,

6 (285-64-44).

LDIOT (Jap. v.o.) : A-Bazin, 13 (337-57-47).

IMPOSSIBLE M. BÉBÉ (A. v.o.) :

Acacia, 17 (764-97-83).

IEREMIAH JOHNSON (A. v.l.) : Ca-

lypso, 17 (380-90-11).

ESUS DE NAZARETH (H. v.l.) :

Grand Pavois, 15 (544-46-45).

JONATHAN LIVINGSTONE LE CO-

LAND (A. v.o.) : St-Ambroise (H. sp.),

11 (700-89-16) ; Clacchos, 6 (633-10-82).

AURA (A. v.o.) : Action Christine,

6 (325-60-34).

OLITA (A. v.o.) : Action Christine,

6 (325-60-34) ; Olympia Balzac, 8 (561-10-60).

MAÎTRESSE DU LIEUTENANT

RANÇAS (A. v.o.) : Rialto, 19 (607-67-61).

MARIAGE DE MARIA BRAUN

(A. v.o.) : Rialto, 19 (607-67-61).

IGHT EXPRESS (A. v.o.) : (**)

12 (308-11-69).

LIARDIERE (A. v.o.) : Action

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

La palette du « blanc »

On retrouve, dans les nouvelles collections de linge de maison, les mêmes tendances qu'en décoration : romantisme et géométrie.

Pour le lit, tons pastels et chemises poétiques avec les draps « Réverie », paysage estampé (Anne de Solène), « Vénus » crayonnée en rose ou parme (Tat Lapidus) et le petit homme de Folon, partant dans l'espace avec un croissant de lune comme valise, dans un dégradé en pointillés de bleu et rose saumon (Trois Saisons). Douceur également avec des guirlandes de rubans en fine trame rose ou bleue (Olivier Desforges), des fleurs plates sur un fond de légers rayures (Printemps) et l'esquisse de petits arcs-en-ciel (Monoprix). Le linge de toilette en éponge de velours de Christian Dior est à rayures taffetas gris pâle, orange, bleu et blanc.

Les nappes sont comme des aquarelles : paniers d'où sortent feuillages et fleurs, en rose, jaune, vert et gris (José Houel) et bouquets pastels sur un fond de tonnelle (L'invogue).

Des dessins géométriques et des effets de mosaïque représentent la seconde tendance du blanc 84. Primrose Bordier a composé un patchwork de couleurs fraîches pour la parure de lit « Tazalane » de Descamps ; mêmes tonalités pour des motifs en étoile, à la façon des quilts américains (Bassett). Des tissus unis, jaunes, verts, roses, gris et marine, sont assemblés pour former un grand dessin géométrique sur la housse de couette « Aïna » d'Agathe. Très sobre, un drap est imprimé de chevrons et de ton bordeaux ou tabac (Galerias Lafayette).

Sur des serviettes en tissu éponge, jeux de triangles en rose, vert, orange ou bleu sur fond gris jaspé (Daniel Hechter) et losanges géométriques en rose, gris et champagne pour « Quarter » de Jallie.

La nappe « Penjab », de Georges Moutet, est traversée par une triple rayure bordée de fils de Luxe, sur fond rose ou cuivre. « Géométrie » est une nappe gris perle ou bleu turquoise à motifs des années 30 réactualisés par Primrose Bordier (La Jacquard française).

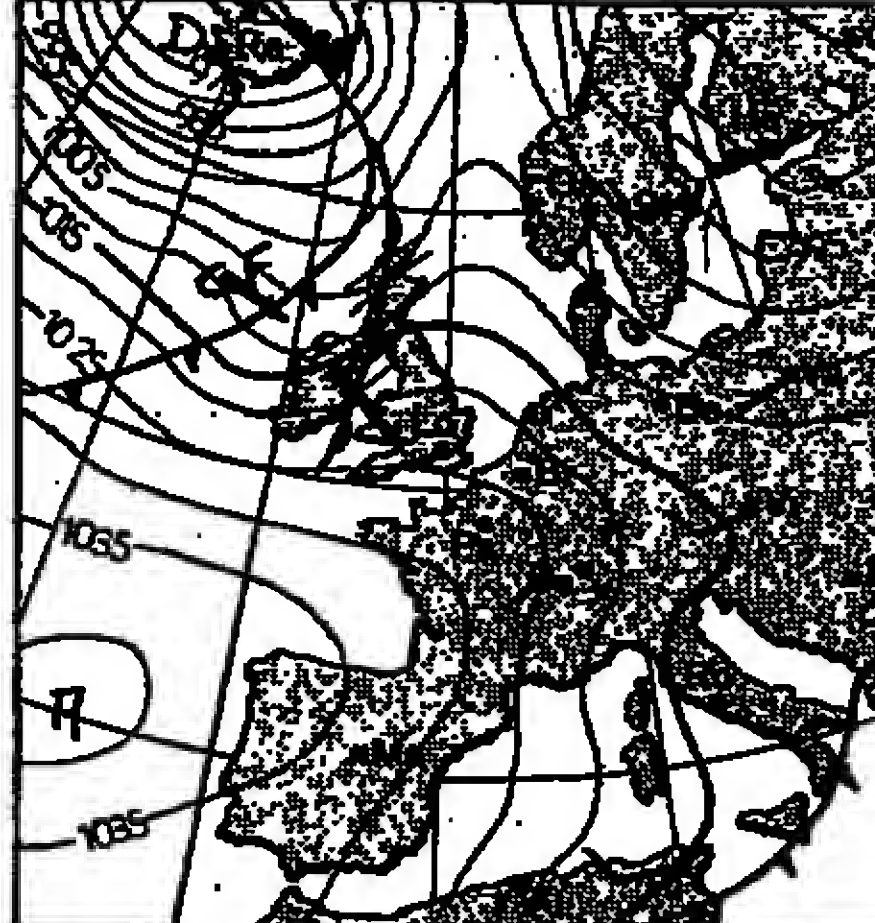
Pour les dynamiques qui aiment les couleurs vives, Mary Quant a dessiné une housse de couette jonchée de grosses fleurs tropicales (« Richmond », de Dorma). Larges rayures grises placées sur fond rouge, ou de ton noisette sur bleu vif, pour une autre housse de couette doublée de jaune, avec serviettes et peignoir éponge assortis (La Redoute). Tonique aussi, la nappe en toile cirée de Zofie Flostad où le violet des figures éclate sur le rouge uni (Vénita).

Pour la chambre des juniors, le choix des dessins devient intéressant. Les petits alimenteront le village de couleurs tendres de Frenaux et les pingouins, morses ou chouettes très stylisés dessinés par Clou, Zekine, Française vivant au Canada (Garnier-Thibaut). Les passionnés de jeux vidéo retrouveront leurs graphismes colorés sur les draps, taies et housses de couette « Vidéomania » de Springmekid. Les plus grands rêveront d'exploits dans les draps décorés de motos (Cantax) ou de voiliers (Béa).

JANY AUJAME.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5.1.84 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le jeudi 5 janvier à 0 heure et le vendredi 6 janvier à minuit.

En bordure est de l'anticyclone, un vent de Nord-Ouest rapide et frais balaye la France. Dans ce courant perturbé, des zones de pluie et de neige touchent tour à tour toutes les régions.

Vendredi : début de matinée nuageuse avec pluie en plaine et neige en montagne à basse altitude, des Pyrénées et de l'Aquitaine au Massif Central, au Jura et au nord des Alpes. Localement, sur le Massif Central, attention aux pluies verglaçantes. Sur la moitié nord et en bordure de la Méditerranée, ciel souvent dégagé avec seulement des nuages passagers. Les températures au lever du jour seront à nouveau partout positives, le pôle de fraîcheur restant le Nord-Est avec environ 0° C. Il fera 2 à 3° C dans les régions de l'intérieur et 4 à 5° C sur les côtes de la Manche, de l'Atlantique et de la Méditerranée.

En cours de journée, le temps deviendra variable sur la majeure partie de la France. L'instabilité se développera mais les avertissements seront assez rares sur la moitié ouest. Les avertissements touchent surtout les régions à l'est de la Seine, le nord des Alpes et le Jura. Ciel assez menaçant également sur les Pyrénées par moment. Dans la vallée du Rhône, le Mistral soufflera.

En milieu d'après-midi, il fera 2 à 4° C de l'Alsace à la Franche-Comté, 4 à 6° C ailleurs. Les températures au coucher du soleil seront à nouveau une pointe à plus de 10° C en bordure de la Méditerranée.

Complément météo pour le week-end

Pendant deux ou trois jours, le vent de Nord-Ouest continuera à souffler sur la France. Une nouvelle perturbation va traverser le pays du nord-ouest au sud-est dans la journée de samedi.

Depuis le milieu de la semaine, des quantités assez importantes de neige fraîche sont tombées régulièrement sur tous les massifs même à basse altitude.

Samedi matin, neige à basse altitude sur Vosges et Jura. L'après-midi, les Pyrénées seront aussi touchées. Il ne gèlera au-dessus de 1100 mètres, sur le Massif Central.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 5 janvier 1984 :

UNE LOI

Portant modification du code du travail et relatif au congé parental d'éducation et au travail à temps des parents d'un jeune enfant.

DES ARRÊTÉS

Relatifs aux caractéristiques techniques et aux prix des logements neufs à usage locatif bénéficiant de prêts aidés par l'Etat.

Relatifs aux caractéristiques techniques et aux prix de revient des immeubles bâtis, améliorés ou acquis et améliorés avec l'aide de l'Etat pour y aménager des logements locatifs.

Relatifs aux prix témoins des logements améliorés ou acquis et au concours de l'internat de pharmacie et la répartition de ces postes entre les inter-régions pour l'année 1984.

PRÉVISIONS POUR LE 06.01.84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 6 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



Massif Central, neige vers 300 mètres d'altitude puis vers 900 mètres, dans les Alpes, la limite d'enneigement sera entre 600 et 800 mètres.

Dimanche, le ciel se dégagera en milieu de journée sur les Pyrénées, les Alpes, le Jura et les Vosges, le ciel restera chargé presque toute la journée, mais il ne neigera que par intermittence.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 5 janvier à 7 heures de 1027 millibars, soit 770,3 millibars de moyenne.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours

de la journée du 4 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 4 au 5 janvier) :

Alger, 12 et 6 degrés ; Amsterdam, 7 et 2 ; Athènes, 16 et 7 ; Berlin, 6 et 1 ; Bordeaux, 9 et 0 ; Bruges, 5 et -1 ; Brest, 8 et 4 ; Casen, 8 et 3 ; Churbourg, 7 et -1 ; Clermont-Ferrand, 6 et -1 ; Dijon, 5 et -4 ; Grenoble, 7 et 1 ; Lille, 6 et -1 ; Lyon, 6 et -1 ; Marseille-Marganne, 9 et 4 ; Nancy, 3 et 0 ; Nantes, 8 et 1 ; Nice-Côte d'Azur, 14 et 5 ; Paris-Le Bourget, 6 et -2 ; Pau-Montsouris, 6 et 1 ; Pau, 7 et 0 ; Perpignan, 10 et 5 ; Rennes, 8 et 1 ; Strasbourg, 5 et 2 ; Tours, 6 et 0 ; Toulouse, 7 et 1 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 22.

Températures relevées à l'étranger :

Alger, 12 et 6 degrés ; Amsterdam, 7 et 2 ; Athènes, 16 et 7 ; Berlin, 6 et 1 ; Bordeaux, 9 et 0 ; Bruges, 5 et -1 ; Brest, 8 et 4 ; Casen, 8 et 3 ; Churbourg, 7 et -1 ; Clermont-Ferrand, 6 et -1 ; Dijon, 5 et -4 ; Grenoble, 7 et 1 ; Lille, 6 et -1 ; Lyon, 6 et -1 ; Marseille-Marganne, 9 et 4 ; Nancy, 3 et 0 ; Nantes, 8 et 1 ; Nice-Côte d'Azur, 14 et 5 ; Paris-Le Bourget, 6 et -2 ; Pau-Montsouris, 6 et 1 ; Pau, 7 et 0 ; Perpignan, 10 et 5 ; Rennes, 8 et 1 ; Strasbourg, 5 et 2 ; Tours, 6 et 0 ; Toulouse, 7 et 1 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 22.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

SAMEDI 7 JANVIER

« Exposition Turner », 11 heures, Grand Palais, M° Saint-Germain.

« Le Musée Marmottan », 15 heures, 2, rue Louis-Bouilly, M° Bouquet des Champs.

« Les appartements de la duchesse de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M° Les Epagnettes (Caisse nationale des monuments historiques).

« Exposition Turner », 17 h 30, Grand Palais (Les amis de l'histoire).

« G. de La Tour et les Le Nain », 10 h 30, Musée du Louvre, porte Denon (Arcus).

« La Comédie », 15 heures, dans le hall (Arts confères).

« Turpin », 15 h 30, Grand Palais (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Hôtel de Lassay », 15 heures, métro Chambre-de-Deputés (M° Haubert).

« Enchantement de Mozart », 15 heures, 12, rue Monsieur (Paris et son histoire).

« Turner », 11 h 30, Grand Palais (Visages de Paris).

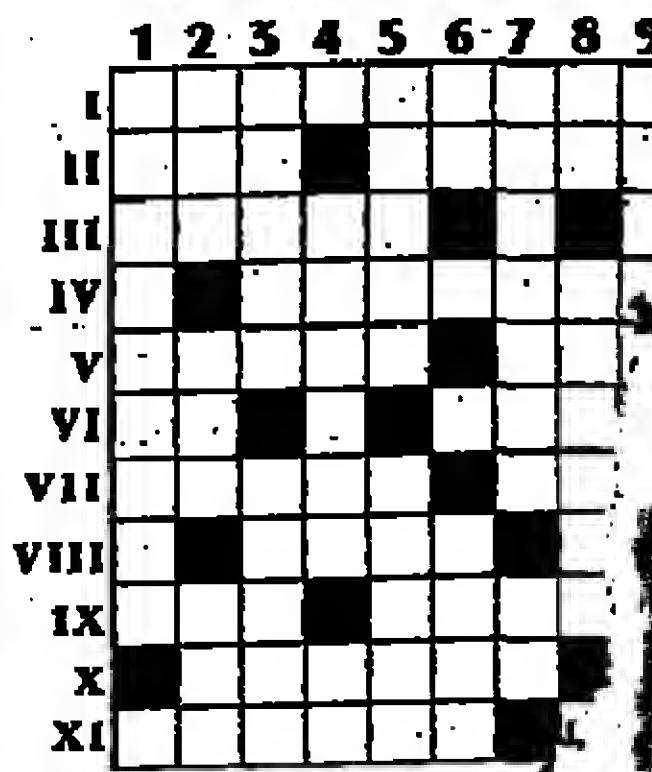
CONFÉRENCES

15 heures : Amphithéâtre Bachelard, 1, rue Victor-Cousin, M. G. Barthélemy : « Technologies appropriées et pratiques » (Université populaire de Paris).

15 heures : 1, rue Malot, M. de Sully : « La chanson antillaise » ; M. J. Raouy : « Le cirque en-Il en train de mourir » ; M. P. Bertrand : 1984, année de l'Europe » (Le Nouveau Fan-bourg).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3618



HORIZONTALEMENT

I. Se fâchaient royaleme République, non sans égar. II. Un sage s'en contente. III. N'épargna Louis qu'on lui avait conf. IV. Ce que fait à grande conf. V. Se fait battre avant de se donner, tout masochisme exclu. VI. Eclat de rire. Bombe ou une fin pour celui qui le fait. VII. Un tel chasseur se préoccupe plus de la classe que de la chasse. VIII. Oï se brisent bien des lames. IX. Fit prendre des matrons à ses bleus pour une question de Noïr. Titi ou Toto. X. Porte les palmes. XI. Victimes d'une purge au sonnet. Alternative.

VERTICALEMENT

1. Doit son succès à des mouvements de troupes légères ne manquant pas de panache. 2. Tributaire d'un lien affectif ou effectif. Trahit celui qui l'aime. Cardinal que l'on ne saurait concevoir sans aube. 3. Jeter à terre dans un louable dessein. Preuve d'une incontestable bonne foi. 4. Extrémisme d'une plante parois proche de l'algue. 5. Unité de compte du somnolier. Personnage. Culaboy. 6. Particule d'appui. Ne s'entendent pas toujours bien. 7. Héros romantique de Walter Scott. Personnel. 8. Négation. Se font gratter sur les côtes. 9. Unités de force. Chante au paradis.

Solution du problème n° 3617

Horizontalement

I. Vedette. II. Epica. Ube. III. Niche. An. IV. Téta. V. Ruinait. VI. Ore. Te. VII. Lénifier. VIII. Oe. Pro. IX. Gélus. Ut. X. Us. Ob. XI. Insulté.

Verticalement

1. Ventriloque. 2. Epieu. 3. Diction. 4. Echanillor. 5. Te. A.E.F. Ubu. 6. Sid. 7. En. Inter. 8. Bal. Ar. 9. Tentis. Ut.

GUY BROUTY.

loterie nationale

TERMI-NAISON	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES	TERMI-NAISON	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES
1	11 81 641 701 891 9 191 49 841	200 200 500 500 500 3 000 10 000	6	43 846	10 000
2	42 1 102 9 272 9 342	200 2 000 2 000 2 000	7	7 147 397 757	100 600 600 600
3	3	100	8	648 848 2 988 96 198 96 198	500 500 2 000 10 000 10 000
4	384 334	500 500	9	09 359 439 739 959 989 9 789 60 549 671 309	200 500 500 500 500 500 2 000 10 000 4 000 200
5	65 9 075 42 385 44 535 50 575	200 500 10 000 10 000 10 000	0	330 960 0 290 2 000 79 030 267 510	500 500 2 000 2 000 10 000 1 000 000
6	166 326 4 916 06 556	500 500 2 000 10 000			

LOTTO 2 22 26 27 28 37

TIRAGE N° 01

NUMERO COMPLEMENTAIRE 10

Tranche des Rois

TIRAGE DU 4 JANVIER 1984

loterie nationale

Finale et numéro	Les sommes à payer sont indiquées tout compris pour un billet entier
4	Tous les billets terminés par 4 gagnent 100 F dans toutes les séries
6	Tous les billets terminés par 6 gagnent 100 F dans toutes les séries
21	Tous les billets terminés par 21 gagnent 200 F dans toutes les séries
	Tous les billets terminés par 21 gagnent 400 F dans toutes les séries
534	Numéros gagnants dans toutes les séries
	Sommes gagnées
0345 1345 2345 3345 4345 5345 6345 7345 8345 9345	400 F
0354 1354 2354 3354 4354 5354 6354 7354 8354 9354	500
0435 1435 2435 3435 4435 5435 6435 7435 8435 9435	400
0453 1453 2453 3453 4453 5453 6453 7453 8453 9453	400
0534 1534 2534 3534 4534 5534 6534 7534 8534 9534	4 100
0543 1543 2543 3543 4543 5543 6543 7543 8543 9543	400
7367	Numéros gagnants
	Sommes gagnées
3077 10 000 F 1 000 F	7367 10 000 F 1 000 F
3776 10 000 1 000	7376 10 000 1 000
6377 10 000 1 000	7377 10 000 1 000
6757 10 000 1 000	7378 10 000 1 000
6773 10 000 1 000	7379 10 000 1 000
7295	Numéros gagnants
	Sommes gagnées
2579 10 000 F 1 000 F	7295 10 000 F 1 000 F
2697 10 000 1 000	7296 10 000 1 000
2758 10 000 1 000	7297 10 000 1 000
2795 10 000 1 000	7298 10 000 1 000
2897 10 000 1 000	7299 10 000 1 000
2975 10 000 1 000	7300 10 000 1 000
3075 10 000 1 000	7301 10 000 1 000
3175 10 000 1 000	7302 10 000 1 000
3275 10 000 1 000	7303 10 000 1 000
3375 10 000 1 000	7304 10 000 1 000
3475 10 000 1 000	7305 10 000 1 000
3575 10 000 1 000	7306 10 000 1 000
3675 10 000 1 000	7307 10 000 1 000
3775 10 000 1 000	7308 10 000 1 000
3875 10 000 1 000	7309 10 000 1 000
3975 10 000 1 000	7310 10 000 1 000

ARLEQUIN

TIRAGE DU 4 JANVIER 1984

Le Monde

DI MANCHE

Dans son numéro du 8 janvier

Fonctionnaires de père en fils

Goût du service de l'Etat. facilités familiales. recherche de la sécurité... La fonction publique, à la base comme au sommet, a ses dynasties.

Une enquête de Michel Heurteaux

SPORTS

AUTOMOBILISME

La nouvelle formule 1 de Ligier est financée en partie par le Loto

Guy Ligier, constructeur de monoplace de formule 1, a pris un nouveau départ mercredi 4 janvier, dans les rangs du premier étage de la tour Eiffel à l'occasion de la présentation de la J.S.-23 ; la voiture qui défendra ses couleurs dans le prochain championnat du monde. Après deux années de problèmes dus essentiellement à l'échec de son association avec le groupe P.S.A., le constructeur vichyssois a réuni cette fois assez d'argent pour espérer figurer honorablement sur les circuits.

Ses ressources proviennent désormais du Loto qui, dit-on, lui verserait 45 millions de francs et de son partenaire privilégié Gitanes qui se contentera, cette fois, de donner 12 millions de francs par l'intermédiaire de la Société d'exploitation industrielle de tabacs et d'allumettes (SEITA), Anta, filiale d'ELF, qui est le partenaire de Renault-Sport, souscrit aussi.

Au total, 70 millions de francs environ sont tombés dans l'escarcelle de l'écurie française. Ce ne sera peut-être pas suffisant pour espérer rivaliser, cette année encore, avec les écuries britannique ou italienne. Ligier bénéficiera des moteurs turboalimentés de la régie Renault dans la version nouvelle qui a été définie le 13 décembre dernier, et de la présence de deux nouveaux pilotes, l'italien Andrea de Cesaris et le français François Hesnault, qui ont pris la place de Jean-Pierre Jarier et du Brésilien Raoul Bosc.

A défaut d'être déjà célèbre, le pilote italien, âgé de vingt-cinq ans, fait partie des grands espoirs du pilotage en formule 1. Ce n'est pas en-

core le cas du Français dont le marais, à vingt-sept ans, demeurait modeste.

La J.S.-23 est, en tout cas, dans la lignée de ses devanciers. Elle est belle et loin d'avoir le goût de la J.S.-17, première Ligier, que beaucoup considéraient comme la plus esthétique conçue à Vichy. Elle ressemble étrangement à la Brabham qui a gagné le dernier championnat du monde de formule 1. Heureux message !

GILLES MARTINEAU.

● Darriche hors course dans rallye Paris-Alger-Dakar. - La première épreuve spéciale du rallye Paris-Alger-Dakar, disputée en Algérie, entre Chelaba et In-Salhi, vu les victoires de Gaby et de Drobecq, Honda. L'équipage Darriche-Giroux sur Lada a été mis hors course à la suite de difficultés de carter et de bielle.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bouvy-Méry (1944-1967) Jacques Faure (1967-1982)

Imprimerie : Le Monde, 5, rue de Valenciennes, PARIS-IX

Reproduction interdite de tout ou partie sans accord avec l'administrateur

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.

ISSN : 0395 - 2037

مركز الأمل

LE CARNET DU Monde ÉCHECS

Naissances

M. et M^{me} LÉON THOULOUSE, M. et M^{me} Jean-Daniel THOULOUSE, M. et M^{me} Éric THOULOUSE, sont heureux d'annoncer la naissance de leur enfant, petite-fille, arrivée petite-fille, petite-fille et fille.

Angie,
44, rue Véron,
Alfortville (94).

Nicole HIRSCH et Richard ZALMANSKI ont la joie de faire part de la naissance de leur enfant.

Lou,
le 29 décembre 1983,
130, avenue du Maine,
75014 Paris.

Décès

On nous prie de faire part du décès survenu à Paris le 28 décembre 1983 à l'âge de quatre-vingt-sept ans, de

M^{me} Eugénie BESNAUDOU,
née C. DESNAYES.

De la part des familles:
Besnaudou, Antona, Delord, Harviel, Michel, Heime et Zarka.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité au cimetière du Montparnasse.

Le docteur Jean Grosbois, 54, rue de la Chapelle, 75010 Paris, a la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean GROSBOIS, née Simone Lecoq, avocate à la Cour d'appel d'Orléans, ancien bâtonnier de l'Ordre, chevalier de l'Ordre national du Mérite, survenu le 2 janvier 1984.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 4 janvier 1984, en l'église et à la chapelle de Saint-Marc d'Orléans, dans l'intimité.

46, rue Saint-Marc,
45000 Orléans.

M^{me} André JASSERON, René Jasseron, Marcelle et Philippe Tison et leurs enfants, Huguette Jasseron, Antoinette et Pierre Jasseron, et leurs enfants.

Les familles Daber, Tison, parentes et alliées,
font part du décès de

M. André JASSERON,

survenu à Paris le 23 décembre 1983.

Nous apprenons la mort de M. Pierre-Jean MOATTI, préfet de région Ivoire.

décédé à l'âge de soixante et onze ans, le 15 janvier.

Né le 21 janvier 1912 à Constantine (Algérie), licencié en droit, avocat à la Cour d'appel de Paris, Pierre-Jean Moatti avait commencé en 1935 une carrière administrative comme attaché au cabinet du sous-secrétaire d'État aux Travaux Publics. Nommé sous-préfet hors classe en octobre 1944, il avait été chef de cabinet du ministre de l'Intérieur en novembre de la même année, puis directeur du cabinet de Paul Ramadier, président du conseil en 1947. Nommé préfet de première classe en 1949, il avait été directeur de l'administration générale. Professeur honoraire en 1981, Pierre-Jean Moatti a été à la tête de plusieurs départements ministériels et a été nommé préfet de la région Bourgogne en 1983. Il avait pris sa retraite en 1977.

De la part des familles:
Besnaudou, Antona, Delord, Harviel, Michel, Heime et Zarka.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité au cimetière du Montparnasse.

Le docteur Jean Grosbois, 54, rue de la Chapelle, 75010 Paris, a la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean GROSBOIS, née Simone Lecoq, avocate à la Cour d'appel d'Orléans, ancien bâtonnier de l'Ordre, chevalier de l'Ordre national du Mérite, survenu le 2 janvier 1984.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 4 janvier 1984, en l'église et à la chapelle de Saint-Marc d'Orléans, dans l'intimité.

46, rue Saint-Marc,
45000 Orléans.

M. Paul MOISE-MOREL, Le docteur et M^{me} Michel Louy-Moise, Laurence Moise-Morel, M. et M^{me} Jean-Pierre Korn, M. et M^{me} Raymond Korn, Le docteur et M^{me} Robert Moise, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Paul MOISE-MOREL, née Huguette Korn,

survenue à Strasbourg le 28 décembre 1983, après une courte maladie, à l'âge de cinquante-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu le 30 décembre 1983, à 13 heures, à la Robertsau, 67000 Strasbourg.

M^{me} Pierre PASQUIER, docteur en pharmacie, chevalier de la Légion d'honneur,

survenue à Paris, en son domicile, le 27 décembre 1983.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

2, rue de l'Arrivée,
75015 Paris.

Shakri Hanna Shammam et son épouse Olga, Maria Rita Karachuk, Shakri et Samir Muram Shammam, ont la très grande douleur de faire part du décès de leur fils, époux et père,

Muram Shakri SHAMMAM,

survenu le 2 janvier 1984, à la suite d'un accident d'aviation, à Chambéry (Savoie).

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 6 janvier 1984, à 13 h 45, en l'église Saint-Georges-Bizet, 7, rue Rénée, à Paris-16, suivie de l'inhumation au cimetière de Montmartre.

Les condoléances seront reçues par la famille à son domicile, 30, avenue Marceau, à Paris-8, les samedi 7 et dimanche 8 janvier 1984.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond TExIER,

le 4 janvier 1984, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

De la part de M^{me} Raymond Texier, son épouse, M. et M^{me} Pierre Texier, Louis-David et Wilfried, Le docteur et M^{me} Jean-Louis Texier, Anne, Mathieu, Simon et François, M. et M^{me} Guy Texier, Clara, Benjamin et Jean-Baptiste, ses enfants et petits-enfants, M^{me} François Texier et ses filles, M. et M^{me} Laurent Texier et leurs enfants, M^{me} Georges Texier et sa famille.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 6 janvier 1984, à 13 h 45, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, à Paris-16.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

70, boulevard Flandrin,
75116 Paris.

M^{me} Roger VEZIN, son épouse, M. et M^{me} Jean-Marie Vezin, M. François Vezin, M. et M^{me} Patrice Vezin, M. Bertrand Vezin, Jean-Baptiste, ses enfants et sa famille.

Benoit, Marie, Marie-Sabine, Thomas, Antoine, Aurélie, Jean-Baptiste, Clarisse, Raphaële, Erwan, Mathilde et Adeline Vezin, ses petits-enfants, Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de M. Roger VEZIN.

La messe d'enterrement aura lieu le vendredi 6 janvier 1984, à 13 h 45, en l'église Saint-Dominique, sa paroisse, 28, rue de la Tombe-Isaïre, à Paris-14.

Cet avis tient lieu de faire-part.

48, rue de la Santé,
Paris-14.

Avis de messes

Une messe à l'intention de

M. Philippe de BUSSY, rappelé à Dieu le 30 décembre 1983, sera célébrée le lundi 9 janvier 1984, à 18 heures, en l'église Saint-Philippe du Roule, 134, faubourg Saint-Honoré, à Paris-8.

De la part de M^{me} Philippe de Bussy, Ses enfants et leur famille. Ni fleurs ni couronnes.

SCIENCES

LES SOVIÉTIQUES FRANCHISENT UNE ÉTAPE DANS LA MAÎTRISE DE LA FUSION THERMONUCLÉAIRE

Des physiciens soviétiques travaillant sur la fusion thermonucléaire contrôlée ont porté, selon l'agence Tass un plasma (gaz ionisé) à une température de 30 millions de degrés pendant 0,15 seconde. Ce qui est une étape vers la maîtrise de la fusion thermonucléaire en vue de produire de l'énergie. L'expérience a été faite dans le Tokamak-10 de l'Institut Kourchatov de Moscou, un tube annulaire où le plasma est maintenu concentré par de forts champs magnétiques, tandis que d'autres champs magnétiques induisent dans le plasma un courant électrique qui l'échauffe. Mais l'ingrédient essentiel en est un chauffage supplémentaire fourni par quatre gyrotrons, qui sont des « tubes » d'ondes d'ondes de très haute fréquence (environ 80 milliards de hertz), construits à l'Institut de physique appliquée de Gorki. Les ondes sont absorbées par le plasma, et lui communiquent leur énergie.

Le chauffage par micro-ondes est une technique étudiée depuis plusieurs années pour amener le plasma à une température de l'ordre de 100 millions de degrés, nécessaire à l'amorçage des réactions de fusion entre noyaux atomiques. En France, une température de 20 millions de degrés a été atteinte en 1981.

KASPAROV

DEVANCE KARPOV

AU CLASSEMENT DE LA FIDE

Garry Kasparov, 2 710 points ; Anatoli Karpov, 2 700. Pour la première fois depuis 1975, l'actuel champion du monde ne se trouve pas en tête du classement annuel de la Fédération internationale d'échecs (FIDE). Karpov perd, sur 1982, dix points tandis que Kasparov en gagne vingt. Quant à Kortchnoi, il passe de la douzième à la troisième place.

La situation est identique chez les femmes, où la Suédoise Pia Cramling, qui n'est même pas qualifiée pour le tournoi des prétendantes, devance de vingt points la championne du monde Maya Tchibourdanidze.

CLASSEMENT 1983

Hommes : 1. Kasparov (U.R.S.S.), 2 710 points ; 2. Karpov (U.R.S.S.), 2 700 ; 3. Kortchnoi (Suisse) et Ljubojevic (Yougoslavie), 2 635 ; 5. Anderson (Suède) et Vaganian (U.R.S.S.), 2 630 ; 7. Portisch (Hongrie), 2 625 ; 8. Huebner (R.F.A.) et Tal (U.R.S.S.), 2 620 ; 10. Hort (Tchécoslovaquie), Polugavsky (U.R.S.S.) et Spassky (U.R.S.S.), 2 615 etc.

Femmes : Cramling (Suède), 2 405 points ; 2. Tchibourdanidze (U.R.S.S.), 2 385 ; 3. Alexandria (U.R.S.S.), 2 370 ; 4. Gapiandzevili (U.R.S.S.), 2 330 ; 5. Amulovskaya (U.R.S.S.), 2 300 etc.

(Publicité)

ROGER LÉON ANNONCE LE RETOUR DE MADD

et avant travaux solde son Entrepôt 20, rue Tronchet Paris 8^e, où l'on marque l'événement par une vente à des prix démentés. Pour LUI : pulls, chemises griffées, et tout le prêt-à-porter masculin. Pour ELLE : pulls angora chaussettes, des robes, des pantalons et un rayon sports d'hiver extra. Il faut en profiter dès aujourd'hui de 10 à 19 heures, 20, rue TRONCHET, Paris 8^e.

GENTLEY SOLDE
ses vêtements de luxe pour Hommes
20 av. Franklin-Roosevelt
Métro : St-Philippe-du-Roule

OFFRES D'EMPLOI	la ligne T.T.C.	la ligne T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	83,00	98,44
IMMOBILIER	25,00	29,85
AUTOMOBILES	55,00	66,42
AGENDA	55,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADEES	la ligne T.T.C.	la ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

OFFRES D'EMPLOIS

Société de peinture en gros recherche **SECRÉTAIRE COMPTABLE** niveau BAC G2. Déclaration fiscale, charges sociales, 2 ans d'expérience, sérieux. Libre rapidement. Adresser C.V. photo à : SOCIÉTÉ GAILOU, M. ALFON, 29, r. de Poissy, 75005 Paris.

INFORMATIS GESTION
de projets collectifs réseaux et bases de données.

ANALYSTES ET PROGRAMMEURS
- COSOL OPS & IDS, TDS, BURROUGHS, MEDIM, SYSTEM 4000, cobol avec télé-écran.

HOMME SYSTEME
IBM, VM/CMS, DOS/VSE.

POSTES A RESPONSABILITE
26, r. Daubenton, P. 337-49-22.

ÉDUCATEURS-TRICES
spécialistes en éducation des enfants, du 3^e au 6^e âge. Contacter 636-86-20, h. n.

ÉLECTROMÉCANICIEN
Expérience, répar. outils portatifs. Ayant travaillé, tourneur, bon salaire. JUREALD, 207-12-23.

COLLABORATEUR (TRICE)
Expérimenté (e)
5 ans minimum
Env. C.V. et photo à : M. J. P. 3.747, 10, rue de la Chapelle, 75010 Paris. Cadre-02 qui transmet.

ORGANISATEURS
- Formation supérieure.
- 5 ans min. d'expérience.
- Qualités contact et animation. Sérieuses références exigées.
Env. C.V. et photo à : M. J. P. 3.747, 10, rue de la Chapelle, 75010 Paris. Cadre-02 qui transmet.

CHEF DE PUBLICITÉ
Expérience presse informatique souhaitée. Responsable ventes espaces, contact presse et animation. Libre rapidement. Envoyer C.V. à : M. J. P. 3.747, 10, rue de la Chapelle, 75010 Paris. Cadre-02 qui transmet.

capitaux propositions commerciales
Société en formation déléguée fait appel à des personnes actives, cherche actionnaires (titre 1.000 F) pour prise participation dans entreprises industrielles et commerciales. Document, renseignements, sous le n° 16.285, Agence HAVAS, B.P. 501, 31002 Toulouse Cedex.

formation professionnelle
- Vous êtes intéressés par le phénomène d'INFORMATION DES BUREAUX ?
- Vous avez le goût du contact et de la négociation ?
- Vous avez des connaissances en emploi et vous habitez Paris ?
- Vous avez un minimum de formation à la vente de matériel informatique ?
- Vous êtes prêts à vous consacrer à temps plein à cette formation ?
Envoyez curriculum vitae à : GRETA DU TERTIAIRE, 70, bd Beaumarchais, 75017 Paris. Tél. 226-01-85 et 627-63-33.

travail à domicile
J.F. 27 ans, excellente dactylo, très bonne rédactrice, tous documents traités, anglais, espagnol, allemand, respectés. Travail impeccable. Tél. 358-78-37.

DEMANDES D'EMPLOIS
SECRETARIAT-ACCUEIL
J.F. 26 ans, secrétaire dactylo, bonne présentation, exp. en emploi, secrétariat accueil. Env. C.V. à : M. J. P. 3.747, 10, rue de la Chapelle, 75010 Paris. Cadre-02 qui transmet.

Titulaire DES, prévision économique, nat. portugaise, cherche emploi dans bureau d'études économiques ou organisme économique M. BARRON, 185, avenue Pasteur, 01700 St-Maurice-de-Beynost (16-71856-13-10).

L'immobilier

appartements ventes

3^e arrdt
Original 3-4 P., tout conf. imm. de 1930, 2 étages, 2 p. de 300.000 F. Tél. 508-83-84.

5^e arrdt
NEUF IMMEUBLE TRÈS GRAND LUXE
RESTE 8 APPARTEMENTS 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 9

SOCIAL

LA REPRISE DE LA NÉGOCIATION SUR L'ASSURANCE-CHOMAGE

Le C.N.P.F. pourrait reprendre à son compte la proposition de F.O.

Après huit réunions, qui n'ont pas permis un rapprochement des points de vue en présence, les négociations sur le futur système d'assurance-chômage peuvent-elles encore déboucher sur un accord ?

Telle est la question qui se pose alors que deux nouvelles réunions sont prévues pour les 5 et 10 janvier et que l'actuelle convention, signée en 1958, révisée en 1979, puis dénoncée en 1982 par le C.N.P.F., cesse légalement d'exister au 31 janvier

Cette nouvelle est importante car, si l'on s'en tient aux positions adoptées jusqu'à présent par les partenaires sociaux, l'échec paraît probable. Hormis des points de friction qui ne sont pas secondaires, loin s'en faut, la divergence essentielle entre les syndicats et le patronat porte en effet sur le préalable absolu que pose ce dernier de la séparation de l'actuelle UNEDIC en deux systèmes distincts (l'un d'assurance, qui relèverait des cotisations salariales versées par les employeurs et les salariés ; l'autre de solidarité, qui serait financé par l'Etat) ; les organisations syndicales ayant laborieusement élaboré un front commun pour proposer un système croisé dans lequel la participation de l'Etat serait clairement identifiée, mais l'autonomie de l'organisme paritaire garantie.

Querrele de mots ? Nuances ? A voir l'acharnement des deux parties à faire prévaloir leur logique, il est évident que le débat recouvre, au-delà des principes, des intentions et des politiques différentes. Tandis que le C.N.P.F. souhaite obtenir la totale maîtrise d'un système équilibré qui marquerait, sans ambiguïté, les limites de ses responsabilités présentes et à venir dans le chômage, les syndicats recherchent, tout à la fois, une protection inchangée - voire améliorée - des chômeurs indemnisés et l'assurance que le patronat de l'UNEDIC n'aboutira pas à la création de deux catégories de chômeurs ou, pis encore, à l'abandon de dizaines de milliers de personnes par le système d'assurance.

L'optimisme du C.N.P.F.

Malgré l'existence de ces deux positions inconciliables en apparence, le C.N.P.F. affiche son optimisme, au moment d'aborder la dernière ligne droite des négociations. Pour M. Chotard, l'idée d'une séparation de l'actuelle UNEDIC s'est progressivement imposée aux délégations syndicales. Le vice-président du C.N.P.F. se félicite de voir que « nos deux conditions, l'autonomie et l'équilibre financier, ont enfin été reconnues par ce qu'il est devenu ». Autrement dit, les syndicats savent désormais que, pour sauver l'UNEDIC, organisme paritaire, ils doivent se résigner à accepter l'objectif premier du C.N.P.F., à savoir se débarrasser de la tutelle de l'Etat, ou de

1984, après une ultime prolongation d'un mois. Au-delà, l'Etat serait amené à intervenir et à légiférer par ordonnance.

Mais les événements se précipitent. Dans la matinée du 5 janvier, le C.N.P.F. laissait ainsi entendre qu'il pourrait accepter la dernière proposition de F.O., formulée lors de la séance du 21 décembre.

« Nous avons été mandatés très fermement », commente le négociateur du C.N.P.F. Pour ce faire, rien n'est trop beau aux yeux de M. Chotard. Il reconnaît aisément que le système d'assurance-chômage a joué un rôle d'amortisseur des difficultés, par le passé, et que « nous en avons d'autant plus besoin aujourd'hui » que la gestion du chômage apparaît comme une nécessité pour entreprendre les restructurations industrielles. Affirmant que « le patronat représente plus encore que le gouvernement, une constante de la vie sociale », M. Chotard considère qu'il vaut mieux s'entendre avec nous - et se déclare prêt à « aller jusqu'au bout » pour faciliter un accord.

Au cours des deux prochaines réunions, M. Chotard veut bien envisager toutes les solutions pour améliorer les durées, les dégressivités ou les niveaux d'indemnisation. Ainsi, il se propose d'accepter, dans certains cas, que les demandeurs d'emploi ayant travaillé trois mois et non plus six mois soient maintenus dans le système d'assurance. « Je suis sûr que tout sera signé le 10 janvier », conclut M. Chotard, qui aurait donc, en outre, opéré un rapprochement avec F.O.

Les organisations syndicales n'arrivent pas à des conclusions aussi optimistes. L'unité réalisée le 14 décembre, s'est bien vite fissurée. La C.G.C., déjà favorable à l'idée de séparation de l'UNEDIC n'a pu faire sa spécificité. Puis elle a même accentué en revendiquant une indemnisation à 65 % du salaire antérieur à partir de 5300 francs, ce qui favorisait surtout les cadres. Le patronat serait prêt à prendre en compte cette démarche mais proposait plutôt une garantie de prestations au moins équivalente à 60 % du salaire antérieur. F.O., qui avait été à l'origine de la contre-proposition intersyndicale établie à partir d'un projet amendé de la C.F.D.T., a soudainement avancé une seconde proposition en son nom propre, créant à son tour la consternation dans les rangs syndicaux.

Or, dans cette négociation, il apparaît que les attitudes de F.O. et de la C.F.D.T. sont déterminantes, même si, par bravade, M. Yvon Chotard se déclare prêt à signer un accord avec une seule organisation - comme cela

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION A L'USINE TALBOT DE POISSY

La C.F.D.T. a proposé à la direction la mise en chômage technique des 1 905 licenciés

La situation est demeurée confuse et tendue toute la journée de mercredi à l'usine Talbot de Poissy. Après les violents incidents qui, malgré les efforts des responsables C.F.D.T. pour calmer les esprits, ont fait dans la matinée 39 blessés, selon le médecin de l'usine, de nouveaux heurts se sont produits vers 17 heures faisant quatre blessés légers, alors que des régleurs tentaient de faire repartir une chaîne.

En fin d'après-midi M. Jean-Pierre Noual, secrétaire de la section C.F.D.T., a présenté une ouverture : « La situation est très grave et il faut en sortir, c'est pourquoi nous proposons cette nouvelle ouverture sur la base du non aux licenciements ». M. Noual a demandé à la direction de Talbot de mettre en chômage technique les 1 905 personnes concernées par les licenciements, proposition que selon lui la direction a refusé sans vraiment « fermer la porte ».

La Fédération de la métallurgie C.F.D.T. a estimé dans une lettre au premier ministre que cette mise en chômage technique « pour une durée de trois mois serait mise à profit pour discuter des conditions de retour au pays sur la base du volontariat et pour préciser les autres éléments pouvant contribuer au traitement social des surajustés ». La reprise du travail dans la dignité et le calme passe par cette négociation. L'union régionale C.F.D.T. de France organise une manifestation le 5 janvier devant le siège de Peugeot à Paris pendant la réunion du conseil d'administration. Quant à la direction de Talbot, elle a décidé d'assigner la C.F.D.T. en référé en procédure d'urgence pour le remboursement des heures de travail perdues lors de la journée de mardi (soit 3 millions de francs). Le tribunal de Versailles rendra son jugement vendredi.

Dans une interview à Europe 1, M. Georges Granger, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie C.F.D.T., a par ailleurs affirmé que « les précédents usagers par le gouvernement de M. Mauroy étaient parfois pires que ceux de M. Barre ». Il a de nouveau dénoncé le fait que cet accord P.S.A.-gouvernement « ait été concocté dans le dos des organisations syndicales ». Dans un communiqué, M. Jack Ralite a démenti que l'accord ait « été négocié par le

ministre de l'emploi avec la seule C.G.T. ». M. Ralite indique qu'il a rencontré les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. le 14 décembre avec M. Bérégovoy et ajoute que « le samedi 17 décembre avec M. Pierre Mauroy, premier ministre, il a rencontré les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. de la métallurgie pour les informer des résultats et des ententes qu'il avait eues » avec la direction de P.S.A. « Au surplus il leur a précisé au nom du gouvernement qu'il y avait des discussions dans l'entreprise entre les syndicats et la direction ».

Dans un communiqué, M. André Sainjon, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie C.G.T., souligne que son initiative d'un référendum « a été favorablement et massivement accueillie par les travailleurs quelle que soit leur appartenance syndicale. Au point que les autres organisations syndicales dans l'entreprise ont été conduites, les uns après les autres à admettre la nécessité d'une telle consultation. (...) Le dernier mot doit revenir aux travailleurs ». Symboliquement, mercredi, M. Abbe, Ghaziz, secrétaire du syndicat C.G.T. de Citroën-Aulnay, était présent à Talbot-Poissy, s'entretenant avec les immigrés. La section F.O. de l'usine a indiqué que, au cours d'une entrevue avec la direction, elle a « dénoncé la présence de plus en plus importante d'éléments exé-

rieurs à l'entreprise, aussi bien sous l'étiquette C.G.T. que C.F.D.T. ». F.O. a critiqué « l'irresponsabilité dont certains font preuve », ajoutant que la C.G.T. joue le « pompier pyromane ».

Le bureau exécutif du parti socialiste a mis en garde, dans un communiqué, contre « tout ce qui contribue à diviser entre eux travailleurs français et immigrés, toute aggravation des divisions syndicales, toute violence ou surenchère minoritaire » qui peuvent permettre à la direction de P.S.A. de « pratiquer la politique du pire ». Pour le P.S., la gauche ne porte aucune responsabilité dans la situation actuelle de Talbot, qui « résulte des choix gouvernementaux erronés du groupe privé P.S.A. (...) » et qui compte aujourd'hui « c'est que des garanties strictes soient données aux travailleurs et à leurs organisations syndicales pour former et reclasser les salariés qui restent touchés par des licenciements. Le parti socialiste demande aux pouvoirs publics d'être particulièrement vigilants sur ce point ». Soutenant des discussions tripartites sur l'aide au retour des travailleurs immigrés qui le demandent, le P.S. attend de la direction de P.S.A. qu'elle confirme « publiquement les engagements qu'elle a pris, à la demande du premier ministre, d'investir 1,2 milliard de francs sur l'entreprise Talbot, garantissant ainsi son avenir ».

La police est intervenue

(Suite de la première page.)

C'est une véritable guerre de position qui dévaste B3. Ce ne sont plus seulement des boulets, mais tout ce qui peut faire loud, tout ce qui peut faire mal. Toutes les pièces métalliques qui peuvent s'arracher le sont. On lance du haut des passerelles des pièces de carrosserie entières. Près d'une heure, une longue heure durant, les contre-attaques succèdent aux attaques. « Les gars, on se repète. On va faire le plein », lance un non-gréviste. Quelques sourires de satisfaction : « Qu'est-ce qu'on leur a fourni dans la guéule. Mais aussi des mines contrariées : « Les bagnoles, qu'est-ce qu'elles vont déguster. Elles dégustent, en effet, servant de bouchiers improvisés.

« Il faut se défendre, sinon à midi il n'y a plus d'usine. Toute la ligne accumule des jours durant par la machine se décharge. Pas un « homme en bleu » qui n'ait les mains pleines. Les plus violents sont cependant une dizaine d'hommes en civil, qui ont amené leur fronde avec eux. « Les journalistes sont témoins que nous avons été agressés militairement », dit M. Jean-Pierre Noual.

Tout au long de l'affrontement, les militants C.F.D.T., effondrés, débordés, paillardés pour certains, s'efforcent de canaliser le courant de haine. « Maintenant, j'ai peur », dit M. Noual. Vers 8 h 30, sur ordre de la direction, la machine avance le B3. La C.F.D.T. est intervenue auprès de la direction pour réclamer l'envoi de C.R.S., que les deux camps commencent à attendre sur le parking, en un face-à-face haineux. Le jour se lève sur un B3 dévasté. Dix minutes, un quart d'heure de trêve dans l'aupe glacée. Un millier de non-grévistes jettent deux cents ou trois cents projectiles. L'été étonné. Soudain, la machine charge à coups de boulets emportés dans les poches, forçant les grévistes à se réfugier dans l'usine. Un vigile traîne la correspondance d'Antenne 2 au milieu des projectiles. « Ah ! tu les as excités hier, connaisse ! » Violentement pris à partie des deux côtés, les journalistes de télévision sont dix, vingt, cent fois sommés de s'expliquer.

Dans l'usine, on s'organise pour soutenir un siège. On amoncelle des projectiles. En guise de barricades, on dispose devant l'entrée des carrosses de voitures arrachées à la chaîne. Trois accès du B3 sont gardés « militairement ». Un bruit court : la direction aurait demandé aux non-grévistes restés dehors de refaire vers le B4 et le B5.

Peu importe, les préparatifs continuent. « On ne va pas se laisser massacrer », dit M. Jean-Pierre Noual, qui contribue à disperser les lances à incendie ; si on peut éviter le contact physique, ce serait mieux. Mais on se défendra. Le préfet a averti la direction que la C.S.L. allait donner l'assaut. Lors de la charge du parking, c'est vrai, les « hommes en bleu » avaient été la place à une dizaine de centimètres en civil armés de matraques, cognant pour cognant. Un hélicoptère survole l'usine.

« Les travailleurs empêchés de travailler ont réagi avec leur corps, avec leurs tripes. Nous revendiquons la direction depuis trois mois, mais elle ne contrôle pas la situation. Elle n'est même pas capable de vendre les voitures », crie Hervé Martin, secrétaire de la C.S.L., qui se défend d'avoir donné des « consignes de violence ».

A 10 h 30, on déplorait, selon les observations, une trentaine de blessés dont deux, gravement atteints. A l'appel de la direction, les cars étaient arrivés sur le parking, mais les non-grévistes n'avaient pas encore commencé à y embarquer. Certains journalistes, sur le parking, ont vu tirer des coups de feu. Le comité d'entreprise était toujours prévu pour 10 heures.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

Peugeot va prendre ses distances à l'égard de Talbot

Peugeot va prendre ses distances juridiquement et financièrement à l'égard de Talbot. Après avis des comités des deux établissements, dont la tenue était prévue à 10 heures jeudi matin, Automobiles Peugeot devrait réagir dans l'après-midi un conseil d'administration. Celui-ci devait décider la cession des 95 % du capital détenus par la société dans la S.N.C.-Talbot à deux sociétés « écrans » Talbot-S.A. (pour 95 % et SORA S.A. pour 5 %). Des conseils d'administration de ces deux sociétés, convoqués dans la soirée de jeudi, devaient entériner ces décisions. Ce montage juridique a pour avantage, avoue la société, d'éviter à Automobiles Peugeot d'être entraîné dans un éventuel

dépôt de bilan de Talbot, comme c'est la règle pour tous les associés d'une société en nom collectif.

Cette décision sera donc de fait à l'avenir et de menace (le Monde du 29 décembre). Avant un éventuel dépôt de bilan, il faudra que cette décision soit enregistrée au tribunal de commerce, puis que l'usine soit fermée. De plus, si un dépôt de bilan intervenait avant six mois, le tribunal de commerce saisi pourrait légalement ne pas tenir compte de cette modification juridique et, en conséquence, y associer Automobiles Peugeot. Il s'agit donc plutôt d'une mesure conservatoire à moyen terme.

(Publicité)

APPEL D'OFFRES POUR LA FOURNITURE D'EQUIPEMENTS POUR LE PORT DE BEYROUTH

Le conseil du développement et de la reconstruction, commission portuaire, met en adjudication internationale sous pli fermé la fourniture, pour le port de Beyrouth, des équipements suivants :

1. Deux grues mobiles de 60 tonnes ;
2. Deux chariots élévateurs à fourches diesel de 35 tonnes ;
3. Cinq chariots élévateurs à fourches diesel de 13,5 tonnes ;
4. Treize chariots élévateurs à fourches diesel de 5 tonnes ;
5. Vingt-neuf chariots élévateurs à fourches diesel de 3 tonnes ;
6. Vingt-cinq transpalette de 1 tonne ;
7. Dix voitures de service pour six à sept personnes.

Cette adjudication aura lieu au :
Siège de la commission portuaire
Immeuble de l'Electricité du Liban (11^e étage)
Rue de France - Beyrouth - Liban
Le 15 mars 1984 à 10 heures (heure locale)

Les personnes intéressées pourront se procurer les cahiers des charges relatifs à cette adjudication au siège ci-dessus mentionné, moyennant le paiement de 750 livres libanaises pour chacun des articles 1, 2, 3, 4, 5 ou 250 livres libanaises pour chacun des articles 6 et 7.

L'achat de ces équipements étant financé par la Banque internationale pour le développement et la reconstruction, seules sont admises les fournitures originaires des pays membres de la BIRD et de la Suse.

Les offres doivent parvenir à la commission avant 12 heures du dernier jour ouvrable précédant la date de l'adjudication.

Le président du Conseil du développement et de la reconstruction : Docteur Mohamed ATALLAH

AFFAIRES

EN PROPOSANT UN MAGNÉSCOPE EN 8 MM

Kodak s'attaque au marché de la vidéo

Le numéro un mondial de la photographie, Kodak, se lance dans la vidéo. La société américaine a présenté, le 4 janvier, un système de vidéo portable (caméra-magnétoscope) qui sera commercialisé aux Etats-Unis à partir de l'été au prix de 1 599 dollars (13 500 F environ).

Baptisé Camcorder, ce système utilisera une videocassette au nouveau format 8 mm.

On sait que les principaux constructeurs mondiaux - Philips et plusieurs firmes japonaises - ont défini, dans le cadre d'un comité mondial, les normes d'un nouveau standard 8 mm destiné en principe à se substituer aux trois standards actuels (V.H.S., Betamax et V. 2000). Les tenants du standard V.H.S. (la société japonaise J.V.C. notamment), qui domine 70 % du marché mondial, semblaient cependant peu désireux de promouvoir ce nouveau format. Un débat avait opposé en France, à l'automne 1982, ceux qui prédisaient l'arrivée rapide du 8 mm et ceux qui voulaient miser sur le V.H.S. à travers un accord avec J.V.C. C'est cette solution qui l'avait emporté, Thomson signant un accord avec J.V.C. pour fabriquer des magnétoscopes classiques V.H.S.

L'initiative de Kodak risque donc fort de relancer la bataille. D'autant que la firme américaine a développé son système vidéo en 8 mm en coopération avec les groupes japonais Matsushita pour l'appareil et T.D.K. pour les bandes magnétiques. La vidéo-

cassettes 8 mm auront une durée de quatre-vingt-dix minutes et pourront être lues à directement sur un écran de T.V. normal à travers un simple décodeur.

Philips avait présenté un système similaire à l'automne dernier lors du premier Vidcom à Cannes, mais avec une cassette d'une durée d'une heure seulement.

Kodak, qui a souffert ces dernières années de la concurrence japonaise sur le marché de la photo, reprend donc l'offensive. Son objectif, apparemment, est double. D'une part, le groupe suit l'évolution technologique de l'électronique qui fait « éclater » les barrières entre les secteurs traditionnels (photo, vidéo, super-8, etc.).

D'autre part, il apparaît comme l'un des vecteurs de la volonté américaine de reconquérir une large partie du marché de la vidéo, abandonné jusqu'à maintenant aux Japonais. Certes, pour ce faire, il coopère avec Matsushita et T.D.K. Mais cette « collaboration » s'inscrit, elle aussi, dans la nouvelle stratégie industrielle des Etats-Unis qui impose aux firmes japonaises - dans l'automobile et l'électronique notamment - de s'associer aux groupes américains sur les nouveaux produits s'ils veulent conserver une part des marchés conquis.

Pour l'Europe, pour la France et Thomson, cette alliance américano-japonaise représente en tout cas un risque majeur.

J.-M. O.

ALAIN LEBEAUE.

مقاومة الإصم

ÉNERGIE

Les hausses de tarifs prévues en 1984 ne permettront pas à G.D.F. d'éponger son déficit

Le secteur de l'énergie, plus que d'autres, illustre bien les contradictions de la politique gouvernementale, partagée entre le souhait à la fois de rétablir la vérité des tarifs publics, de réduire le déficit budgétaire et de maîtriser l'inflation. Après le charbon, le dossier gaz, moins spectaculaire mais tout aussi épineux, montre les limites de l'exercice.

Le problème posé était fort complexe : Gaz de France, qui a perdu l'an passé 2,5 milliards de francs, était soumis à réajuster, dès 1984, comme les autres entreprises publiques, l'équilibre de ses comptes. Dans le même temps, le gouvernement, contrairement à ses engagements passés, demandait à l'établissement de prendre en charge le surcoût « politique » du gaz algérien estimé en 1984 à 1,4 milliard de francs — découlant des accords signés en 1982 avec l'Algérie et que l'Etat, à l'époque, avait accepté de prendre directement en charge (sur une ligne budgétaire du ministère des relations extérieures).

Or, sans même cette contribution supplémentaire, Gaz de France ne pouvait atteindre l'équilibre qu'en augmentant massivement ses tarifs. 70 % de ses dépenses sont, en effet, liées au coût de son approvisionnement — qui est très sensible à l'évolution des cours du dollar. Les économies de gestion demandées par les pouvoirs publics ne pouvaient, au mieux, apporter qu'une réduction de 1,5 à 2 % de ses dépenses totales.

G.D.F. avait donc établi trois hypothèses de travail à partir du cours moyen du dollar prévisible en 1984 : une devise à 7,50 F nécessitant, pour équilibrer ses comptes, une hausse des tarifs de 5 % sur l'année, à 8 F, une hausse de 8 %, et à 8,50 F (cours actuel), une hausse de 11 %. La prise en charge du surcoût du gaz algérien majorait ces augmentations nécessaires de trois points.

Outre que les pouvoirs publics ne sont guère prêts à accepter des augmentations de tarifs publics supérieures à 10 % pour 1984 — l'objectif visé pour l'inflation est de 5 % —, des augmentations de prix excessives risquent de mettre en cause l'avantage tarifaire indiscutable dont bénéficie G.D.F. vis-à-vis des autres sources d'énergie (électricité et fuel) et de conforter la dépendance à moyen terme, fondée sur un élargissement de sa part du marché. Ce gain de consommation est en effet indispensable si l'établissement veut, dans les années à venir, écouler

la totalité du gaz qu'il recevra au titre des contrats signés. Dès en 1983, l'équilibre entre ses livraisons et ses ventes n'a pu être atteint que grâce à un stockage accru : au total, quelque 27,3 milliards de mètres cubes ont été livrés en France, alors que la consommation n'a guère dépassé les 25,5 milliards de mètres cubes (chiffres de 1982).

La solution retenue par les pouvoirs publics est une cote mal taillée entre ces différentes contraintes. G.D.F. sera autorisé à augmenter ses tarifs de 5 % le 15 février, puis, une seconde fois de manière « substantielle », à l'automne. Il est toutefois peu probable que ces hausses atteignent les 14 % an anse pleine nécessaire pour éponger le déficit. C'est pourquoi l'objectif d'équilibre des comptes de l'établissement a été officiellement repoussé à la fin de 1985. C'est-à-dire qu'une nouvelle fois G.D.F. enregistrera en 1984 un déficit qui, en l'absence de subvention budgétaire, sera nécessairement financé par un alourdissement de son endettement (qui frôle déjà 30 milliards de francs). Cela ne résout pas les problèmes à moyen terme de l'établissement.

Gaz de France risque dès l'an prochain d'être obligé de ne pas enlever la totalité des quantités prévues par ses contrats, ce qui, compte tenu des clauses en usage, s'avérerait fort coûteux (la clause « take or pay » prévoit que le gaz non enlevé doit être payé). Des accommodements existent, certes, dans certains cas — avec les Pays-Bas notamment —, mais les contrats signés avec l'U.R.S.S. et l'Algérie offrent en revanche peu d'issues.

G.D.F. a entamé avec l'U.R.S.S. des négociations pour revoir en baisse le prix du gaz livré, mais il devra enlever dès 1984 un peu plus de 1 milliard de mètres cubes supplémentaires, et, dès 1986, quelque 3 milliards de mètres cubes de plus. Quant au contrat algérien — dont le bien fondé peut, avec le recul, être mis en question, même si depuis deux ans les montants des grands contrats conclus avec ce pays par l'industrie française ont été multipliés par 2,5 — il offre encore moins de souplesse. L'Algérie a pourtant accepté de négocier sur les quantités des contrats passés avec la Belgique, l'Italie ou l'Espagne ; mais, pour l'instant, il ne semble pas que les autorités françaises soient prêtes à rouvrir la négociation.

V. M.

Pour prendre le contrôle de la compagnie

PENNZOIL S'ALLIE AVEC L'UN DES FILS DU FONDATEUR DE GETTY OIL

Pennzoil, une petite société créée, et M. Gordon Getty, fils du fondateur Paul Getty et principal actionnaire de la Getty oil, quatrième compagnie pétrolière américaine, se sont mis d'accord pour acquérir la totalité du capital de Getty oil, pour une somme d'environ 5,3 milliards de dollars (45,05 milliards de francs). Pennzoil avait lancé la semaine passée (le Monde du 30 décembre) une offre publique d'achat sur 20 % du capital de la compagnie, tentant de profiter du désaccord existant entre ses dirigeants actuels et ceux de ses principaux actionnaires, dont M. Gordon Getty, opposés à la politique de diversification engagée depuis quelques années.

L'alliance conclue entre Pennzoil et M. Gordon Getty, qui détient 40,20 % du capital, devrait leur permettre de racheter les 59,8 % d'actions de Getty restant dans le public pour une valeur de 110 dollars par action. A l'issue de l'opération, Getty oil fusionnera avec une compagnie dont le Sarah C. Getty trust (appartenant à M. Gordon Getty) détient 57 % et Pennzoil 43 % du capital. M. Getty deviendra président de la nouvelle société et M. M.J. Hugh Liedtke (président de Pennzoil) le directeur général. L'accord prévoit en outre la vente d'une filiale de Getty oil spécialisée dans l'assurance, le produit de cette vente étant versé aux anciens actionnaires de la compagnie.

LE GROUPE MESA EST MIS EN MINORITÉ PAR LES ACTIONNAIRES DE LA COMPAGNIE PÉTROLIÈRE GULF OIL

Les dirigeants de Gulf Oil, la cinquième compagnie pétrolière américaine, ont gagné la première manche de la bataille qui les oppose à un groupe d'actionnaires minoritaires. Ce groupe, conduit par M. T. Boone Pickens, président d'une autre compagnie pétrolière, Mesa, bien moins importante que la Gulf, a acquis récemment 21,7 millions d'actions de Gulf (soit 13,2 % du total) et, jouant sur les règles en vigueur précédemment au sein du groupe pour les nominations du conseil d'administration, espérait obtenir un ou plusieurs sièges. Lors d'un vote, réécemment, de l'ensemble des actionnaires (dont 86 % étaient représentés), les dirigeants de la Gulf ont obtenu 52,7 % des suffrages, pour approuver un transfert de sa domiciliation dans l'Etat du Delaware. Ce transfert permettra à Gulf de modifier les procédures d'élection au conseil d'administration. Le vote, considéré comme une sorte de référendum parmi les actionnaires de la compagnie, n'en a pas moins empêché M. Pickens de proposer au conseil une modification de la rémunération des actionnaires. Bien que minoritaires, M. Pickens et ses associés représentent cependant le premier groupe d'actionnaires de la Gulf, et les dirigeants de la compagnie peuvent difficilement les ignorer.

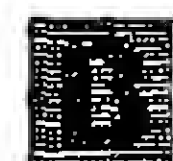
LE PRIX DU SUPER PASSE A 5,04 F PAR LITRE DANS LA RÉGION PARISIENNE

Le Comité des prix a entériné, le 4 janvier, la hausse pour le mois de janvier des prix des produits pétroliers. Cette hausse atteint 8 centimes par litre de super, qui passe en région parisienne à 5,04 F le litre. 9 centimes pour l'essence (passant à 4,71 F le litre), 9 centimes pour le gasoil (passant à 3,80 F) et 4 centimes pour le fuel domestique, qui passe à 2,63 F. Cette hausse résulte de divers ajustements : le relèvement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) d'une part, la fixation à 8,15 F (au lieu de 8 F le mois précédent et 8,38 F au cours réel) de la valeur du dollar, pris en compte dans le calcul automatique des prix pétroliers d'autre part, la revalorisation de la marge des détaillants et enfin l'évolution des cours sur le marché libre du pétrole.

ÉTRANGER

● **Augmentation du chômage en R.F.A.** — En décembre, le chômage a augmenté en R.F.A. de 7,1 % en données brutes. Touchant 2 349 000 personnes (2 193 000 en novembre) soit 9,5 % de la population active (8,8 % en novembre et 9,1 % en décembre 1982). Cette poussée du chômage est attribuée par le gouvernement à des facteurs saisonniers. Les chiffres de décembre corrigés des variations saisonnières n'ont pas encore été publiés mais indiqueraient une baisse de 1 %.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



NATIO-PLACEMENTS

Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le 3 janvier 1984 sous la présidence de M. Py, président du conseil d'administration, a entendu le rapport du conseil d'administration sur l'exercice 1982-1983 et approuvé les comptes qui lui étaient présentés.

Les sommes distribuables s'élèvent à 247 323 715,85 francs. Elles permettent la distribution d'un dividende par action de 4 422,18 francs auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 226,40 francs, soit un revenu global de 4 648,58 francs.

L'assemblée générale a fixé au 11 janvier 1984 la mise en paiement de ce dividende, qui sera matérialisé par le coupon n° 2 ventilé de la façon suivante :

- revenus d'obligations françaises non indexées : 2 362,85 francs plus crédit d'impôt de 226,40 francs.
 - autres produits : 2 033,48 francs.
 - lots et primes de remboursement exonérés de l'impôt sur le revenu des personnes physiques 25,85 francs et donnant droit pour les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés à un crédit d'impôt de 3,41 francs.
- Par ailleurs, l'assemblée générale a ratifié la nomination comme administrateur de M. Jean-René Brunon, coopté par le conseil d'administration en remplacement de M. Guy Lapomme, démissionnaire.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations 15,70 % décembre 1982 SOCIÉTÉ ANONYME DE GESTION ET DE CONTRÔLE DE PARTICIPATIONS (SAPAR)

Les intérêts courus du 10 janvier 1983 au 9 janvier 1984 sur les obligations SAPAR 15,70 % décembre 1982 seront payables, à partir du 10 janvier 1984, à raison de 706,50 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 1 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'impôt forfaitaire de 78,50 F (montant global : 785 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire le complément de prélèvement libératoire sera de 117,70 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 2,83 F faisant ressortir un net de 580,93 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

A compter de la même date, les 9 907 obligations comprises dans la série de numéros 14 507 à 24 413, sortis au tirage du 28 novembre 1983, cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 5 000 F, coupon n° 2 au 10 janvier 1983 attaché.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ELECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 15,50 % (ex-7,80 %) 1961

Les intérêts courus du 25 janvier 1983 au 24 janvier 1984 sur les obligations Electricité de France 15,50 % (ex-7,80 %) 1961 seront payables, à partir du 25 janvier 1984, à raison de 38,75 francs par titre de 250 francs nominal, contre détachement du coupon n° 23 ou estampillage du certificat nominatif après une retenue à la source d'impôt forfaitaire de 4,65 francs (montant global : 43,40 francs).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 6,20 francs auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 0,43 franc faisant ressortir un net de 32,12 francs. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au paragraphe III de l'article 125 A du Code général des impôts.

A compter de la même date, les obligations appartenant à la série désignée par le nombre « 18 » sorti au tirage du 15 novembre 1983 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 500 francs, coupon n° 24 au 15 janvier 1984 attaché.

Ci-après sont rappelés les séries sorties aux tirages antérieurs

Amort. 1962 : série 22	Amort. 1973 : série 28
- 1963 : - 19	- 1974 : - 5
- 1964 : - 15	- 1975 : - 26
- 1965 : - 17	- 1976 : - 8
- 1966 : - 24	- 1977 : - 1
- 1967 : - 16	- 1978 : - 6
- 1968 : - 27	- 1979 : - 20
- 1969 : - 23	- 1980 : - 21
- 1970 : - 14	- 1981 : - 9
- 1971 : - 3	- 1982 : - 29
- 1972 : - 12	- 1983 : - 11

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués sans frais aux caisses de comptables directs du Trésor (trésoreries générales, recettes des finances et perceptions), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 18 bis, rue de Berri, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après :

Crédit lyonnais, Société générale, Banque nationale de Paris, Banque Paribas, Crédit du Nord, Crédit commercial de France, Crédit industriel et commercial et banques affiliées, Société générale alsacienne de banque, Société marseillaise de crédit, Banque de l'union européenne, banque Indosuez, Caisse centrale des Banques populaires et toutes les Banques populaires de France, Société centrale de banque.

(Publicité)

PREFECTURE DE L'AIN

DIRECTION DE L'ACTION ÉCONOMIQUE COORDINATION ET URBANISME

AVIS

Le préfet, commissaire de la République du département de l'Ain, communique :

Une instruction administrative est ouverte sur la demande présentée par Electricité de France, en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux :

- d'établissement de la ligne électrique à 2 circuits 400 kV GENIS-STAT - SUISSE,
- tronçon BOIS TOLLOT - FRONTIÈRE SUISSE (vers ROMANEL),
- tronçon BOIS TOLLOT - FRONTIÈRE SUISSE (vers VERBOIS),
- et de raccordement, au poste de BOIS TOLLOT, de la ligne électrique à 400 kV GENIS-STAT - Centre d'études et de recherches nucléaires (C.E.R.N. 2).

Ces ouvrages, d'une longueur totale de 10,6 km, traversent les communes de SAINT-GENIS-POUILLY, PREVESSIN, ORNEX et VERNONNEX.

Conformément au décret n° 77.1141 du 12 octobre 1977 pris en application de l'article 2 de la loi du 10 juillet 1976, le dossier présenté par Electricité de France comporte une étude d'impact.

En application de la circulaire ministérielle (Environnement et Cadre de Vie - Industrie) du 12 mai 1978, le public pourra en prendre connaissance, pendant deux mois, du 16 janvier 1984 au 16 mars 1984 inclus, aux lieux, jours et heures ci-après :

- à la préfecture de BOURG-EN-BRESSE
 - les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis, de 9 h 30 à 11 h 45 et de 14 h à 16 h.
- à la sous-préfecture de GEX
 - les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.
- à la mairie de FERNEY-VOLTAIRE, chef-lieu de canton
 - les lundis, de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h,
 - les mardis, mercredis, jeudis et vendredis, de 8 h à 12 h et de 14 h à 18 h.
- à la Mairie de SAINT-GENIS-POUILLY
 - du lundi au jeudi, de 9 h à 12 h et de 15 h à 18 h et les vendredis, de 9 h à 12 h et de 15 h à 18 h 30.
- à la Mairie de PREVESSIN-MOENS
 - du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 18 h.
- à la Mairie d'ORNEX
 - les lundis et jeudis de 14 h à 18 h,
 - les mardis et vendredis de 15 h à 19 h,
 - les mercredis de 9 h à 12 h.
- à la Mairie de VERNONNEX
 - les lundis, mercredis et vendredis, de 9 h à 12 h et de 14 h à 20 h,
 - les mardis, jeudis et samedis, de 9 h à 12 h.
- à la Direction régionale de l'Industrie et de la recherche Rhône-Alpes, Division du contrôle de l'électricité, 3, rue de la Liberté, à GRENOBLE
 - tous les jours ouvrables, de 9 h à 11 h et de 14 h à 16 h, sauf les samedis, dimanches et jours fériés.

Par ailleurs, le public pourra faire part de ses observations éventuelles sur un registre prévu à cet effet.

BOURG-EN-BRESSE, le 16 décembre 1983,

le préfet,

commissaire de la République.

(Publicité)

DÉPARTEMENT DE L'INDRE

AVIS AU PUBLIC POSTE (400) 225/90 kV de VARENNES-SUR-FOUZON (et installations annexes)

Commune de VARENNES-SUR-FOUZON

Ouvertures conjointes de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction du poste visé en titre et de l'enquête parcellaire en vue de l'acquisition des terrains nécessaires.

Il est porté à la connaissance du public que le projet de construction du poste (400) 225/90 kV de VARENNES-SUR-FOUZON (et installations annexes) présenté par ELECTRICITÉ DE FRANCE fera l'objet des enquêtes conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire qui se dérouleront dans la commune de VARENNES-SUR-FOUZON du 2 janvier 1984 au 2 février 1984 inclus.

Les dossiers du projet (dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et dossier d'enquête parcellaire) comprenant : notice explicative, plan de situation, plan et état parcellaires, plan d'ensemble des travaux, schéma unifilaire, estimations sommaires des dépenses et étude d'impact, seront déposés :

- A la Mairie de VARENNES-SUR-FOUZON, du lundi au vendredi inclus, de 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 17 h 30, excepté le jeudi et les jours fériés, où quiconque pourra en prendre connaissance.

Le public pourra consigner ses observations sur les registres d'enquêtes ouverts à cet effet ou les adresser par écrit à M. René Voisin qui assurera les fonctions de commissaire-enquêteur.

Le commissaire-enquêteur recevra en personne à la mairie de VARENNES-SUR-FOUZON les observations verbales du public les 31 janvier, 1^{er} et 2 février 1984 de 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 17 h 30.

L'étude d'impact pourra non seulement être consultée en Mairie de VARENNES-SUR-FOUZON mais également aux lieux, jours et heures indiqués ci-après :

- A la Préfecture de CHATEAUBOUX, du lundi au vendredi inclus, de 9 heures à 16 heures, porte 341, 3^e étage.
- A la Sous-Préfecture d'ISSOUDUN, du lundi au vendredi inclus, de 8 h 30 à 12 heures et de 13 heures à 17 h 30 et le samedi matin de 9 heures à 12 heures.
- A la Direction régionale de l'Industrie et de la Recherche Rhône-Alpes, Centre, 16, rue Adèle-Lanson-Chenault à SAINT-JEAN-LE-BLANC (Loiret), division Énergie, 4^e étage, tous les jours ouvrables du lundi au vendredi inclus, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

A partir du 5 mars 1984 une copie du rapport contenant les conclusions motivées du commissaire-enquêteur sur l'utilité publique de la population sera déposée à la Préfecture de CHATEAUBOUX, à la sous-préfecture d'ISSOUDUN, et à la Mairie de VARENNES-SUR-FOUZON pour être communiquée à toute personne qui en fera la demande.

CHATEAUBOUX, le 15 décembre 1983, le préfet, commissaire de la République, Claude BOZON.

(Publicité)

PREFECTURE DE L'AIN

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTES PUBLIQUES

Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux et enquête parcellaire sur le territoire de la commune de PREVESSIN-MOENS (Ain)

Construction d'un poste 400/63 kV dit de « Bois Tollet »

Electricité de France, service national, envisage la construction sur le territoire de la commune de PREVESSIN-MOENS d'un poste 400/63 kV dit de « Bois Tollet ». Le projet présente incontestablement une superficie d'environ 6,4 hectares.

M. le préfet, commissaire de la République du département de l'Ain, informe le public que le projet sera soumis à enquêtes publiques conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le dossier soumis aux enquêtes comporte deux sous-dossiers :

- **Sous-dossier A.** - Il comprend les pièces relatives à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux. Conformément aux dispositions du décret du 12 octobre 1977 pris pour l'application de la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, une étude d'impact est incluse dans ce sous-dossier.
- **Sous-dossier B.** - Il comprend les pièces relatives à l'enquête parcellaire. Un état et un plan parcellaires désignant les parcelles à exproprier sont inclus dans ce sous-dossier.

Les enquêtes s'ouvriront à la mairie de PREVESSIN-MOENS où sera déposé du 16 janvier 1984 au 16 mars 1984 inclus le dossier d'enquête. Il sera joint à ce dossier deux registres sur lesquels le public et les propriétaires concernés pourront consigner leurs observations. Le dossier pourra être consulté pendant cette période de 8 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures, du lundi au vendredi (jours fériés exceptés).

Pendant la durée des enquêtes, les observations pourront également être adressées par écrit au commissaire-enquêteur à la mairie de PREVESSIN-MOENS. Les observations faites sur le projet pourront en outre être reçues par le commissaire-enquêteur pendant les trois derniers jours de l'enquête, à savoir les 14, 15 et 16 mars 1984, de 14 heures à 16 heures, à la mairie de PREVESSIN-MOENS.

M. BONNEROT-CLAUDET Léon - Inspecteur central des P.T.T. en retraite - 4, rue des Lilas, 01200 BELLEGARDE-SUR-VALSERINE, est désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

Le commissaire-enquêteur formulera son avis sur l'emprise des ouvrages dans un délai de trente jours à compter de l'expiration du délai d'enquête.

Après la clôture de l'enquête, une copie du rapport du commissaire-enquêteur relatif à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux sera déposée à la mairie de PREVESSIN-MOENS ainsi qu'à la sous-préfecture de GEX et à la préfecture de l'AIN (bureau des opérations immobilières).

La communication des conclusions du commissaire-enquêteur pourra être faite à toute personne en faisant la demande à M. le Préfet, commissaire de la République du département de l'Ain (bureau des opérations immobilières).

Une étude d'impact est incluse au dossier d'enquête en application de l'article R. 11-3 du code de l'expropriation. Elle pourra en outre être consultée :

- Préfecture de l'AIN (bureau des opérations immobilières), du lundi au vendredi, de 9 h 30 à 11 h 45 et de 14 heures à 16 heures ;
- Sous-préfecture de GEX, du lundi au vendredi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ;
- Mairie de PREVESSIN-MOENS, du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures ;
- Aux bureaux de la Direction régionale de l'Industrie et de la recherche Rhône-Alpes, 3, rue de la Liberté, à GRENOBLE, du lundi au vendredi, de 9 heures à 11 heures et de 14 heures à 16 heures, pendant la durée de l'enquête (excepté jours fériés).

BOURG-EN-BRESSE, le 16 décembre 1983,

le préfet,

commissaire de la République.

CONJONCTURE

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION

La hausse des tarifs publics sera très modérée

M. Pierre Mauroy n'a voulu laisser à personne d'autre qu'à lui-même le soin de présenter au conseil des ministres du 4 janvier une communication sur les grandes lignes de la politique en matière de prix, de revenus et de coûts pour 1984. Ce fut tout d'abord pour rappeler quelques principes : modération du jeu automatique des indexations, étalement des augmentations de salaires, maintien du pouvoir d'achat dans les limites compatibles avec la situation des entreprises, ce maintien du pouvoir d'achat s'appréciant globalement, c'est-à-dire intégrant l'ensemble des éléments de la rémunération.

Comme l'avait annoncé le ministre de l'économie et des finances, les marges commerciales connaîtront une évolution réglementée. En outre, il sera recommandé aux organisations patronales de limiter à 5 % (l'objectif réaffirmé de hausse des prix) l'évolution des dividendes distribués par les sociétés.

Le premier ministre a poursuivi en affirmant que le gouvernement favoriserait la maîtrise des coûts des entreprises, notamment en stabilisant les charges sociales et les charges fiscales et en modérant l'évolution des tarifs publics. Ces derniers devraient, eux aussi, rester dans les limites d'une augmentation de 5 % et s'étaler sur l'année (voir tableau). Car le gouvernement veut éviter l'effet d'entraînement sur l'indice des prix que provoque la concentration des hausses des tarifs publics en début d'année. Il doit être tenu compte également, pour ces tarifs, des répercussions de la hausse du dollar sur le compte des entreprises.

M. Mauroy a enfin précisé quelle serait la politique du gouvernement en matière de prix pour 1984. Cette politique privilégiera les secteurs exposés à la concurrence internationale. Bien qu'elle n'ait pas été possible en 1983, a indiqué le premier ministre, la libération des prix industriels reste l'objectif du gouvernement. Celle-ci devrait se faire de façon pragmatique.

En revanche, les prix des services privés, qui ont augmenté en 1983 plus vite que l'ensemble des prix

(+ 12 % contre 9,8 % pour les onze premiers mois de l'année), feront l'objet d'une surveillance accrue. Le contrôle devra être intensifié et le premier ministre a adressé à ce sujet une lettre aux commissaires de la République, les invitant à poursuivre au moins jusqu'au printemps 1984 « la politique intensive d'explication et de contrôle des prix » qu'ils ont à organiser dans leur département.

M. Fiterman : tenir les engagements à l'égard des salariés

M. Mauroy rappelle que « la programmation des hausses dans le cadre des accords signés avec les professions ou des réglementations de prix ne comporte qu'exceptionnellement des hausses sur les tout premiers mois de l'année ». Il recommande de mettre en œuvre les forces de gendarmerie et de police pour assister les services spécialisés du ministère de l'économie et des finances en soulignant que « la densité des contrôles reste en général insuffisante » dans les grandes agglomérations. Il invite les commissaires de la République à obtenir dans leur département « une mobilisation des acteurs économiques, et

en particulier des élus locaux, des professionnels et des organisations de consommateurs sur la nécessité de lutter contre l'inflation ».

La communication du premier ministre a donné lieu à un échange de vues. M. François Mitterrand est longuement intervenu pour développer les orientations qu'il avait résumées dès le conseil des ministres du 21 décembre. Il a réaffirmé la nécessité de fonder la politique économique du gouvernement sur la vérité des prix et des coûts. Pour le chef de l'Etat, la France engage en 1984 une partie décisive, dans laquelle il ne saurait être question de masquer la réalité. La situation exige, dit-il, une prise de conscience claire et courageuse.

Le chef de l'Etat a noté que, pour la première fois depuis longtemps, les prix industriels n'ont pas été, en 1983, les victimes de la lutte contre l'inflation. Des souplesses ont été introduites dans les engagements contractuels, afin de tenir compte notamment des prix des matières premières et du coût du dollar. Ainsi, a-t-il précisé, les prix industriels auront augmenté en 1983 comme la moyenne des prix.

C'est la même philosophie qui guidera le gouvernement en 1984, alors que sera poursuivi dans le même temps le processus de libération des prix qui lui a permis la concurrence effective, demeure, selon lui, l'objectif. Le président de la République a souligné combien la concurrence, notamment dans le domaine de la distribution, est nécessaire pour éviter les dérapages de prix et combien il faut que, dans les secteurs des services, les prix soient maintenus à l'intérieur des normes générales.

On ne fait pas marcher l'économie avec des règlements, quelle que soit la qualité des fonctionnaires, a poursuivi le chef de l'Etat. « En économie, ce ne sont pas les fonctionnaires qui doivent diriger », a déclaré M. Mitterrand. Ce sont les agents économiques et les chefs d'entreprise ; il ne faut pas être sur le dos des gens », a-t-il ajouté.

Manifestant sa volonté de voir le gouvernement s'attacher à promouvoir une politique équilibrée, M. Mitterrand a demandé au pre-

mier ministre et à M. Gaston Deferré, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, de réunir prochainement l'ensemble des commissaires de la République, et à M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, de réunir les fonctionnaires qui relèvent de son ministère, dans les régions et les départements.

M. Delors a abondé dans le sens de M. Mitterrand. M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche, a répété que la libération des prix industriels demeure l'un des objectifs du gouvernement. M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a réaffirmé le besoin de préserver l'évolution des prestations familiales.

Seul M. Charles Fiterman a donné l'impression d'exprimer une position assez nuancée. Au nom de ses collègues communistes, le ministre des transports est intervenu pour dire son accord sur les objectifs généraux recherchés et sur le dispositif prévu pour mieux contrôler les prix, mais il a ajouté que le gouvernement ne doit pas oublier qu'il a pris antérieurement, à l'égard des salariés, des engagements de maintien du pouvoir d'achat. M. Fiterman a souligné que le gouvernement tiennne ces engagements en matière de politique salariale.

ALAIN ROLLAT
et FRANÇOIS SIMON.

Le prochain «sommet» des Sept aura lieu à Londres du 7 au 9 juin. Le prochain «sommet» économique des chefs d'Etat et de gouvernement des sept plus importants pays industrialisés aura lieu du 7 au 9 juin prochain à Londres, a-t-on annoncé officiellement, mercredi, à Londres. Les Sept sont les Etats-Unis, la France, la R.F.A., la Grande-Bretagne, le Japon, l'Italie et le Canada.

Le président de la Commission des Communautés européennes a également été invité à participer à cette conférence, a précisé un porte-parole de la résidence officielle du premier ministre britannique. De telles réunions au sommet ont lieu chaque année depuis 1975. Le dernier sommet s'est tenu en mai 1983 à Williamsburg, aux Etats-Unis.

Concilier l'inconciliable

(Suite de la première page.)

Vouloir établir une vérité des prix et des coûts, selon le vœu du président de la République, peut ainsi apparaître comme une vaine prétention dès lors que certains objectifs deviennent contradictoires. Le gouvernement est appelé à le vérifier en ce qui concerne les tarifs publics. Les augmentations en 1984 au-delà de la norme des 5 %, ce serait donner le mauvais exemple. S'en tenir à cette norme, comme il a été décidé, c'est empêcher les grandes entreprises nationales d'équilibrer leurs comptes et, par contre-coup, entraîner indirectement l'inflation. Or ces entreprises, qui ont été déficitaires de 21 milliards de francs en 1982, pourraient l'être, selon nos estimations, de 16,2 milliards de francs en 1983.

Electricité de France, qui a perdu 4,6 milliards l'année dernière, équilibrerait tout juste ses comptes en 1984, compte tenu de l'augmentation des tarifs de 3,5 % en septembre dernier et de 5 % en février prochain, et sur la base d'un dollar à 7,50 F. Sur la base

d'un dollar à 8 F, on ne pourrait éviter un déficit de l'ordre de 1,5 milliard de francs. Pour Gaz de France, dont le déficit a été de 2,5 milliards de francs en 1983, il conviendrait d'augmenter les tarifs de 8 %, dans l'hypothèse d'un dollar à 8 F, et de 11 % (presque le double du taux retenu pour 1984), si la devise américaine s'établissait à 8,50 F. Encore ne tient-on pas compte du surcoût du gaz algérien (+ 3 % en année pleine), qui a été mis par MM. Delors et Fabius à la charge de G.D.F. et qui doit faire l'objet de « mesures nécessaires » par les pouvoirs publics. Comment s'en tenir, dans ces conditions, à une simple hausse de 5 % des tarifs ?

Telle est la question à laquelle doit répondre un premier ministre qui estime, d'une part, que la modération de l'évolution des tarifs publics est l'un des éléments du dispositif de maîtrise des coûts des entreprises et qui affirme, d'autre part, que le gouvernement écartera toute politique de l'indice.

FRANÇOIS SIMON.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ ou -	base	+ ou -	base	+ ou -	base	+ ou -	base
SE-U.....	3,5160	3,5100	+ 100	190	+ 310	350	+ 000	300
DM.....	6,8185	6,8220	+ 130	175	+ 270	320	+ 700	950
Yen (100).....	3,6510	3,6500	+ 175	200	+ 345	370	+ 1030	1070
DM.....	3,0540	3,0500	+ 160	175	+ 315	335	+ 700	950
Flm.....	2,7220	2,7200	+ 135	155	+ 275	295	+ 600	605
FR (100).....	14,9770	14,9800	+ 105	120	+ 265	295	+ 645	685
ES.....	3,8285	3,8235	+ 275	300	+ 530	560	+ 1300	1005
L (1 000).....	5,8385	5,8410	- 185	190	- 300	315	- 1225	1185
C.....	12,4540	12,4675	+ 285	305	+ 545	600	+ 1405	1535

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 5/8	10	9 5/8	10	9 11/16	10 1/16	9 15/16	10 3/16
SE-U.....	5 1/2	5 7/8	5 1/2	6	5 3/4	6 1/8	6 1/16	6 7/16
DM.....	5 3/8	6 1/8	5 1/2	6 1/8	5 3/8	6 1/4	5 7/8	6 1/2
FR (100).....	9 3/4	10 1/4	9	9 11/16	9	9 3/4	9 7/16	10 3/16
ES.....	2 3/8	3 1/8	3 3/8	3 3/4	3 1/2	3 7/8	4	4 3/8
L (1 000).....	15	16	15 5/8	16 5/8	16	17	17	18
C.....	8 3/4	9 3/8	8 7/8	9 1/2	9	9 5/8	9 5/16	10
F. comp.....	12	12 3/4	12 1/8	12 3/8	12 1/2	12 1/4	12	12 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Loi de Finances 84:

Un peu d'oseille dans la soupe.

Enfin une nouvelle qu'employeurs et salariés vont apprécier. Le niveau d'exonération de Ticket Restaurant est relevé à partir du 1^{er} Janvier 84. Il passe de 8,50 F à 12 F par ticket.

Pour l'employeur, cela représente une économie de charges sociales de près de 1500 F par an et par salarié. Pour le salarié, un avantage net de 2500 F à 3000 F par an. Le montant maximum par ticket - participations employeur et salarié combinées -

va donc passer de 17 F à 24 F.

Pour les entreprises ayant déjà adopté Ticket Restaurant, c'est l'occasion de revaloriser un avantage social qui avait forcément perdu de sa valeur depuis 5 ans.

Pour celles qui hésitaient encore, c'est le moment de reconsidérer l'intérêt de cette formule.

En cette année de restrictions de toutes natures, y compris salariales, cette disposition de la Loi de Finances 84*

est une nouvelle appréciable et avantageuse pour tout le monde.

Pour en bénéficier immédiatement, il vous suffit de prendre contact avec Ticket Restaurant: 62, Avenue de Saxe. 75015 PARIS. Tél.: (1) 567.55.88. Télex: 200016.

Ticket Restaurant: la meilleure façon de déjeuner pour les entreprises de 1 à 10 000 personnes.

*ARTICLE N° 6

ticket restaurant



une division ACCOR

مكتبة الامم المتحدة

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

4 janvier

Forte hausse

Après avoir baissé de 0,56 % la veille, jour de sa réouverture, le marché parisien a fortement progressé mercredi. L'indice de la Bourse de Paris a gagné 1,26 %, à 125,35 points, à la clôture. Les actions françaises ont été les plus gagnantes, gagnant en moyenne 1,5 %.

Voilà qui est de bon augure en ce début d'année alors que les spécialistes s'attendent à quelques pronostics sur l'évolution de la Bourse de Paris en 1984. Le nouveau syndic de la Compagnie des agents de change, M. Xavier Dupont, n'a pas fait à la tradition.

Prendant la parole devant le Club Presse Finance en présence de M. Yves Fomay, son prédécesseur, le patron des agents de change, qui a pris ses nouvelles fonctions depuis le 1^{er} janvier, a estimé que la cote pourrait progresser de 10 % à 15 % cette année. Il n'est guère pensable d'atteindre les records de 1983 (+ 60 % en moyenne) mais l'immobilier, pas plus que l'or, n'ont de chances de dégrader une rentabilité qui puisse concurrencer les actions françaises, a-t-il précisé.

La grande vedette de la séance de mercredi aura été une nouvelle fois Esso. Initialement réservé à la hausse, le titre de la compagnie pétrolière a finalement gagné 6,5 %.

Par ailleurs, SEB et Ciments français ont subi le même sort pour terminer en hausse de 8,6 % pour la première. Crédit National (+ 7 %) est toujours bien entouré, suivi de SCRECO, C.F.P., Bis, C.F.A.D., Creusot-Loire, Moulins en deux gains de 4 % à 7 %. A l'inverse, Dassault et Penarroya perdent 3 % environ.

Le cours de l'or international est retombé de 384 à 376,50 dollars l'once à Londres. A Paris, le lingot a perdu 1300 F, à 102 550 F, tandis que le napoleon cotait 5 F à 650 F.

Dollar-titre : 10,87/91 F.

NEW-YORK

4 janvier

Forte progression

A l'instar des places européennes qui avaient fortement progressé mercredi après-midi, la Bourse de New-York a enregistré une forte avance dans la soirée, conduisant l'indice Dow Jones des valeurs industrielles à 1265,03 points, en hausse de 16,31 points d'une séance à l'autre. Pourtant, au cours de la séance, les actions étrangères ont subi une baisse de 1,5 %.

Le retour en force des investisseurs institutionnels sur le Big Board se traduit par des chiffres relatifs au montant des transactions, lequel a atteint mercredi 112,36 milliards de dollars, soit 9,4 % de plus que le 11,34 milliards de la veille, ce qui constitue le plus important volume depuis le 24 novembre dernier lorsque 120,09 milliards de dollars avaient été échangés. A cet égard, il est intéressant de noter que les ventes effectuées par les fonds mutuels aux Etats-Unis, l'équivalent des SICAV et fonds communs en France, ont atteint le record de 40,2 milliards de dollars en 1983, soit une hausse de 15 % par rapport à l'année précédente. Dans le même temps, le nombre d'actionnaires détenant des parts de fonds mutuels représentait 23 millions à la fin de l'année dernière, soit 10 % de plus qu'en 1982.

Pour en revenir au marché new-yorkais, l'enthousiasme manifesté par les opérateurs à l'égard des perspectives résultant du démantèlement d'A.T.T. s'est propagé à l'ensemble de la cote, et les gains l'ont finalement emporté sur les revers.

VALEURS	Cours de 3 jan.	Cours de 4 jan.
Alcoa	44 1/4	44 3/8
A.T.T.	42 3/8	42 3/8
Boeing	44 1/4	44 3/8
Chemical Bank	44 1/4	44 3/8
Du Pont de Nemours	44 1/4	44 3/8
General Electric	44 1/4	44 3/8
General Motors	44 1/4	44 3/8
IBM	44 1/4	44 3/8
Johnson & Johnson	44 1/4	44 3/8
McDonald	44 1/4	44 3/8
Merck	44 1/4	44 3/8
Pharmacia	44 1/4	44 3/8
Rockwell	44 1/4	44 3/8
Schlumberger	44 1/4	44 3/8
Union Carbide	44 1/4	44 3/8
Westinghouse	44 1/4	44 3/8
Xerox Corp.	44 1/4	44 3/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

LAFARGE COPPEE. - La société Coppee S.A., filiale du groupe Lafarge-Coppee, va créer une filiale commune avec la firme américaine Geotech Development Inc. pour la réalisation d'usines de fibres céramiques vendues « clés en main ». Cette nouvelle société, baptisée Geotech International, sera dotée d'un capital de 250 000 F répartie à parts égales entre Coppee S.A. et la firme américaine. Société de droit français, Geotech International utilisera la technologie et les procédés développés par la firme américaine dans les domaines de la fusion et de la fibrification.

ESSO. - En vedette depuis plusieurs jours à la Bourse de Paris, le titre de

cette compagnie a encore gagné 6,75 % le 4 janvier pour s'élever à 535 F après avoir été initialement « réservé » à la hausse en raison de l'abondance des demandes, les spécialistes tablent sur des perspectives très favorables en termes de prospection pétrolière. Plus prudente, la société Esso indique dans un communiqué que les résultats acquis à ce jour par les cinq premiers forages effectués sur le puits de Chénouy, en Seine-et-Marne, « confirment les indications antérieures et permettent de penser que la production d'huile brute sera de l'ordre de 200 000 tonnes en 1984, prenant le relais des anciens gisements d'Esso-Rep, dont la production est en déclin ».

DARTY. - Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 1982-1983 clos en novembre dernier, le groupe a enregistré un chiffre d'affaires (hors taxes) cumulé de 2,65 milliards de francs, en augmentation de 1,7 % sur la période comparative de l'exercice précédent, laquelle traduisait une hausse de 35,5 %. La société précise à ce sujet que les trois derniers mois de l'exercice en cours « devraient connaître une meilleure évolution en raison, notamment, d'une base de comparaisons moins élevée d'un exercice à l'autre ».

INDICES QUOTIDIENS		(BASE 100 = 31 déc. 1983)	
Valeurs Françaises	125,35	Valeurs Extérieures	100,00
Cotations des AGENTS DE CHANGE	125,35	Cotations des AGENTS DE CHANGE	100,00
Indice général	125,35	Indice général	100,00
Taux du MARCHÉ MONÉTAIRE	12,1/2	Taux du MARCHÉ MONÉTAIRE	12,1/2
Cours du DOLLAR à TOKYO	233,30	Cours du DOLLAR à TOKYO	233,30

BOURSE DE PARIS Comptant 4 JANVIER

VALEURS	Cours de 3 jan.	Cours de 4 jan.
Alcoa	44 1/4	44 3/8
A.T.T.	42 3/8	42 3/8
Boeing	44 1/4	44 3/8
Chemical Bank	44 1/4	44 3/8
Du Pont de Nemours	44 1/4	44 3/8
General Electric	44 1/4	44 3/8
General Motors	44 1/4	44 3/8
IBM	44 1/4	44 3/8
Johnson & Johnson	44 1/4	44 3/8
McDonald	44 1/4	44 3/8
Merck	44 1/4	44 3/8
Pharmacia	44 1/4	44 3/8
Rockwell	44 1/4	44 3/8
Schlumberger	44 1/4	44 3/8
Union Carbide	44 1/4	44 3/8
Westinghouse	44 1/4	44 3/8
Xerox Corp.	44 1/4	44 3/8

SECONDE MARCHÉ

VALEURS	Cours de 3 jan.	Cours de 4 jan.
Alcoa	44 1/4	44 3/8
A.T.T.	42 3/8	42 3/8
Boeing	44 1/4	44 3/8
Chemical Bank	44 1/4	44 3/8
Du Pont de Nemours	44 1/4	44 3/8
General Electric	44 1/4	44 3/8
General Motors	44 1/4	44 3/8
IBM	44 1/4	44 3/8
Johnson & Johnson	44 1/4	44 3/8
McDonald	44 1/4	44 3/8
Merck	44 1/4	44 3/8
Pharmacia	44 1/4	44 3/8
Rockwell	44 1/4	44 3/8
Schlumberger	44 1/4	44 3/8
Union Carbide	44 1/4	44 3/8
Westinghouse	44 1/4	44 3/8
Xerox Corp.	44 1/4	44 3/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

LAFARGE COPPEE. - La société Coppee S.A., filiale du groupe Lafarge-Coppee, va créer une filiale commune avec la firme américaine Geotech Development Inc. pour la réalisation d'usines de fibres céramiques vendues « clés en main ». Cette nouvelle société, baptisée Geotech International, sera dotée d'un capital de 250 000 F répartie à parts égales entre Coppee S.A. et la firme américaine. Société de droit français, Geotech International utilisera la technologie et les procédés développés par la firme américaine dans les domaines de la fusion et de la fibrification.

ESSO. - En vedette depuis plusieurs jours à la Bourse de Paris, le titre de

cette compagnie a encore gagné 6,75 % le 4 janvier pour s'élever à 535 F après avoir été initialement « réservé » à la hausse en raison de l'abondance des demandes, les spécialistes tablent sur des perspectives très favorables en termes de prospection pétrolière. Plus prudente, la société Esso indique dans un communiqué que les résultats acquis à ce jour par les cinq premiers forages effectués sur le puits de Chénouy, en Seine-et-Marne, « confirment les indications antérieures et permettent de penser que la production d'huile brute sera de l'ordre de 200 000 tonnes en 1984, prenant le relais des anciens gisements d'Esso-Rep, dont la production est en déclin ».

Règlement mensuel

VALEURS	Cours de 3 jan.	Cours de 4 jan.
Alcoa	44 1/4	44 3/8
A.T.T.	42 3/8	42 3/8
Boeing	44 1/4	44 3/8
Chemical Bank	44 1/4	44 3/8
Du Pont de Nemours	44 1/4	44 3/8
General Electric	44 1/4	44 3/8
General Motors	44 1/4	44 3/8
IBM	44 1/4	44 3/8
Johnson & Johnson	44 1/4	44 3/8
McDonald	44 1/4	44 3/8
Merck	44 1/4	44 3/8
Pharmacia	44 1/4	44 3/8
Rockwell	44 1/4	44 3/8
Schlumberger	44 1/4	44 3/8
Union Carbide	44 1/4	44 3/8
Westinghouse	44 1/4	44 3/8
Xerox Corp.	44 1/4	44 3/8

COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours de 3 jan.	Cours de 4 jan.
Alcoa	44 1/4	44 3/8
A.T.T.	42 3/8	42 3/8
Boeing	44 1/4	44 3/8
Chemical Bank	44 1/4	44 3/8
Du Pont de Nemours	44 1/4	44 3/8
General Electric	44 1/4	44 3/8
General Motors	44 1/4	44 3/8
IBM	44 1/4	44 3/8
Johnson & Johnson	44 1/4	44 3/8
McDonald	44 1/4	44 3/8
Merck	44 1/4	44 3/8
Pharmacia	44 1/4	44 3/8
Rockwell	44 1/4	44 3/8
Schlumberger	44 1/4	44 3/8
Union Carbide	44 1/4	44 3/8
Westinghouse	44 1/4	44 3/8
Xerox Corp.	44 1/4	44 3/8

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. Lettres au Monde.
- « Le décalage entre la science et la vie », par Maurice Le Lannou.

ÉTRANGER

34. PROCHE-ORIENT
- Une partie de la direction du Fatah s'accommoderait d'un éclatement de l'O.L.P.
4. AFRIQUE
- Les émeutes en Tunisie.
56. AMÉRIQUES
- Agitation diplomatique et affrontements armés en Amérique centrale.
6. EUROPE
- 6. DIPLOMATIE
- La préparation de la Conférence sur le désarmement en Europe.
6. ASIE

POLITIQUE

7. L'affaire des « avions renifleurs ».
- La préparation de la loi sur la presse.
8. Le communiqué officiel du conseil des ministres.

SOCIÉTÉ

10. Au procès Paribas : les folles dépenses d'une maîtresse-femme.
- Un père jésuite accuse certains hôpitaux français d'accroître la mort de malades qui souffrent.
18. SPORTS.

LE MONDE DES LIVRES

11. Deux femmes dans la Révolution française : Germaine de Staël et Marie-Antoinette.
LE FEUILLETON : Julien Green et Daniel Boulanger, conteurs des courtois.
- BILLET : Lire Diderot ?
12. HISTOIRE : LA VIE LITTÉRAIRE.
- ESSAIS : les dernières « annotations » de Louis-André Salomé.
14. PORTRAIT : le retour de Maurice Maeterlinck.
CULTURE

ÉCONOMIE

20. SOCIAL.
21. ÉNERGIE : les hausses de tarifs prévues en 1984 ne permettent pas à G.D.F. d'éponger son déficit.
12. CONJONCTURE : la lutte contre l'inflation.
RADIO-TÉLÉVISION (17) INFORMATIONS - SERVICES (18) :
La Maison : « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.
Annonces classées (19) ; Carroz (19) ; Programmes des spectacles (16-17) ; Marchés financiers (23).

Le numéro du « Monde » daté 5 janvier 1984 a été tiré à 466 595 exemplaires.

(Publié)

5 Répondeurs
dep. 795 F. ttc
chez Duriez

AGREES P.T.T. • Répondeur simple 795 F. ttc. • Enregistreur sur mesure. Coupe des fin du message de votre correspondant. Vs gagnez beaucoup de temps à l'écoite : 1.580 F ttc. • Consultable à distance par code vocal : 2600 F ttc. • Id. par boîtier codé : 3100 F ttc. • Id., vocal et boîtier : 3450 F ttc.
• Téléphones tous modèles, toutes couleurs, depuis 230 F ttc. • Duriez, 132, Bd St Germain, M° Odéon.

LA GALERIE DE LA TABLE BASSE

RIONEL
89, av. Paul-Doumer - 16°
(La Muette) 527 87 59
REMISE 20 % en COMMANDE

A B C D E F G

Au Nigéria

Le prochain gouvernement ne devrait comporter qu'une minorité de militaires

Le gouvernement du chef de l'Etat nigérien, le général Mohamed Buhari, dont la composition doit être rendue publique dans les prochains jours, ne devrait comporter qu'une minorité de militaires, indiquait-on, mercredi 4 janvier, à Lagos. Ceux-ci détiendraient environ un tiers des dix-huit ministères fédéraux instaurés par l'armée (l'administration de l'ex-président Shagari comptait dix-neuf ministères et trente-cinq ministres et secrétaires d'Etat). Les autorités ont, d'autre part, lancé un appel à la télévision pour retrouver deux des plus proches collaborateurs de M. Shagari, le Dr Umaru Dikko, ancien ministre des transports et de l'aviation, qui dirigea la campagne électorale du National Party of Nigeria (N.P.N.) de l'ancien chef de l'Etat, et le chef Adisa Akinloye, président du N.P.N. Plusieurs personnalités de l'ancien régime ont, en effet, disparu

depuis le coup d'Etat du 31 décembre.

Des procès publics pour corruption pourraient être intentés contre certains dirigeants, soupçonnés, comme M. Akinloye, d'avoir constitué illégalement des fortunes. Toutefois, la plupart des ministères et gouvernements de la précédente administration se sont rendus aux autorités, leurs passeports ayant été saisis.

Deux ministères ont déjà été attribués : celui de la défense revenant au général B.Y. Ball, celui de la justice étant confié à un civil, M. Chike Offodile.

Le général Buhari s'est engagé, mercredi, à ne pas baisser le prix du pétrole brut nigérien, et a réaffirmé que le Nigéria restera un membre « à part entière » de l'OPEP. Ces déclarations ont provoqué des réactions de satisfaction et de soulagement dans les milieux financiers de Londres. — (A.F.P., Reuters, A.P.)

En Espagne

La filiale de General Electric demande sa mise en cessation de paiements

De notre correspondant

Madrid. — L'industrie espagnole des biens d'équipement électrique, qui regroupe une trentaine d'entreprises et emploie quelque quinze mille travailleurs, traverse une phase difficile. La compagnie General Electric España, la troisième du secteur, dont les principaux actionnaires sont la General Electric Company (américaine) pour 28 % et Alstom Atlantique (20 %) s'est déclarée, le mardi 3 janvier, en suspension de paiement. La filiale espagnole de l'entreprise américaine Westinghouse avait adopté, deux mois plus tôt, une décision similaire.

Pour justifier cette mesure, la direction de la General Electric España a invoqué la faiblesse de la demande et l'absence d'une restructuration liée à la définition d'une politique industrielle pour le secteur électrique. La décision prise en octobre dernier par le gouvernement de freiner la construction

de centrales nucléaires, justifiée par une évaluation plus modeste que par le passé des besoins énergétiques du pays, a certes affecté l'industrie des biens d'équipement électrique. Mais, en se déclarant l'une après l'autre en suspension de paiement, les grandes multinationales du secteur poursuivent également un objectif politique. Elles cherchent à faire pression sur le gouvernement, afin que celui-ci mette en œuvre un plan de restructuration, qui se traduira immanquablement par l'absorption des entreprises plus petites, à capital national pour la plupart.

Le gouvernement socialiste n'a pas encore fait savoir s'il était prêt, au nom de la rationalisation économique, à accepter ainsi une mainmise graduelle du capital étranger sur cet important secteur.

THÉRIY MALINIAK.

● Mort du Soviétologue Klaus Mehnert. — Le sinologue et soviétologue ouest-allemand Klaus Mehnert est mort, le 2 janvier, à l'âge de soixante-dix-sept ans, a-t-on appris mercredi. Sa connaissance des deux grands pays communistes lui avait valu d'accompagner le chancelier Konrad Adenauer lors de son voyage à Moscou, en 1955, puis de pouvoir le chancelier Helmut Schmidt, vingt ans plus tard, lorsqu'il s'était rendu à Pékin. Klaus Mehnert, qui enseigna l'histoire à l'université de Shanghai, de 1941 à 1945, est notamment l'auteur de *L'Homme soviétique* (1958) et de *Combat autour de l'héritage de Mao* (1977). — (A.F.P.)

● Chômage technique à l'usine Renault de Douai. — Huit mille ouvriers sur huit mille trois cents salariés de l'usine Renault de Douai (Nord) seront mis en chômage technique du 6 au 10 février. La direction a annoncé cette mesure, mercredi, en l'expliquant par le « tassement du marché intérieur français enregistré depuis septembre ». — (Corresp.)

● La fiancée du policier tué par Lionel Cardon a été reçue à l'Élysée. — M^{me} Martine Alligant, fiancée à Claude Hochard, le brigadier de police tué le 22 novembre 1983 par Lionel Cardon au bois de Boulogne, a été reçue le 4 janvier par un chargé de mission de la présidence de la République. Accompagnée de la mère de son fiancé, M^{me} Alligant a exprimé son désir d'épouser ce dernier en mariage posthume. Mais, selon la loi, la future épouse aurait dû être enceinte le jour de la mort de son fiancé, ou les bans auraient dû être publiés avant ce même jour pour que M^{me} Alligant obtienne satisfaction.

● Arrestation du meurtrier d'un policier. — Un meurtrier, qui s'était retranché dans un immeuble du centre de Nantes avec une arme à canon scélér, a été arrêté dans la matinée du jeudi 5 janvier après un siège qui a duré toute la nuit. Noël Legros avait ouvert le feu, mercredi soir, sur trois policiers, blessant l'un deux mortellement, après avoir tenté de s'échapper de l'appartement où il avait blessé à coups de couteau son amie. Le meurtrier s'est rendu sans opposer de résistance.

La préparation des élections européennes

LE P.S. RECULE LA DATE DU CHOIX DE SA TÊTE DE LISTE

Le comité directeur du P.S. du samedi 7 janvier, au cours duquel devait être choisie la tête de liste du P.S. pour les élections européennes de juin 1984 (le Monde du 21 décembre 1983), a vu son ordre du jour modifié. Ce comité directeur sera consacré aux questions économiques et sociales, notamment à la politique industrielle.

L'élaboration de la liste pour les élections européennes ne devrait pas être envisagée avant la mi-février. Le P.S. avait déjà reporté la convention nationale, prévue pour janvier, au cours de laquelle doit être adopté un manifeste européen en vue de ces élections (le Monde du 23 décembre 1983).

Dans une lettre au chef de l'État

M. MÉHAIGNERIE (C.D.S.) REPROCHE À M. MITTERRAND DE PRENDRE LE RISQUE D'ACCROÎTRE LES DIVISIONS DES FRANÇAIS

Après les vœux de M. Mitterrand aux présidents des conseils généraux, M. Pierre Méhaignerie, président du C.D.S. et président de conseil général, a adressé au chef de l'État, une lettre (en date du 4 janvier) qui exprime « la protestation solennelle des élus du C.D.S. et des populations qu'ils représentent ». Il écrit : « Hommes de dialogue et de tolérance, nous aurons pu accueillir vos vœux télévisés qui se présentaient comme un appel à l'union des Français ».

Cependant, M. Méhaignerie explique : « Votre gouvernement et les partis qui le composent, choisissent délibérément le langage de l'intolérance et du sectarisme afin de tenter de remobiliser un électoral déçu et découragé ». Il note : « Plusieurs agressions brutales ont été méditées contre les libertés fondamentales auxquelles nous tenons le plus : ainsi de la liberté de l'éducation. Des attaques personnelles sont concertées à des fins politiciennes au mépris de l'intérêt général et du crédit de la France ».

Le président du C.D.S. ajoute à l'adresse de M. Mitterrand : « En dépit de toutes vos déclarations, vous avez pris le risque d'accroître les divisions des Français. Cela nous est insupportable. De plus [en tant que] présidents de départements, nous vivons une décentralisation qui étouffe, sous des charges toujours plus lourdes, notre liberté d'action. Ce double langage, cette atmosphère malsaine conduisent inévitablement à une profonde dégradation de la vie publique et compromettent le dialogue républicain. Nous considérons, aujourd'hui, que votre responsabilité est engagée (...) ».

BIRMANIE

1 semaine à BANGKOK

15 jours en BIRMANIE

Départ : les 28/01 et 18/02

Prix : 20 500 F

PEUPLES DU MONDE

10, rue de Turenne

75004 PARIS - 271-50-56

CERRUTI 1881

PARIS

SOLDES ET VENTES SPECIALES

du 4 au 7 Janvier

CERRUTI HOMME

27 rue ROYALE

CERRUTI

LIGNE FEMME

15 PL. de la MADELEINE

39 av. VICTOR-HUGO

Sur le vif

Service compromis

On est à cheval sur les principes en Amérique. Quand on en a un, on s'y tient et on va au bout du chemin. Prenez celui de la libre entreprise. Il a permis à une affaire prospère, la Kentucky Fried Chicken, d'étendre de proche en proche une interminable chaîne de restaurants très bon marché et très sinistres. Il va lui permettre de diversifier ses activités en ouvrant une seconde chaîne. Vous ne devinez jamais de quoi. De prisons-hôtels.

Le premier établissement est déjà en construction à Houston. Il abritera, avec l'accord du service de l'immigration, trois cents lits destinés aux immigrés clandestins. Devis : de 4 à 5 milliards de dollars. Recettes : 23,60 dollars par jour et par personne payés par l'État.

4 à 5 millions de dollars, ce sera long à amortir, d'accord. Seulement, il faut bien se dire que, au pays de la libre entreprise, on n'est pas obligé, dans le privé, de verser aux gardiens des salaires aussi élevés, que ceux du service public. On peut ainsi offrir, à moindre prix, des conditions de sécurité jusqu'ici interdites par les lenteurs et les lourdeurs de l'administration. C'est du moins

ce que déclarait le semaine dernière, au Los Angeles Times, le responsable de l'opération.

Il gère l'énorme marché californien. Cette terre promise à toutes les initiatives, dont les prisons sont pleines à craquer, envisage, en effet, d'investir des milliards de dollars dans la modernisation de son service pénitentier. L'ennui, c'est qu'un petit mais est déjà en train de lui couper l'herbe sous le pied. Il s'est dépêché de transformer une maison de repos à Pasadena en centre d'accueil réservé aux Mexicains entrés en fraude. Et il a consacré un rabais de 60 cents sur le prix de la pension.

Pour 23 dollars tout rond, on ne peut évidemment pas exiger un quatre étoiles. Cet entrepreneur n'entreprend pas de faire un hôtel de luxe. Il se contente d'offrir un toit et un repas. Si l'affaire marche, il la développe. Si elle rate, il laisse tomber. Et il passe à autre chose.

Pourquoi pas à la location de casernes personnelles avec fusils-révolvers et râteliers d'armes télécommandées ?

CLAUDE SARRAUTE.

NOUVEAU RECORD POUR LE DOLLAR : 8,5360 F

En léger repli jeudi 5 janvier en début de séance, après un sursaut de la veille, le dollar a repris en progression sur les marchés des changes, battant à nouveau son record à Paris, à plus de 8,53 F. Mercredi 4 janvier, il était passé brutalement de 8,40 F à 8,5255 F. Après un léger reflux à 8,5150 F, en fin de séance, en provenance de l'Europe a fait progresser son cours, notamment à Francfort, où il frôle le seuil des 2,90 DM, à 2,7950 DM. Pourtant, notent les milieux financiers internationaux, les taux d'intérêt ont légèrement baissé aux États-Unis. Mais la demande de dollars reste fondamentalement forte et, dans l'immédiat, ne laisse supposer qu'elle puisse faiblir.

LA PROGRESSION DU COUT DE LA CONSTRUCTION EST DE 6 % AU TROISIEME TRIMESTRE 1983

L'indice du coût de la construction de P.I.N.S.E.E. pour le troisième trimestre de 1983 s'est établi à 716 et a été publié au Journal officiel du 4 janvier. Par rapport à l'indice du troisième trimestre de 1982, il est en hausse de 6,01 %. Depuis l'adoption de la « loi Quilès » de 22 juin 1982, cet indice trimestriel sert de référence aux augmentations de loyers. L'indice du troisième trimestre s'applique aux contrats de location dont la date anniversaire de signature ou la signature est intervenue à partir du 4 janvier, qu'il s'agisse de révision annuelle du loyer, de renouvellement de bail ou de l'entrée d'un nouveau locataire.

Des décrets parus au J.O. du 29 décembre, précisent, secteur par secteur, les limitations de hausse, dans la plupart des cas ramenées à 80 % de l'évolution de l'indice, soit 4,8 % (le Monde du 3 janvier). L'indice trimestriel ne s'applique ni aux loyers H.L.M., ni à ceux encore régis par la loi de 1948.

MARCEL LASSAYE

SOLDES

du jeudi 5 Janvier

au samedi 21 Janvier

17, rue du Vieux-Colombier

Paris (6e)

Galerie Point Show

86, Champs-Élysées

1934 - 1984

SOLDES EXCEPTIONNELS

DU CINQUANTENAIRE

ALEXANDRE

FOURRURES 376, r St-Honoré Paris (1^{re})

* Jusqu'à épuisement des stocks

مكتبة الأصيل